Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/ludendorff00buat

uoI
2/9/21

LUDENDORFF

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE
10 EXEMPLAIRES HORS COMMERCE
SUR VERGÉ PUR FIL LAFUMA
NUMÉROTÉS DE 1 A 10

LUDENDORFF

HG.B
L9995
.T6

GÉNÉRAL BUAT

LUDENDORFF

AVEC UN PORTRAIT HORS TEXTE

169585
2.3.22

PAYOT & Cie, PARIS
106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1921

Tous droits réservés.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.
Copyright 1920, by Payot et Cie.

AVANT-PROPOS

Il est, en Prusse — pays traditionnaliste par excellence — une tradition plus que centenaire : à la guerre, le chef nominal de l'armée, c'est-à-dire le roi, suit le plus souvent les opérations de campagne, mais il abdique le commandement effectif en faveur d'un personnage militaire qui porte le titre de « Chef d'État-Major Général ».

Au début du siècle dernier, le nom de Blucher — ce hussard haineux et entêté autant que patriote — pâlit étrangement devant celui de Gneisenau. En 1870, « l'inoubliable Guillaume Ier » gravite obscurément dans l'orbite lumineuse du grand Moltke, premier du nom. De nos jours, l'image falote de Guillaume II point à peine dans l'ombre puissante de Ludendorff.

Et cependant Ludendorff n'est officiellement que le collaborateur, le Premier Quartier-Maître Général, quelque chose comme le principal sous-chef d'un Chef

d'État-Major Général qui a nom Hindenburg. Mais le peuple allemand a ses raisons sans doute de ne s'imaginer Hindenburg que déifié, transformé en une statue à qui l'on offre clous et encens et de qui l'on n'exige rien qu'une impassibilité sereine. Pour lui, le chef, c'est Ludendorff.

S'il en est ainsi — et il en est bien ainsi — les « Souvenirs de guerre »[1] *de ce général offrent un intérêt évident pour les lecteurs de tous les pays. Les pages qu'on va lire n'en sont qu'une présentation, mais une présentation sous forme spéciale, c'est-à-dire condensée, accessible à tous les publics, accompagnée de commentaires destinés à projeter quelque lumière aussi bien sur le caractère du héros du livre que sur les causes de ses succès et de ses revers. Peut-être y trouvera-t-on, par surcroît, des occasions de rapprochement avec les événements qui se sont passés, pendant quatre années, dans notre propre pays.*

Les « Souvenirs » ont été écrits après coup, à l'heure où, tombé du Capitole et assis sur la Roche fatale, Ludendorff — il le dit lui-même — connut des loisirs que ses hautes fonctions lui avaient jusque-là refusés. Il est probable et même certain qu'il éclaire

1. Erich Ludendorff, Quartier-Maître général des armées allemandes. SOUVENIRS DE GUERRE *avec 46 cartes*, 2 vol. in-8 ensemble 40 francs. Payot & Cie, 106, Boulevard Saint-Germain, Paris.

et revise ses impressions premières à la lumière des événements et ceci nous autorise à ne pas tenir pour spontanées toutes ses allégations. Il reste cependant que l'ensemble de ses dires, par l'époque où ils furent écrits, par l'objet de défense personnelle qu'ils se proposent et par les démentis qu'ils pourraient provoquer, ne sauraient être très frelatés. Sans doute, les pensées ou prévisions qui hantèrent l'esprit de l'auteur et que les faits n'ont pas vérifiées nous sont, en partie au moins, dissimulées ; sans doute aussi Ludendorff s'attribue des inspirations qui lui furent étrangères, en réalité, mais, même sans ce qu'il cache, tout ce qu'il révèle, est bien de nature à nous fixer sur sa mentalité. Nous allons avoir affaire à un homme, à coup sûr éminent, et, plus certainement encore, très différent de nous. Aussi nous faut-il d'abord connaître ce qu'il fut et ce qu'il fit, si nous voulons avoir l'explication de ses hauts faits et de ses erreurs, de sa force et de ses faiblesses, discerner les causes de son ascension comme celles de sa chute. Nous commencerons donc par l'homme ; nous le suivrons dans les étapes de sa vie et de sa carrière jusqu'à la fin de la campagne ; nous pénétrerons ensuite plus avant dans l'étude de la progressive omnipotence dont il jouit pendant la guerre, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine militaire ; nous commenterons les manœuvres dont il fut l'inspirateur et, le plus souvent, le directeur effectif, et nous en profiterons pour exa-

miner la valeur de sa doctrine guerrière. Après avoir scrupuleusement analysé les traits de son image peinte par lui-même, nous serons en état de conclure.

Cet ouvrage sera donc divisé en quatre parties : L'Homme — Son rôle — Ses manœuvres — Conclusion.

LUDENDORFF

I

L'HOMME

Erich Ludendorff est né à Kruszczewnia, en Posnanie, le 9 avril 1865. Son père, issu d'une famille de négociants poméraniens implantés sur la vieille terre polonaise, avait été officier de réserve de cavalerie pendant les deux guerres de 1866 contre l'Autriche et de 1870 contre la France. Cet homme s'était alors passionné pour les choses de l'armée et mis en tête de faire embrasser à ses fils la carrière militaire.

Par sa mère, une Suédoise, Ludendorff descendait, dit-on, de Gustave Wasa, et, comme les influences ancestrales à mettre au compte de cette royale filiation ne suffisent pas à certains auteurs allemands pour expliquer les incontestables dons guerriers de leur héros, ils s'efforcent de faire remonter son ascendance beaucoup plus loin, à Charles Martel.

Ludendorff ne fut point un enfant prodige, mais,

dès son plus jeune âge, il fit preuve d'une force de volonté qui restera, chez l'homme mûr, comme une de ses principales caractéristiques. On raconte, en effet, qu'à l'âge de cinq ans, il se défit, à force de ténacité, d'un défaut de prononciation dont son amour-propre, déjà développé, souffrait amèrement. Dès cette époque aussi, il est peu sociable, autoritaire, se bat fréquemment avec ses frères et sœurs, court les champs pour y trouver la solitude. Studieux, il apprend avec avidité, mais toutes ses préférences vont à l'histoire.

A douze ans (1877), il est admis à l'école de cadets de Plœn. Il s'y montre excellent élève et développe encore son goût inné pour les études historiques. Il termine ses classes à l'école supérieure de Lichterfeld et, à dix-sept ans (1882), il est pourvu de son brevet d'officier. De sous-lieutenant au 57e régiment d'infanterie à Wesel, il passe, comme lieutenant, au 2e bataillon de marine à Kiel-Wilhemshaven, puis au 8e grenadiers à Francfort-sur-l'Oder.

Toute son activité studieuse de jeune officier se passe, hors du service, à travailler l'histoire de la Prusse et de l'Allemagne, les campagnes des grands généraux allemands et la géographie. L'histoire demeure donc toujours sa distraction favorite. Il y puise l'orgueil de sa nationalité ; il s'enthousiasme à la lecture des hauts faits des dirigeants de son pays ; Bismarck, cet homme à la poigne de fer et aux scru-

pules légers, lui apparaît comme le prototype du Grand Allemand ; il l'admire avec une telle intensité qu'il lui fait ouvrir une ère nouvelle ; à ses yeux, les hommes d'État de l'ère « post-bismarckienne » d'aujourd'hui ne sont que des pygmées auprès du Chancelier géant. La dynastie des Hohenzollern, qui fit l'Allemagne par la conquête, recueille aussi ses admirations ; il en est le sujet dévoué et le partisan ardent, mais l'ardeur même de son dévouement l'oblige à regretter qu'une aussi puissante famille compte parmi ses membres des post-bismarckiens !

A lire tout ce qu'il a lu, il semble aussi à Ludendorff que l'Allemagne unie ne puisse subsister que par les mêmes moyens qui ont servi à sa formation et que, pour jouer le rôle qui lui échoit dans le monde, elle doive suivre toujours les voies déjà tracées et ne compter jamais que sur sa force armée.

C'est comme lieutenant qu'il accède à l'Académie de guerre de Berlin. Sa réussite y est certaine puisqu'en même temps qu'il y gagne le grade de capitaine (1895), il est admis dans le corps si restreint et si fermé de l'État-Major. Il y demeure — à part une interruption de deux années qu'il passe à la tête d'une compagnie d'infanterie à Thorn — jusqu'en 1914, et y exerce différents emplois. Après d'assez courts séjours à l'état-major de la 9e division d'infanterie à Glogau et à l'état-major du 5e corps d'armée à Posen, il

rentre définitivement à Berlin, soit pour y professer la tactique à l'Académie de guerre, soit pour faire partie du Grand État-Major. Il y reçoit les leçons de von Schlieffen que tous les officiers de sa génération considèrent comme un des plus grands généraux de l'Allemagne. Il y est promu chef de bataillon (1900), lieutenant-colonel (1907) et colonel (1911). Dans ce temple de la doctrine guerrière allemande, il se taille peu à peu une place de premier plan et se trouve bientôt placé à la tête de la plus importante de toutes les sections : celle des opérations.

A ce titre, il est chargé de la confection du plan de concentration de toutes les forces nationales contre les adversaires éventuels de l'Allemagne. Travailleur infatigable, ardent patriote, fervent admirateur des idées de von Schlieffen, respectueux mais peu enthousiaste du second Moltke qui porte un trop grand nom, il apporte tous ses soins à ce déploiement de début de campagne qui, dit-il, peut et doit être préparé de longue date.

En ce qui concerne la concentration contre la France, son esprit n'est effleuré par aucun doute : le chemin de Paris passe par la Belgique. La Belgique est neutre ? Il n'importe, puisque c'est seulement en violant cette neutralité que l'Allemagne peut abattre ses ennemis et prendre la place — la première — qui lui revient dans le concert des nations.

Mais, pour envahir la Belgique, il faut pouvoir pousser le rassemblement initial jusqu'à la frontière de Hollande. Or, au début de 1912 encore, les forces mobilisables ne le permettent pas ; il faut donc les augmenter. Et Ludendorff établit un projet de loi portant augmentation considérable de l'armée et accroissement d'un milliard du budget de la guerre. Nous savons trop, par les conclusions que nous en dûmes tirer nous-mêmes, que, sur ces points, il obtint gain de cause; mais ce que nous savions moins et ce qu'il nous apprend, c'est qu'il avait en même temps réclamé la constitution, dès le temps de paix, de trois corps d'armée nouveaux, car il n'avait foi, pour les opérations initiales à caractère rapide, qu'en des commandements organisés et en des troupes actives ou seulement renforcées par une faible quantité de réservistes récemment libérés du service actif.

Avec ces trois corps, il comptait sans doute étendre vers le nord le mouvement débordant de la droite allemande, balayer toute la plaine de Belgique et des Flandres françaises jusqu'à la mer. Sur ce point, le Gouvernement peut-être, le Reichstag à coup sûr, ne le suivirent pas. Il eut beau se débattre, se fâcher, faire campagne « pour son plus cher désir », il n'obtint aucun succès et attribua même son renvoi du Grand État-Major et son affectation au commandement du 39e régiment d'infanterie à Dusseldorff (fin 1912) à la ténacité

agressive qu'il avait mise à soutenir ses propositions.

Là, il établit une discipline très ferme, surveille avec minutie l'instruction de sa troupe et s'efforce de développer l'ardeur guerrière de ses officiers en leur contant les fastueuses étapes de l'unification allemande, car il veut que l'armée soit à la fois la sauvegarde de la nation à l'extérieur et l'instrument de l'ordre à l'intérieur. Il s'agit de l'ordre impérial, bien entendu, car Ludendorff ne conçoit pas d'autre forme de gouvernement que celle instaurée par Bismarck en 1871, et c'est pourquoi il est si nécessaire à ses yeux que les officiers forment et continuent à former une caste jalousement gardée, dévouée corps et âme au souverain.

En avril 1914, nous le trouvons général-major et commandant de la 85e brigade d'infanterie à Strasbourg. Cet emploi qui l'éloigne de la troupe et rend son action moins immédiate lui sourit peu. Il s'en évade à toute occasion pour prendre part à de nombreux travaux d'état-major. En mai, il est déjà d'un voyage qui débute à Fribourg-en-Brisgau et se termine à Cologne. En août, il doit participer à un exercice du même genre où l'on étudiera spécialement le ravitaillement des armées dans une hypothèse déterminée ; c'est ce que nous appelons un « voyage des services de l'arrière ».

A la déclaration de guerre, il rentre dans l'état-

major et tout d'abord comme quartier-maître à la 2e Armée que commande von Bulow. A ce titre, il est chargé de suivre l'attaque brusquée de Liège dont la réussite doit ouvrir aux Allemands la porte de la Belgique.

Il s'agit de traverser les intervalles entre les forts détachés de la rive droite de la Meuse, en brisant la défense qu'on soupçonne légère, tandis que la cavalerie, plus au Nord, s'emparera par surprise des ponts de Visé et se rabattra sur les derrières de la ville. Cette cavalerie montre peu de perçant ; Ludendorff s'y porte, l'actionne, jette dans la direction des ponts une compagnie cycliste, mais les passages ont été détruits par les Belges. Force est donc de faire réussir l'attaque de Liège sans le secours indirect de la cavalerie.

Or, devant Liège, les affaires vont mal. Des trois colonnes qui devaient converger sur la ville après avoir dépassé les forts sans les attaquer, une seule avance. Ludendorff est à sa tête. Le commandant de la brigade est tué, Ludendorff le remplace au pied levé, de par sa propre décision, mais il est isolé à l'intérieur du périmètre des forts et sa troupe montre de l'hésitation. Lui, n'en a aucune ; il décide de pousser nuitamment sur les ponts puis de prendre position au delà, et il exécute ce plan. Ceci fait, croyant avoir vu le drapeau blanc flotter sur la citadelle, il s'y rend, seul, en auto-

mobile, s'aperçoit de son erreur, somme la garnison de se rendre et se fait ouvrir les portes, couronnant par ce fait d'armes « la mission qu'il s'était donnée à lui-même ». Sans lui, l'opération probablement manquait !

Dès le début de la guerre, la Prusse orientale a été envahie par les Russes. Vers la fin du mois d'août, il y a dans l'Est une situation « à sauver ». On y envoie Ludendorff en même temps qu'on tire de la retraite où il vit le général Hindenburg. Celui-ci aura celui-là comme chef d'état-major. Alors, au moment où, sur le front occidental, les armées opposées vont peu à peu se figer dans une guerre de positions coûteuse et indécise, Ludendorff inaugure une guerre de mouvements, de manœuvres combinées dont, en deux ans, les principales conséquences seront un coup terrible porté à la puissance militaire de la Russie, l'écrasement successif de la Serbie et de la Roumanie, l'endiguement de la poussée des Alliés par Salonique.

Pour marquer les étapes de la carrière de Ludendorff, il importe de le suivre dans cette série d'opérations dont, à partir de son arrivée sur le front oriental, il assuma la direction.

A peine débarqué, il bat successivement les deux armées russes qui ont envahi ou menacent la Prusse orientale et, en deux coups, délivre cette province.

C'est la fameuse victoire de Tannenberg (24-29 août 1914) suivie de la première bataille de Mazurie (8-10 septembre).

D'aussi brillants succès excitent quelque peu contre lui l'envie des stratèges du front Ouest dont toutes les combinaisons ont échoué jusqu'ici. On le lui montre bien en l'envoyant tout à coup occuper le poste de chef d'état-major d'une armée en formation en Silésie, à proximité des Autrichiens battus et dont elle doit servir à relever le moral. Mais cette armée passe précisément aux ordres d'Hindenburg et les choses s'arrangent d'elles-mêmes.

A la campagne de Prusse succède presque sans interruption celle de Pologne. Elle se subdivise en deux phases : l'une, en Pologne du Sud, dont le plan a été imposé par la Direction suprême et qui aboutit à un échec puis à une retraite jusqu'aux points de départ ; l'autre, en Pologne du Nord, exécutée selon les vues de Ludendorff, et qui, après bien des heurts, est finalement couronnée par un succès tactique incontestable (28 septembre-20 novembre 1914). Ludendorff est fait général de division.

Placé sur le front oriental, il est persuadé — ainsi qu'il est humain — que le Russe est l'ennemi principal et que sa défaite complète précédera de peu la fin de la guerre. Il ne reste donc pas inactif avec les renforts

qu'il demande et obtient de la Direction suprême. En février et mars 1915, il exécute par son aile gauche (Prusse orientale), en remontant le bas Niemen, une attaque dont le but est de déborder entièrement la droite russe et de faire ainsi tomber tout le front de combat du Grand-Duc Nicolas. Dans une deuxième bataille de Mazurie, il remporte encore de grands succès tactiques mais sans réussir à réaliser son plan grandiose.

En revanche, son étoile commence à briller d'un vif éclat et sa popularité croissante ajoute un poids singulier à ses propositions. La Direction suprême, se rangeant maintenant à son opinion, se transporte dans l'Est avec l'intention de réaliser sur la Russie une victoire intégrale qui mettra définitivement cette puissance hors de cause et permettra de reporter vers le front français toutes les forces des Empires Centraux. Pour appliquer dans l'Est le maximum de grandes unités, elle raréfie jusqu'aux limites de la prudence le front de France et constitue avec les hommes des dépôts le plus grand nombre possible de nouvelles divisions.

Seulement, elle entend que l'épithète « suprême » qui la désigne ne soit pas un vain mot. Elle veut bien battre la Russie, mais avec son propre plan et non avec celui de Ludendorff. Bien plus, l'homme de Tannenberg, s'il reste aux côtés d'Hindenburg, sera trop près d'elle pour que sa forte voix ne s'y puisse

faire entendre. On le désigne donc pour le poste de chef d'état-major d'une malheureuse petite armée (moins de deux corps d'armée) qu'on envoie dans les Carpathes afin d'y soutenir les Autrichiens défaillants. Mais Hindenburg est maintenant trop lié avec son associé pour accepter sans protestation cette désignation voisine de la disgrâce ; il adresse une réclamation à l'Empereur qui lui rend son chef d'état-major.

La Direction suprême a donc décidé de combiner, avec une attaque autrichienne qui doit se livrer en Galicie, une attaque allemande en Pologne. C'est cette dernière que Ludendorff réprouve parce qu'il pense qu'elle ne donnera jamais que de médiocres résultats. Et, en effet, les Allemands remportent de grandes victoires tactiques, ils repoussent les armées russes loin de leurs positions initiales, mais ils sont, une fois de plus, incapables d'en déterminer l'effondrement par une attaque débordante telle que la préconisait Ludendorff.

Lorsque la Direction suprême se résout à venir à résipiscence et à adopter le plan de ce dernier, il est trop tard. A la suite de la « campagne de Russie de 1915 », les Allemands ont gagné la Pologne, la Lithuanie, la Courlande, une partie de la Livonie ; ils n'ont pas abattu l'armée russe.

Alors commence une période défensive de plusieurs

mois au cours de laquelle l'acharnement des attaques russes, la dualité de commandement entre Autrichiens et Allemands avec toutes les faiblesses qu'elle implique, les défaillances des premiers et la nécessité pour les seconds d'accourir partout à la rescousse, de « farcir » pour ainsi dire les armées austro-hongroises afin de leur rendre quelque consistance, aboutit à une situation qui semble bien près d'être désespérée. Si, faisant flèche de tout bois, Ludendorff arrive à pourvoir à tout, c'est tant bien que mal, non sans peine, non sans tiraillements avec ses alliés, non sans froissements avec la Direction suprême qui vient de payer terriblement cher son attaque malheureuse sur Verdun et s'affole aux premiers résultats de l'offensive anglo-française sur la Somme. Or, mettant le comble au désarroi, survient, à la fin d'août, la déclaration de guerre de la Roumanie.

En cette extrémité, il faut à l'Allemagne un sauveur. Ludendorff est choisi. Naturellement, Hindenburg, en apparence, conserve le rôle principal et c'est à lui que revient le titre de Chef d'État-Major Général. A Ludendorff on propose celui de « 2e Chef d'État-Major Général », mais il refuse, estimant, à juste raison, qu'une organisation ne doit avoir qu'un directeur... au moins officiel, car, avec la qualification de Premier Quartier-Maître Général, il se fait attribuer de tels pouvoirs qu'il marche de pair avec Hindenburg.

Dans le même temps, il est promu général de l'infanterie, dignité intermédiaire entre celle de maréchal et le grade de général de division.

Il prend le gouvernail à un moment extrêmement difficile. Une de ses premières préoccupations est de réaliser l'unité de commandement sur le front oriental. Il obtient, en théorie tout au moins, de pouvoir donner des ordres aux armées autrichienne, bulgare et turque, et cela est d'autant plus nécessaire qu'il lui va falloir organiser contre la Roumanie à la fois un groupe d'armées mi-partie allemand et austro-hongrois et une armée bigarrée d'Allemands, de Bulgares et de Turcs.

S'il savait en détail les événements qui se déroulent à ce moment sur le front français, peut-être hésiterait-il à ordonner les mesures qui précèdent, mais la Direction suprême est encore à cette époque sur le front oriental, loin des scènes terribles de la bataille de la Somme. Il procède donc à la formation de deux armées, dont une autrichienne, le tout sous le commandement de l'archiduc Charles, destinées à limiter l'avance des Roumains en Hongrie et, il l'espère bien, à les rejeter plus tard sur leur pays. Pour peu qu'il ait quelque bonheur, en effet, les quelques troupes bariolées d'Allemands, de Bulgares et de Turcs qu'il va jeter, sous le nom d'armée du Danube, dans le dos

de son adversaire, par la Dobrutscha, lui donneront peut-être un succès complet.

Cette affaire réglée, ayant osé affaiblir, en remplaçant une partie des vieilles unités par des divisions de création récente, le front français tout près de céder, il se met en route vers les lignes occidentales qu'il ne connaît pas encore. Il rapporte de ce voyage, en même temps que la notion des modifications à apporter aux méthodes défensives en usage, des vues plus nettes sur la situation générale. Le tableau qui lui a été fait de la bataille de la Somme n'a pas laissé de l'impressionner et de lui montrer un avenir assez sombre. Aussi, dès son retour, présente-t-il au Chancelier d'Empire une liste imposante des efforts à faire par l'Allemagne, dans tous les domaines — matériel et moral — pour gagner la guerre. Ce sera l'occasion de ses premiers différends avec le Gouvernement.

Sa tâche, restée jusqu'ici à peu près exclusivement militaire, s'élargit, en effet, considérablement; elle s'étend, ou il l'étend, peu à peu, à toutes les questions de politique extérieure, de politique intérieure et à l'administration. Ludendorff discute les conditions de la paix à offrir aux Alliés — car on parle déjà de paix en 1916 —; il prend part aux conférences qui aboutissent à la déclaration officielle de la guerre sous-marine à outrance; il suggère un projet de loi sur le

service militaire obligatoire pour tous les hommes de 15 à 60 ans et même pour les femmes; il intervient dans toutes les questions de ravitaillement, de transport, de répartition des matières premières, de presse, de propagande, de répression des troubles révolutionnaires. Sa trace est partout et à peu près nulle part elle ne se confond, quand elle ne la traverse pas, avec celle du Gouvernement. Si sa popularité est grande, ce n'est ni dans les milieux gouvernementaux, ni dans les partis parlementaires qui donnent leur appui au Gouvernement.

Avec la fin de l'année 1916 qui voit l'écrasement de la Roumanie, Ludendorff essaie de parler en maître dans le règlement de l'administration de la Valachie conquise, et il y parvient, mais en mécontentant Bulgares et Autrichiens.

En même temps, se pose pour lui le problème de la campagne de 1917. De l'exposé de la situation générale, il conclut que l'Allemagne ne peut rien faire de mieux que de rester sur la défensive en attendant que la guerre sous-marine sans restriction donne les résultats que le Grand Amiral annonce. Il ne craint même pas, en approuvant cette tactique, de provoquer l'entrée en guerre des États-Unis puisque les troupes américaines ne peuvent rien faire de sérieux avant un an et que, dans un an, les sous-marins, ayant fait leur

œuvre, l'Angleterre et par conséquent la France se rendront à merci. En revanche, pour avoir la certitude que les armées allemandes du front Ouest dureront le même temps en face d'ennemis qui, sans aucun doute, s'efforceront de les battre, il prend toutes ses précautions pour éduquer les troupes dans les méthodes défensives, perfectionner toujours davantage les procédés en ce genre de combat, et édifier de puissantes positions de repli où, à l'occasion, ses armées, trop fortement pressées, défieront tous les assauts. C'est à partir de ce moment qu'on voit surgir du sol les fameuses positions aux noms tirés du cycle des Niebelungen et dont l'ensemble constitua les lignes Hindenburg.

Au commencement de 1917, la Direction suprême n'ayant plus rien à faire dans l'Est — les grandes attaques à repousser devant se produire en France — Ludendorff fait transporter le Grand Quartier Général à Kreuznach.

L'année sera dure; il va falloir gagner une grande bataille défensive ; il serait sûrement plus prudent et plus économique de n'avoir à gagner que du temps. On ramènera donc le front, qui court actuellement d'Arras à Noyon, sur la ligne Hindenburg (Arras-la Fère) qui est prête. Aveu de faiblesse sans doute, mais certitude de quelques mois de tranquillité dans cette région et possibilité d'y prélever un certain

nombre de divisions qui pourront être dirigées sur les points menacés. Il y a compensation. Le repli s'exécute en février et mars 1917, après exécution d'un plan de destruction systématique du pays abandonné.

En avril, les attaques anglaises de la région d'Arras déconcertent quelque peu Ludendorff, — les moyens matériels dont l'ennemi fait usage sont encore plus puissants, et par suite plus meurtriers, qu'à la bataille de la Somme, — mais il en prend bientôt son parti, car il réussit assez rapidement à aveugler la brèche.

L'offensive française sur l'Aisne, le 16 avril, ne le surprend pas. Depuis février, il a saisi un document qui la lui a définie avec une suffisante précision pour qu'il ait eu tout le temps de se préparer à la bien recevoir. Et, en effet, cette attaque avorte dès les premiers jours pour expirer le mois suivant.

Ainsi se passent, non sans épreuves, mais finalement sans désastre, les mois d'avril et de mai.

En Russie, la situation s'est considérablement améliorée, depuis l'année passée, du fait de la révolution. Une active propagande est exercée dans l'armée et dans le peuple russes. Au nombre de prisonniers que rapportent de simples combats locaux, à l'extension que prennent les colloques entre soldats au bord des réseaux de fils de fer, il devient évident que cette propagande porte ses fruits. Au reste, les Russes n'ont pas

attaqué en même temps que leurs alliés et c'est déjà un immense résultat. Ils s'y décident en juillet, mais il est trop tard. Si les Autrichiens ne s'abandonnaient de plus en plus et ne perdaient décidément toute combativité, cette attaque ne donnerait à Ludendorff aucun souci, car il a pris ses dispositions pour l'arrêter d'abord et prendre ensuite l'initiative des opérations. En août, malgré la faiblesse des Autrichiens, malgré l'appui donné aux Russes par les Roumains, la contre-offensive de Ludendorff reconduit l'ennemi jusque sur le Pruth. Le rôle de l'armée russe est désormais bien fini. Encore un dernier choc et cette armée sera par terre, incapable de se relever. Ludendorff compte le donner bientôt dans la région de Riga, après quoi un simple effort en Moldavie condamnera les Roumains au même sort.

Si la deuxième partie de l'année 1917 qui voit les terribles attaques des Anglais dans les Flandres, la surprise inquiétante de Cambrai, les violents coups de boutoir français de Verdun et de la Malmaison, vaut à Ludendorff bien des heures d'angoisse ; si la conquête de la Palestine par les Anglais le peine ; il triomphe cependant sur d'autres points ; il triomphe de l'abattement à peu près définitif de la Russie et de la grande victoire remportée, grâce aux Allemands, en Italie. C'est sur l'Italie, en effet, qu'après l'exécution des Russes à Riga, il a dû diriger les forces primitivement

destinées à la Moldavie, sous peine d'assister, au premier choc, à l'écroulement de l'armée autrichienne. Mais, ayant consenti le sacrifice, au moins en avait-il voulu tirer le plus grand bénéfice, en attaquant. Il avait ramené les armées italiennes de l'Isonzo sur le Piave.

La Russie, tombée en déliquescence révolutionnaire, est vouée à une soumission prochaine que Ludendorff hâte par des interventions où une fois de plus son action n'est pas toujours conforme aux vœux du Gouvernement. En tout cas, la Russie n'est plus un obstacle. Le moment va donc venir — et il faut qu'il soit proche à cause de l'Amérique — où la presque totalité des forces allemandes pourront être appliquées sur le front français. Que la guerre sous-marine, qui d'ailleurs marche à souhait, réalise ou non ses promesses, il n'importe ; elle ne sera désormais qu'un adjuvant. Ce n'est plus sur elle, mais sur lui seul que Ludendorff compte maintenant. C'est par les armes, avec ses armées, qu'il terminera la guerre ainsi qu'il l'a toujours rêvé.

Les temps sont proches, mais, si proches qu'ils soient, le peuple allemand aura-t-il le courage d'attendre qu'ils soient révolus ? Ludendorff est soucieux quand il se pose cette angoissante question. L'idée de paix a fait en Allemagne d'inquiétants progrès ; un

Reichstag sans autorité n'a-t-il pas eu l'audace de voter une motion pacifique; un Gouvernement sans volonté n'a-t-il pas suivi lâchement le Parlement! A Berlin, on court d'abdication en abdication, tant la peur est grande d'une révolution analogue à celle de la Russie. Tous les actes du Gouvernement le prouvent: il a fait adopter en Prusse le suffrage universel; il laisse des délégués sans mandat pérorer sur la paix à Stockholm; il n'a pas eu la force de réprimer comme elles le méritaient les grèves qui se sont produites dans les équipages de la marine; il suit l'impulsion mauvaise des partis extrêmes au lieu de la réfréner! Hindenburg et Ludendorff se mêlent à ces luttes politiques; ils refusent leur appui au Chancelier Bethmann-Hollweg, aspirent à son départ, font pression sur l'Empereur qui le garde en offrant leur démission, proposent même un successeur de leur choix — le prince de Bulow — et arrivent finalement à renverser leur adversaire, mais sans pouvoir imposer leur candidat. C'est Michaëlis qui prend le pouvoir.

Cette intrusion dans le domaine politique vaut à Ludendorff la haine des politiciens. Or, les politiciens trompent le peuple qui les croit! Le peuple aura-t-il la ténacité d'attendre? Décidément le temps presse.

Aussi Ludendorff prépare-t-il avec ardeur la grande offensive de 1918 sur le front français. Pendant tout l'hiver, divisions sur divisions sont acheminées de

Russie, de Roumanie et d'Italie vers la France[1]. Avant comme après leur transport, elles ne perdent point leur temps et s'exercent au genre d'attaque qu'elles vont avoir à livrer avec le même entrain qu'elles mettaient, un an auparavant, à étudier les procédés défensifs.

Pour être plus près des champs de bataille, le Grand Quartier Général se transporte à Spa, tandis que Ludendorff, avec quelques officiers de son bureau des opérations, s'installe à Avesnes, en poste de commandement. Hindenburg est avec lui. Le 13 février, il annonce à l'Empereur que l'armée sera bientôt rassemblée et prête à entamer « la plus grande tâche de son histoire ».

Le 21 mars 1918, l'assaut est donné par près de 80 divisions entre Arras et la Fère. Dans un élan de quelques jours, les Allemands parviennent jusqu'à Albert, Moreuil et Montdidier, puis, un peu plus tard, jusqu'à Noyon. Mais, le 4 avril, il faut mettre un frein au mouvement, sous peine de le voir s'arrêter de lui-même. On recommence en Flandre. Là encore, du 9 au 25 avril, on avance d'abord à grande allure, puis plus lentement ; enfin l'on piétine sur place et il faut

1. Le 21 mars 1918, 192 divisions sont sur le front français ; 14 vont y arriver ; il s'en trouvait 147 au 1er décembre 1917. En outre, tous les hommes jeunes des unités maintenues en Russie-Roumanie ont été ramenés et incorporés dans les divisions de France.

renoncer. Partout, de l'Oise à la Mer du Nord, Anglais et Français réunis sont parvenus à endiguer le flot.

Ludendorff ne désespère pas ; il fera une nouvelle tentative, mais elle ne peut pas être prête avant la fin de mai. Elle s'effectuera sur l'Aisne tandis que l'Autriche, quelques jours plus tard, se lancera à l'assaut du front italien du Piave. Tout est à l'espoir. Ludendorff s'est assuré la possession de la Courlande, de la Livonie, de la Lettonie, de la Lithuanie, de la Pologne ; il domine l'Ukraine, négocie avec les Cosaques du Don ; il est installé dans le Caucase ; la Roumanie est asservie. Un seul point noir : la Palestine, mais qu'est-ce auprès de telles acquisitions et des perspectives heureuses qui s'ouvrent devant l'armée allemande en France ? C'est lui qui dirige opérations et négociations, presse sur le Gouvernement pour faire adopter ses vues sur toute question ; il est partout.

Mars et avril 1918 ont procuré à Ludendorff des succès tactiques sans précédents ; cette fois, il croit tenir la décision que la première attaque ne lui a pas donnée. Il refait ses moyens, profite du répit pour apprendre à ses troupes les enseignements mis en valeur par la première expérience, et prépare une offensive sur l'Aisne, brutale comme les précédentes, secrète comme elles, sur un front où le succès est certain puisqu'il le sait insuffisamment défendu.

Son attaque débute le 27 mai. Elle le conduit dans

un vaste saillant qui, des abords de Soissons, va sur Château-Thierry, remonte la Marne jusqu'en face de Dormans et se dirige vers le nord de Reims. Encore une fois, elle a réussi au delà de toute espérance, mais la décision n'est pas venue. Ludendorff a failli à ses promesses. Grand est le désappointement dans toute l'Allemagne.

Alors, malgré les signes avant-coureurs d'une profonde désespérance du peuple allemand, malgré les indices certains d'un abaissement significatif du moral des armées, malgré la diminution constante d'effectifs dont il ne sait plus comment combler les vides, Ludendorff s'obstine à tenter une troisième fois, dans le même style, une nouvelle et colossale attaque.

Elle commence, le 15 juillet au soir, sur un front considérable, englobant largement le saillant de Reims, à l'ouest depuis Château-Thierry, à l'est depuis les collines de la rive gauche de l'Aisne au sud de Vouziers. Dès le premier jour, elle s'effondre en Champagne devant nos deuxièmes positions. A l'ouest et au sud-ouest de Reims, elle tombe sur une défense dont les organisations sont à peine ébauchées et fait quelques progrès, mais s'y heurte à une telle résistance que son élan est aussitôt brisé ; sur la Marne, elle franchit la rivière, conquiert quelques kilomètres de la rive sud et, contre-attaquée, s'arrête, épuisée. A peine en action depuis deux jours, elle est déjà partout ligotée. C'est

alors que, soudain, sur son flanc droit, dans la région de Villers-Cotterets, surgit une contre-attaque française.

En un jour, le 18 juillet 1918, tout est compromis. Les masses de troupes aventurées sur la Marne et au delà sont obligées, leurs communications étant menacées, de se replier sous la pression de l'ennemi jusqu'à la ligne Aisne-Vesle. Les pertes sont considérables.

Le coup est dur, mais Ludendorff croit pouvoir le parer encore, car, prêtant à ses adversaires ses propres procédés, il pense qu'ils vont, comme lui, bientôt s'arrêter. Il aura le temps de remettre de l'ordre dans ses unités mélangées ; il enverra au repos les divisions qui ont le plus souffert; il en dissoudra un certain nombre pour renforcer les autres ; il préparera une quatrième grande offensive. Ludendorff est aveugle : il ne voit pas que son dernier échec a porté un coup fatal au moral de ses armées qui croyaient, le 15 juillet, partir à la conquête de la paix ; il ne veut pas le voir ; pour lui, c'est l'intérieur dont l'esprit est mauvais, qui démoralise les troupes !

Au surplus, l'ennemi ne s'arrête pas, bien au contraire ; il ne s'arrêtera même plus. Le 8 août, Anglais et Français attaquent l'immense saillant d'Albert-Amiens-Montdidier et le conquièrent en quelques jours. Cette fois, le coup est si fort que Ludendorff en est

désarçonné. Il était en Flandre à surveiller les préparatifs de sa quatrième attaque quand la nouvelle lui en parvint. Il rentre aussitôt à Avesnes et pousse ses investigations dans le détail afin de connaître les raisons d'une défaite contre laquelle il croyait bien s'être prémuni. Il apprend, à côté d'actes héroïques, des défaillances de troupes qui auraient dû lui en dire long sur l'effet moral produit par l'insuccès du 15 juillet. Ses yeux s'ouvrent à demi ; il sent le sol ferme fuir sous lui et offre sa démission. L'Empereur refuse en lui confirmant une confiance qui n'a d'ailleurs jamais été entière.

En tout cas, il ne s'agit plus maintenant d'attaquer ; trop heureux, au cas où l'ennemi persisterait dans ses offensives, si, avec les unités destinées à l'attaque, on arrive à résister simplement et à reconstituer quelques-unes des divisions les plus maltraitées.

Mais voici que, dans la deuxième quinzaine d'août, les Anglais étendent leurs assauts depuis Albert jusqu'à la Scarpe en passant par la Somme, et que les Allemands sont rejetés sur les positions d'où ils étaient partis le 21 mars. Encore une fois, leurs pertes sont infiniment sensibles. Donc tous les efforts, tous les sacrifices en hommes et en matériel si prodigalement consentis pendant cinq mois ont été dépensés pour rien ; toutes les espérances sont mortes et l'armée allemande s'en rend compte. Militairement, la guerre ne

peut plus être gagnée, si elle n'est pas perdue. La parole doit passer à la diplomatie. A tout prix, dit le Gouvernement qui voit clair ; au moindre prix, mais jamais à un prix inacceptable, dit Ludendorff dont les yeux ne s'ouvriront jamais entièrement, il faut faire la paix. Il faut d'autant plus faire la paix que l'Autriche, plus frappée encore par les défaites allemandes que par la sienne propre, se déclare au bout de ses forces, incapable d'entreprendre une nouvelle campagne d'hiver ; elle parle même de paix sans conditions et de faire une démarche isolée auprès de l'Entente. La Bulgarie, toujours plus exigeante en subsides et en livraison de marchandises, excipe de l'épuisement de son armée pour ne plus rien faire et forme un ministère ententophile. La Turquie enfin, engagée au Caucase dans une guerre de massacres et de pillages, y contrarie sans cesse les projets allemands et répond avec le flegme et l'inertie bien connus des Orientaux à toutes les objurgations qui lui sont adressées.

Septembre voit se renouveler toutes les attaques depuis la Scarpe jusqu'à la Vesle. Le 12, les Américains réduisent, en une seule et brillante opération tout le grand saillant de Saint-Mihiel.

Le 15 septembre survient l'offensive alliée en Macédoine suivie presque aussitôt de la débâcle bulgare. Ludendorff ne trouve pas de termes assez forts pour stigmatiser la conduite de deux divisions bulgares et

de ceux des chefs de cette armée « qui ne sont pas arrivés assez vite à leur gré à se jeter dans les bras de l'Entente ». La Turquie est maintenant menacée, la neutralité de la Roumanie compromise. Ludendorff perd pied ; il presse le Gouvernement de faire une immédiate demande d'armistice et propose de la faire passer par l'intermédiaire du Président des États-Unis. Il essaie cependant de parer à tant de désastres effectifs ou trop faciles à prévoir en dirigeant sur Sofia et Nisch les quelques divisions dont il peut encore disposer dans l'Est ; il dérive même sur ces points des troupes en cours de transport vers la France, car il lui faut arrêter l'ennemi au moins sur le Danube, sinon la Hongrie, à son tour, pourrait être envahie et ce serait la fin de l'Autriche.

Le comble au désarroi est mis par l'extension subite de la bataille de France, d'une part à travers la Champagne jusqu'à la Meuse, et, d'autre part, de la Scarpe à la Mer du Nord. Le 26 septembre, en effet, les Américains attaquent entre la Meuse et l'Argonne, les Français en Champagne ; le 27, les Anglais marchent à nouveau sur le front entre le Câtelet et Cambrai ; les 28 et 29, de concert avec les Français, sur le front le Câtelet-Saint-Quentin ; le 28, un groupe d'armées anglo-franco-belge débouche entre la Lys et Dixmude. A peu près partout, les Allemands cèdent le terrain. Cela décide Ludendorff à accéder à l'idée de l'évacuation

des territoires français et belges occupés par les armées allemandes, si telle est l'exigence du Président Wilson.

Le mois d'octobre est inauguré par la formation d'un gouvernement simili-démocratique présidé par le prince Max de Bade, lequel a été choisi par le Reichstag avec l'approbation de l'Empereur. La couronne elle-même s'abandonne !

Le 12 octobre, les armées allemandes sont rejetées sur la position de repli : Consenvoye, Grandpré, l'Aisne, la Serre, Valenciennes, Tournai, la Lys, Ecloo ; ils ont évacué leurs bases maritimes de Zeebrugge et d'Ostende. La Lys est même déjà franchie en plusieurs points par l'ennemi et l'aile droite de la défense par conséquent tournée. Or, sur tout le reste du front de bataille, les Alliés ne laissent pas aux défenseurs un instant de répit. Prolonger la résistance pourrait amener un désastre ; encore une fois, il faut se replier, prendre un front plus court car les réserves baissent à vue d'œil et aucun renfort sérieux ne vient plus de l'intérieur. Vers la fin du mois, le recul est entamé vers la ligne : Anvers, Charleroi, Namur, la Meuse. Le point de jonction de toutes les lignes de défense situé sur la rive droite de cette rivière, en aval de Verdun, a même été entamé dès le 8 octobre par une attaque franco-américaine. La situation est réellement désespérée.

Pendant ce mois, Ludendorff n'est pas seulement aux

prises avec l'ennemi, mais encore avec un Gouvernement qui, effrayé des responsabilités à encourir, exige de l'autorité militaire, avant de capituler, des précisions sur les chances de résistance que l'Allemagne possède encore. Dans ces conseils ministériels où Ludendorff apparaît à certains moments plutôt comme un coupable que comme un conseiller, il se contredit souvent parce qu'il ne veut abandonner rien de certaines de ses prétentions. C'est ainsi qu'il s'élève avec véhémence contre la dureté des conditions de Wilson quoiqu'il veuille capituler ; il cédera, mais le moins possible. Si l'ennemi est trop exigeant, que l'Allemagne, sûre de périr, périsse au moins les armes à la main ; elle ne doit déposer l'épée qu'à l'heure où elle lui sera arrachée. Il veut que le Gouvernement déchaîne les passions nationales et proclame la levée en masse, mais il n'attend lui-même aucun grand résultat de cette mesure désespérée !

Devant une telle incompréhension de la situation militaire vraie ainsi que de l'état d'esprit du peuple allemand, le Gouvernement n'a plus qu'une ressource : écarter ce contradicteur gênant et dangereux. Il exige son renvoi. Et, le 26 octobre, l'Empereur et Hindenburg se séparent, sans manifester beaucoup de regrets, de leur Premier Quartier-Maître Général.

Erich Ludendorff n'a pas encore 55 ans. Il est de stature moyenne, taillé à la serpe et bâti en force,

trapu avec tendance à l'obésité. Vu de face, son visage est rectangulaire ; c'est à peine si le crâne et le menton sont incurvés. Le front est vaste et proéminent, les tempes bien dégagées. Front et tempes tiennent à eux seuls près de la moitié de la tête. Le nez, droit, est implanté sur une large base qui dit déjà la volonté ; il est encadré par deux yeux bleus, grands et profonds, qu'illumine une vive lueur d'intelligence. La bouche, surmontée d'une fine moustache blonde soigneusement divisée en son milieu, serait belle si la lèvre inférieure ne venait déparer un ensemble puissant et songeur. Le double menton carré, les bajoues développées à l'excès, indiquent une inflexible ténacité, génératrice souvent de défauts essentiels autant que de nobles qualités. On sent qu'une volonté implacable est mise, chez cet homme, au service d'une très vive et très profonde intelligence, mais aussi d'une rudesse sinon d'une brutalité qu'aucune considération n'arrête, d'une décision que rien n'effraie lorsqu'il s'agit d'atteindre le but poursuivi, enfin d'un orgueil immense qui doit infailliblement faire perdre à son possesseur la notion exacte des rapports nécessaires entre la fin et les moyens.

Nous verrons par la suite, en ne retenant que les aveux de Ludendorff lui-même, que c'est bien ainsi qu'il le faut apprécier et nous arriverons — croyons-nous — à pouvoir formuler en une seule idée maîtresse la psychologie de cet homme de guerre.

II

SON ROLE

Dès son arrivée au Grand Quartier Général, Ludendorff, soit par fonctions, soit proprio motu, ne put se continer dans le domaine militaire. Il fut intimement mêlé à toutes les questions de politique intérieure ou extérieure et d'administration. Or, pour lui, être mêlé à une question, c'est, le plus souvent, en imposer la solution. Nous l'allons maintenant observer dans ses différents rôles en les distinguant, autant du moins qu'il est possible.

Role militaire. — Avant son avènement, le Grand Quartier Général était resté à Charleville, à proximité du front français. Il le rappelle immédiatement auprès de la Direction suprême établie à Pless, sur le front oriental[1].

Placé en face d'une situation extrêmement difficile,

1. Pless est une petite localité de la Haute-Silésie, située au Sud de Cattowitz, près des confins autrichiens. La Direction de la guerre, précédemment à Posen, s'y était transportée lors d'un premier essai d'unification du commandement sur le front oriental.

Ludendorff qui, naguère encore, s'était fait le protagoniste de l'unité de commandement sur le front russe, se fait maintenant l'avocat de l'unité de direction sur tous les fronts. Il gagne sa cause, au moins en apparence. Hindenburg obtient le droit de signer « par ordre » — par ordre de l'Empereur, chef de la guerre — et sa signature vaut en Autriche comme en Bulgarie et en Turquie. En pratique, elle n'est pas toujours obéie. Les Alliés de l'Allemagne, s'ils ont à recevoir, sont toujours d'accord ; s'ils ont à donner, c'est une autre affaire ; ils récriminent sans fin ; au demeurant, en ce cas, il faut à peu près toujours négocier. Cependant, la nouvelle organisation a l'avantage de servir de tribunal arbitral dans les litiges fréquents entre coalisés ; d'autre part, comme chacun d'eux ne consent pas volontiers à traiter avec son voisin, la Direction suprême sert encore d'intermédiaire.

C'est donc en maîtres incontestés des armées allemandes, en inspirateurs plus ou moins écoutés des armées de leurs alliés, qu'Hindenburg et Ludendorff peuvent envisager le grave problème qui se pose à eux dès leur entrée en fonctions. Réduits partout à la défensive, placés sous le coup d'une attaque roumaine imminente, menacés d'une attaque générale sur tous les anciens fronts, limités à leurs seuls moyens matériels alors que la France et l'Angleterre accroissent chaque jour l'importance des leurs — la bataille de la Somme

le montre surabondamment — assaillis de réclamations et de demandes de toute nature de la part de leurs alliés, ils comprennent que pour vaincre ou plus simplement résister, il faut en venir aux mesures extrêmes : ordonner la mobilisation de tous les hommes valides de 15 à 60 ans, les lancer sur le front, les arrières ou les usines ; obliger les puissances alliées à recourir à des moyens analogues ; organiser le recrutement féminin : construire toujours plus de canons, fabriquer toujours plus de munitions, d'avions, de mitrailleuses ; galvaniser surtout l'esprit guerrier de l'Allemagne. C'est une formidable note à payer en hommes, matériel et force morales que la nouvelle Direction de la guerre offre au Gouvernement impérial en don de joyeux avènement.

Dans cette conception personnelle du but à atteindre — la victoire de son pays avec toutes les conséquences qu'elle implique en son esprit — Ludendorff oublie déjà, et il l'oubliera plus encore par la suite, qu'au delà de certaines limites les sacrifices qu'on exige d'une nation, en hommes notamment, affectent à ce point son moral que rien ne le peut plus relever. Il y avait déjà trop d'Allemands reposant « sous le gazon vert » en comparaison des résultats obtenus, pour que les compatriotes de Ludendorff aient une foi bien ardente dans les promesses de leurs nouveaux maîtres. Ils leur faisaient crédit, mais à courte échéance ; ils pouvaient

avoir encore un sursaut d'énergie, une reprise d'espérances, mais, celles-ci déçues, leur désillusion n'en serait que plus profonde. En août 1916, on sait fort bien en Allemagne que Verdun n'est plus qu'une inutile tuerie, que la troupe a horreur de ce champ de bataille, que le commandement lui-même n'y va qu'à contre-cœur, que le kronprinz, le coup manqué, a été des premiers à demander la suspension des attaques qu'on a continué le massacre quand même. Où cela s'arrêtera-t-il? Tous les hommes qu'on appelle vont-ils, comme les autres, s'enfourner, sans espoir de retour, dans la gueule de l'insatiable Moloch? S'il doit en être ainsi, que ce soit au moins pour en finir, pour la conquête rapide de la paix.

A l'État-Major Général, dont il est l'âme et dirige le travail, Ludendorff traite d'égal à l'égal avec un certain nombre de hauts personnages. Les principaux sont le Chef d'Etat-Major Général de la Marine, le chef du Cabinet de l'Empereur, les ministres de la guerre prussien, bavarois, saxon, wurtembergeois ou leurs représentants, les Gouverneurs généraux de Bruxelles et de Varsovie, le Chancelier de l'Empire ou son agent de liaison.

Du Chef d'État-Major Général de la Marine, il ne dit à peu près rien que la confiance relative qu'il attachait à ses pronostics. La question capitale qu'il eut à

traiter avec lui fut celle de la guerre sous-marine à outrance. Nous en reparlerons.

Le Chef du Cabinet de l'Empereur, spécialement chargé de l'avancement et des récompenses, est un travailleur qui travaille avec une désespérante lenteur. Il faut lui arracher les décisions et lui forcer la main pour obtenir qu'il se hâte quelque peu, notamment lorsqu'il s'agit d'honneurs à conférer à des blessés. Il ne connaît rien à la guerre et mesure tout « à l'échelle du temps de paix ». C'est un « arriéré ».

Avec les représentants des ministres de la guerre des quatre grands États Confédérés, Ludendorff s'entend à peu près ; la lutte est cependant moins courtoise à propos de tout ce qui concerne la levée et l'utilisation de leurs effectifs nationaux, car, avec le temps, les appels se font de plus en plus pressants ; Ludendorff réclame des lois ou mesures draconiennes pour la poursuite des hommes en état de porter les armes et qui, par tous moyens, fuient le service actif, mais ces lois ne viennent ni ne s'amendent, parce que les gouvernements — et les ministres en sont — n'ont de puissance ni pour les faire voter, ni pour les faire appliquer. Ce sont gens « incapables de se libérer des idées en cours à l'intérieur » ; ils craignent toujours de trop promettre et, pour ne pas déplaire à l'opi-

nion publique, donnent rarement ce qu'ils ont promis.

De plus, lorsqu'il s'agit de la réputation de leurs troupes respectives, ils sont montés à un haut diapason et se jalousent à l'envi : tel contingent a subi trop de pertes et ce sont toujours les mêmes qu'on envoie se faire tuer ; tel autre n'a pas été récompensé suivant ses mérites ; un troisième est systématiquement écarté des occasions de se distinguer. Vers la fin de la guerre, c'est la discorde au camp d'Agramant.

L'Empereur actionne directement les gouverneurs généraux de Bruxelles et de Varsovie. Si, au point de vue politique, ces grands seigneurs dépendent du Chancelier, ce qui les met souvent en opposition avec les vues de Ludendorff, ils sont, en bien des domaines, touchés par les questions militaires, car ils sont en partie pourvoyeurs des armées. Or, le Chef de l'État-Major Général ne peut que leur exprimer des désirs auxquels ils donnent satisfaction s'il leur plaît. Il fallut un jour un ordre spécial de Guillaume II pour obtenir une livraison de chevaux du gouvernement général de Varsovie ! Aussi, lorsqu'étant le maître, il aura conquis la Roumanie, Ludendorff se gardera-t-il de laisser confier l'administration de ce pays à un gouverneur général. C'est un militaire, et même un homme à lui, qu'il en chargera.

La froideur est la caractéristique des relations de

Ludendorff avec les Chanceliers successifs : Bethmann-Hollweg, Michaëlis, Hertling et Max de Bade. Il prétend leur dicter leur devoir vis-à-vis de la nation. La note qu'il a présentée au premier, lors de sa propre accession au pouvoir, n'a pas reçu l'accueil qu'elle méritait ; chaque fois que des intérêts militaires sont à débattre, on peut être sûr qu'ils seront sacrifiés à je ne sais quelles préoccupations de politique intérieure ou extérieure. Le Chancelier n'est qu'une caricature de Bismarck ; ses propres agents dont il est incapable de coordonner l'action lui échappent ; sa main droite ignore souvent ce que fait sa main gauche ; il n'a pas la force de renverser les cloisons qui séparent les diverses branches de son administration ; tout son appareil gouvernemental est d'une lourdeur inconcevable. S'il s'agit de maintenir et d'exciter le moral du pays, il ne prend que des demi-mesures, quand il en prend ; les troubles intérieurs ne sont pas réprimés avec une suffisante rigueur et leurs fauteurs pas punis avec la sévérité qui les devrait atteindre. Les commandants de région, vice-rois sur leur territoire, n'ont sans doute pas appliqué de manière uniforme les lois et règlements, et il était judicieux d'unifier leurs méthodes, mais quand on s'y décide en créant à l'intérieur un commandant en chef militaire — en fait, le ministre de la guerre de Prusse — c'est sous la pression de l'opinion populaire

écœurée des dénis de justice et de la strangulation politique dont les citoyens ont été victimes, si bien que cette concession tardive apparaît à tous comme une faiblesse et, au demeurant, est plus mauvaise que bonne.

On s'imagine facilement par ce qui précède en quelle estime Ludendorff tient tout ce personnel gouvernemental qui s'obstine à « ne pas marcher dans les mêmes voies que lui ». Aussi, à tout propos, ses « Souvenirs » témoignent-ils d'un mépris profond pour ce qui n'est ni l'armée, ni surtout le Grand État-Major. Pourquoi, par exemple, les colonies allemandes n'ont-elles pas été organisées, dès le temps de paix, en prévision de la guerre ? Parce que les Sous-Secrétaires d'État à l'administration des colonies ont été indépendants de cet état-major, parce qu'ils ont été des incapables et des imprévoyants tout comme le furent les hommes dits d'État qui, ayant conclu un traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie, n'ont pas eu la poigne nécessaire pour exiger une armée autrichienne à l'image de l'armée allemande, des voies ferrées stratégiques au tracé inspiré par l'autorité militaire allemande, des fortifications, un plan de concentration arrêtés par les Allemands, etc., bref, si nous comprenons bien, des hommes assez faibles pour n'avoir pas su faire de l'Empire des Habsbourg une véritable colonie allemande.

Les interventions de Ludendorff dans les domaines

intérieur et extérieur sont permanentes ; nous aurons l'occasion d'y revenir.

Sous ses ordres directs, Ludendorff n'a pas seulement l'état-major proprement dit, mais encore les plénipotentiaires militaires des nations alliées et les attachés militaires allemands dans les pays neutres. Des premiers, rien à dire ; ce sont des agents de liaison dont on élude les services aussi souvent qu'il est possible de procéder à des ententes directes. Les seconds sont, en ce qui concerne les affaires militaires, indépendants de leur ambassadeur ; ils correspondent directement avec l'état-major. En principe, ils ne font pas de politique — témoin celui d'Amérique avant la déclaration de guerre ! — mais ils dirigent la propagande. On sait tout ce que ce mot cache de tentatives d'intimidation, de faits d'espionnage, de renseignements envoyés aux sous-marins sur le trajet des bateaux alliés, de machines infernales dissimulées dans les cales de ces navires, de distribution de fonds aux fauteurs de troubles, d'achats de journaux, d'organisation de dépôts de pétrole, de contrebande d'armes et de bien d'autres occupations incompatibles avec la neutralité des pays qui donnaient asile à ces singuliers représentants de l'Allemagne.

Le travail de Ludendorff est minutieusement réglé.

Il arrive au bureau entre 7 et 8 heures du matin et y demeure jusqu'à midi. Ces quatre à cinq heures sont consacrées en majeure partie à l'audition des chefs de section ou de service de l'état-major qui font leur compte rendu, apportent leurs propositions et, à l'occasion, les discutent. Car, avec les aides qu'il s'est choisis, Ludendorff admet la discussion ; il a confiance en eux et paraît avoir possédé la leur. On sent qu'en ce milieu règne une certaine unité de pensée et qu'on s'y exprime avec quelque liberté de langage. Il est même intéressant de faire le rapprochement entre ces entretiens et la conversation qu'Hindenburg, vers 9 heures, avait avec son adjoint. Ici, Ludendorff n'échange que quelques brèves paroles concernant les événements en cours ou les projets d'avenir. Il ne rencontre d'ailleurs jamais de contradiction. Hindenburg approuve toujours. C'est donc bien Ludendorff qui, en fait, commande, décide, exerce — comme il l'écrit — la conduite directe des opérations.

Tous les matins, il prend le téléphone, actionne les titulaires des grands commandements, écoute leurs soucis, reçoit confidence de leurs espoirs ou de leurs déceptions, enregistre leurs réclamations, les morigène aussi. Il est tellement considéré comme le chef que, s'il est en permission — il n'en prend qu'une seule, de quelques jours, en quatre années — il est relié à tous les fronts et à tous les quartiers généraux alliés, de

manière à ne rien perdre de son action directrice. S'il voyage dans son train spécial — et il a coutume de le faire une fois par semaine — c'est comme si le Grand Quartier Général voyageait avec lui ; c'est vers lui que se dirigent rapports et comptes rendus, à lui que s'adressent les demandes, de lui qu'émanent toutes les directives. Le commandement est bien là où il se trouve et nulle part ailleurs.

A midi, il entre en conférence avec l'Empereur. De ce qu'il lui pouvait dire, pas un mot, sauf qu'il s'y agissait de faire un rapport et non de chercher des inspirations. Ce silence est plus significatif que de longues explications. Au surplus, il n'y a pas d'atomes crochus entre ces deux hommes ; le Premier Quartier-Maître Général ne peut avoir de réelle considération pour ce chef de guerre que la guerre effraie et qui n'est même pas capable d'imposer à son Gouvernement la politique nécessaire pour conduire la campagne à bonne fin. Mais Guillaume est tout de même l'Empereur, le chef de la glorieuse maison qui a fait la grandeur de l'Allemagne et pour qui tout Allemand doit se montrer respectueux et dévoué. Respect et dévouement sont quelquefois lourds à porter !

A 13 heures, on déjeune, rapidement. Hindenburg est amateur de gais propos et d'histoires légères ; Ludendorff évoque plus volontiers les questions de service hormis celles intéressant trop directement les

opérations en projet. A table, on admet les visiteurs de passage, civils ou militaires. Ceux-ci fournissent d'intéressants renseignements sur l'esprit du front et les événements qui s'y passent ; leurs récits sont véridiques, à l'inverse des rapports officiels toujours plus ou moins frelatés. Ceux-là sont souvent une charge, mais comment ne pas accueillir les membres du Gouvernement de Berlin ou des États Confédérés ! Comment repousser les parlementaires, les représentants de la grande industrie, du commerce, des associations ouvrières ! Et puis, ne faut-il pas les endoctriner, les faire entrer dans les vues du Grand État-Major ? En revanche, devant des oreilles aussi indiscrètes, on se garde bien de parler sans réserves des choses des armées.

A 15 heures ou 15 heures et demie, après une promenade, Ludendorff se remet au travail ; il y consacre tout son temps jusqu'au moment du dîner : 20 heures, pour le reprendre vers 22 heures et ne se donner quelque repos qu'à partir de minuit ou 1 heure du matin.

On conçoit que, dans ces conditions, ses tournées hebdomadaires, sans parler des avantages qu'elles présentent au point de vue de la connaissance des hommes et des faits, lui apparaissent comme des périodes de détente. Il fait comparaître les chefs d'état-major d'armée qui lui exposent la situation de leur unité ; les

commandants d'armée assistent à l'entretien et sont souvent amenés à prendre la parole. En tout cas, ils participent à la discussion qui succède. Eux aussi subissent l'épreuve et il arrive qu'ils ne s'en tirent pas toujours à leur honneur. Ludendorff avoue, qu'en certaines circonstances, il a peut-être procédé avec dureté et même avec injustice, mais des erreurs en ce sens sont toujours préférables aux erreurs inverses ; celles-ci coûtent trop cher aux troupes et celui qui les a commises a trop de reproches à s'adresser par la suite. D'ailleurs quand il a cru en devoir réparer quelques-unes, il a rarement eu à se féliciter de sa bienveillance.

Au cours de ses voyages, Ludendorff convoque aussi des officiers, généraux ou autres, servant dans les unités combattantes, et sollicite leur opinion sur différents sujets. Il reçoit volontiers ceux qui croient avoir quelque plainte à produire, mais il est placé très haut et, pour l'atteindre, les doléances prennent souvent un autre chemin ; elles lui parviennent par l'intermédiaire du Gouvernement qui les tient lui-même de membres du Reichstag.

Ses sorties sont fructueuses en enseignements : pour lui, qui clarifie ses idées ; pour les autres, qui retrouvent ces idées clarifiées dans les règlements publiés par la Direction suprême.

Son premier voyage au front français, bien court cependant (5-9 septembre 1916), mais exécuté à un

moment où, accédant au pouvoir, il doit évidemment rapporter le maximum d'observations, donne lieu à une réorganisation du commandement (création d'un nouveau groupe d'armées) et à toute une série d'instructions nouvelles ou refondues. Elles concernent : l'occupation ténue des secteurs tranquilles afin de donner des disponibilités pour le renforcement éventuel des secteurs actifs ; la relève méthodique des divisions engagées dans la bataille ; l'abandon des parties du terrain qui n'ont aucun intérêt pour la défense et qu'on ne s'obstine à conserver que parce qu'on les possède ; l'emploi de l'artillerie par masses et la concentration des feux qui en est la conséquence ; l'organisation de la lutte contre l'artillerie franco-anglaise très supérieure en nombre et fort efficace ; la liaison entre batteries et aviation ; l'étalement de l'infanterie de la défense en profondeur ; la suppression des abris profonds de la première position qui ne sont que pièges à donner des prisonniers à l'ennemi ; la réhabilitation du tir au fusil et la réaction contre l'emploi abusif des grenades à main. Il a vu tout le parti à tirer des engins défensifs à tir rapide et se propose d'en multiplier le nombre et la légèreté (mitrailleuses, lance-mines, lance-grenades, etc.). Il songe à doter son infanterie d'un cuirassement portatif. Il réglemente le service et l'emploi des troupes d'assaut dont il veut se servir comme de moniteurs pour les autres unités. Il ordonne la sup-

pression des vastes et épais réseaux de fils de fer, très visibles sur les photographies d'avions et par conséquent très faciles à détruire par l'artillerie, et leur substitue des clôtures planes, disposées en tous sens et se complétant les unes les autres.

Tout cela d'ailleurs ne suffira pas pour forcer la victoire si le Gouvernement ne s'efforce de fournir toujours plus d'hommes, plus de matériel de guerre, et surtout ne trempe l'âme du peuple au point qu'aucun sacrifice ne lui paraisse trop grand pour vaincre. Et c'est là que gît la difficulté ! Comment espérer surexciter la nation alors que, dans sa tournée même, Ludendorff a rencontré deux princes — les kronprinz de Prusse et de Bavière — qui en sont arrivés à ne pas repousser l'idée d'une paix boiteuse ! Il croit que le Gouvernement peut fabriquer du moral à la manière de Krupp qu'il voit aussi et qui lui promet de satisfaire à toutes les commandes de matériel sous la seule réserve qu'on lui donne la main-d'œuvre nécessaire. Le Chancelier était bien incapable de produire cette denrée spéciale quelque prix qu'il y attachât lui-même et quelque indispensable que la déclarât Ludendorff.

Durant plus de deux années qu'il fut à la tête des armées, Ludendorff fit rédiger une série d'instructions secrètes que les troupes avaient ordre de ne pas emporter en première ligne — mais qu'elles y emportèrent

quand même — destinées à éclairer les différentes armes sur leur rôle dans la guerre défensive et offensive ainsi qu'à uniformiser les méthodes et procédés de combat de toute l'armée. Au fur et à mesure que ces méthodes ou procédés perdaient de leur efficacité en face d'un adversaire averti, les divers règlements étaient refondus et mis à la hauteur des constatations nouvelles faites par les combattants. Il serait trop long de rapporter ici les modifications successives subies par ces documents et les raisons qui inspirèrent la refonte des instructions en vigueur ; on en trouvera d'ailleurs un résumé dans notre conclusion ; mais pour donner une idée de l'activité de Ludendorff en ce domaine ainsi que de la rapidité avec laquelle les procédés évoluent à la guerre, nous citerons quelques exemples.

On sait que Ludendorff prit le commandement à la fin d'août 1916, à un moment où, par force, il dut se résoudre à la défensive. C'est donc sur les prescriptions concernant ce genre de combat qu'il porta tout d'abord son attention. Il trouva un texte relatif à l'organisation des positions qui ne datait que du mois de juin 1915, il l'abrogea pour le remplacer par trois autres : « Généralités sur l'organisation des positions » du 15 novembre 1916, revues le 15 août 1917 et le 10 août 1918 ; « Détails d'organisation des positions » du 15 décembre 1916 ; « Principes pour la conduite de la bataille défensive » du 1er décembre 1916, révisés le 1er mars

1917 et rectifiés le 10 mai suivant. Ces documents sont complétés par une série d'annexes : construction des positions (13 novembre 1916) rééditée le 15 août 1917 et le 10 août 1918 ; engins de combat rapproché (1er janvier 1917) ; utilisation et rôle des aviateurs d'artillerie (10 février 1917) revisée le 10 janvier 1918 ; liaison de l'infanterie par avion et par ballon (1er janvier 1917) refondue le 1er septembre de la même année ; instruction sur les minen-werfer (15 novembre 1916) refaite le 1er juillet 1917 et le 6 mai 1918 — cette fois en vue de l'offensive ; — instruction sur le service des liaisons (15 juillet 1917), etc., etc.

A tous ces règlements intéressant plus ou moins toutes les armes vinrent s'ajouter une série considérable d'opuscules destinés à chaque arme en particulier. La bibliothèque technique de l'officier allemand, comme celle de l'officier français, s'est augmentée pendant la guerre d'une manière dont l'importance ne peut être justement comprise que par les seuls gens informés. Ceux-là sont seuls aussi à apprécier ce que la confection de cette œuvre considérable, en dehors de bien d'autres occupations, représente de science, d'expérience, d'heures de veille, de remises au point après correction, pour les officiers de l'État-Major Général à qui leur chef, après avoir tracé les grandes lignes du sujet à traiter, confia la rédaction de ces nombreux travaux.

Politique intérieure. — La Direction de l'armée, incarnée à tort ou à raison en Ludendorff, ne se borne pas à diriger les opérations militaires. Elle a beaucoup à demander au Gouvernement et le Gouvernement ne donne que ce qu'il peut ou ce qu'il veut, car, pour le Grand Quartier Général, vouloir c'est pouvoir.

Qu'est-ce donc que ce Gouvernement? Déjà, en octobre 1914, après la Marne, Ludendorff avait compris que la guerre serait longue puisque la première condition de sa brièveté — l'abattement de la France d'un premier choc — n'avait pas été réalisée. L'Allemagne devait donc avoir à traverser des périodes critiques. Or, s'étant rendu à Berlin, il était entré en relation avec le monde gouvernemental et n'avait rencontré que des gens insouciants de la gravité de l'heure; il s'en était allé consterné.

Depuis cette époque, le Gouvernement et ses aides ne se sont pas modifiés aux yeux de Ludendorff. Il négocie avec eux alors qu'il leur devrait parler en maître; il doit les pousser sans cesse pour les faire sortir « des ornières du temps de paix », leur faire violence pour vaincre leurs prétentions ridicules et leur amour-propre hors de saison. Par une pente naturelle, il en vient à leur dicter ce qu'ils devraient faire et qu'ils ne font pas, car il se considère comme « le guide du peuple en armes » et pas seulement comme le chef de la partie du peuple qui est sous les armes. Il em-

piète sur les attributions gouvernementales en dirigeant la Presse et la propagande que le Gouvernement ne veut pas organiser selon ses vues ; il fait faire des campagnes de conférences ; il soutient des ligues qui, sous prétexte de patriotisme, prêchent les doctrines pangermanistes ; il fait circuler des listes de souscription à son nom ; il traite de la rééducation des mutilés, des secours aux proches des combattants, des biens de famille, des logements, de la repopulation, de la fondation d'usines pour la fabrication de membres artificiels et de la répartition des produits ; il n'est pas une question dont il ne s'empare parce qu'il n'en est pas une qui, de près ou de loin, ne lui semble toucher aux intérêts de l'armée. Il dirige la censure, surveille les menées révolutionnaires, combat l'espionnage, demande l'arrestation des mauvais Allemands — tel Lichnowsky — dont les écrits répandent dans le monde — ce qui lui est peu sensible — mais aussi en Allemagne — ce qui le touche infiniment — l'idée perverse que l'Allemagne a voulu la guerre. Pour beaucoup des sujets qui précèdent et pour bien d'autres encore, il doit s'adresser aux commandants de région lesquels, à leur tour, se retournent, pour l'exécution, vers les autorités civiles. Des questions de compétence se posent, alors que les attributions sont mal définies ; des conflits surgissent. La population se fâche d'être traitée différemment ici ou là ; ses représentants s'émeuvent et exhalent leur

amertune à la tribune du Parlement à moins qu'ils ne portent plainte au Gouvernement; le Reichstag approuve presque toujours et le Chancelier cède souvent.

Ludendorff « qui ignore les artifices de langage », qui ne croit pas à la fatalité, mais seulement à la volonté des hommes forts, n'en devient que plus pressant. Il ne cache pas son opinion sur les gouvernants et la manière dont il s'exprime ne tarde pas à franchir les limites du Grand Quartier Général. Il fait même écrire Hindenburg pour attirer l'attention de l'Empereur sur la politique suivie par son Chancelier : elle va juste à l'encontre de celle qu'exigerait la guerre — celle de Ludendorff, cela va sans dire; — le Gouvernement mène l'Allemagne à sa ruine; il commet faute sur faute.

Ce sont fautes du point de vue de Ludendorff qui ne conçoit d'autre paix que celle de la victoire pleine et entière alors que le Chancelier se leurre du vain espoir de voir les peuples de l'Entente imposer leurs vues pacifiques à leurs propres dirigeants. Ce faisant, le Chancelier n'aspire qu'à la paix, sans plus; c'est à peine s'il la désire « raisonnable », sans d'ailleurs définir ce qu'il entend par ce vocable énigmatique. Il paralyse la guerre. Sa veulerie est telle qu'il donne au peuple allemand « la concupiscence d'une paix boiteuse, dite de conciliation, sans en inspirer le désir à ses adversaires ». Ce n'est pas cette « paix d'ilotes »

qu'il faut aux Allemands, mais bien celle qui les garantira désormais de toute nouvelle agression — car l'Entente a déchaîné la guerre! — et l'on sait d'autant mieux ce que cela signifie que Ludendorff s'appuie ouvertement sur la droite, c'est-à-dire sur les pangermanistes. Il est leur homme et même un peu plus.

Le Chancelier n'est pas sans connaître ce qu'on pense de lui à la Direction de la guerre. Le différend prend une forme de plus en plus aiguë à mesure que le Gouvernement, obligé d'autre part à tenir compte des indications du Parlement et de l'opinion, s'éloigne davantage des directives du Grand Quartier Général. On en arrive aux mots durs — Ludendorff s'en excuse, trop tard — et l'antagonisme dans les conceptions incline de plus en plus vers un conflit entre personnes. On s'offense par simple bouderie[1]. Les relations finissent par devenir impossibles.

1. Quelques exemples entre beaucoup d'autres. Le premier gouvernement révolutionnaire russe était en majorité partisan de la guerre, mais quelques-uns de ses membres penchaient pour une paix sans annexions, ni indemnités. D'autre part, la propagande pacifiste faisait peu à peu son œuvre parmi les soldats. C'est sur elle que comptait le Chancelier pour parfaire la décomposition de la Russie. Il s'opposait en conséquence à toute provocation militaire. Une petite opération, bien conduite, ayant procuré un nombre inaccoutumé de prisonniers, il prescrivit de la passer à peu près sous silence afin de ne pas nuire à sa propagande. Les

Ludendorff fait demander par Hindenburg la tête du Chancelier Bethmann et propose même un remplaçant: Bulow. L'Empereur ne cédant pas à l'injonction, il pèse sur sa décision en offrant sa démission et en entraînant son chef dans sa démarche. Finalement, il arrive à ses fins, mais c'est Michaëlis et non Bulow qui succède à Bethmann.

Les mêmes raisons engendrent les mêmes effets. Les Chanceliers tombent comme capucins de cartes. Après Michaëlis vient Hertling, Hertling nommé avec l'approbation du Parlement — voilà où l'Allemagne en est tombée! — Hertling qui n'est pas un Chancelier de guerre, car il est trop vieux et trop malade. Puisque l'Empereur s'abandonne, puisqu'il a refusé Bulow et même Tirpitz qu'on lui offrait aussi, pourquoi Ludendorff lui-même ne prendrait-il pas la direc-

troupes, et Ludendorff avec elles, se montrèrent très froissés qu'on parlât si peu de ce fait d'armes.

Quelque temps plus tard, à l'avènement de Kerensky, le Chancelier crut, au contraire, au triomphe du parti de la guerre et demanda d'attaquer en prélevant au besoin des troupes sur le front Ouest. Cette fois, Ludendorff opposa un refus formel en prétextant à son tour que cela pourrait nuire à la conclusion de la paix!

En septembre 1918, à une époque où les attaques contre l'armée se font nombreuses et ardentes, le Chancelier, qui cherche à calmer la colère populaire, demande à Ludendorff de faire manger à l'ordinaire les officiers de son état-major. Ludendorff répond que cela se fera quand le Chancelier lui-même, les Sous-Secrétaires d'État et tout Berlin en auront les premiers donné l'exemple!

tion des affaires publiques? On le lui a proposé, mais il est grand maître des opérations et il ne veut pas les laisser tomber en d'autres mains. Or, il ne peut assumer deux lourdes tâches à la fois; il faut qu'il choisisse et il ne lui reste plus « qu'à continuer son formidable labeur et à lutter avec le Gouvernement ».

A Hertling succède le prince Max de Bade. Comme les autres, il est plus ou moins solidaire de l'opinion publique laquelle devient de moins en moins favorable à la guerre. Ludendorff, lui, ne voit de salut que dans la guerre. La distance qui le sépare du Gouvernement augmente donc sans cesse; naturellement, ses empiétements et ses récriminations s'accroissent en conséquence.

On comprend, dès lors, que les membres du Cabinet et les chefs des partis de la majorité parlementaire — les pangermanistes n'en sont pas — prennent pour cible le Premier Quartier-Maître Général. C'est de lui qu'est supposé venir tout le mal. Si cet homme aussi ambitieux qu'encombrant n'était aux côtés d'Hindenburg, celui-ci se montrerait plus conciliant; il n'est qu'un instrument entre les mains de son subordonné. On cherche donc à les séparer, mais sans succès. En vérité, Hindenburg et Ludendorff ont des idées trop pareilles et sur la guerre et sur la paix.

Dès lors, Ludendorff assume le rôle de « paratonnerre »; on l'accuse de jouer au « dictateur ». Au

Reichstag, le 26 mars 1918, Haase disait déjà : « Le Chancelier n'est que l'enseigne qui couvre le parti militaire. Celui qui gouverne, c'est Ludendorff. » En complétant plus loin le tableau de son action dans les domaines de la politique extérieure et de l'administration, nous verrons, en effet, jusqu'à quel point il prêtait le flanc à cette accusation. Aussi, quand les affaires se gâtent, il devient une victime désignée, et le Cabinet du prince Max de Bade menace l'Empereur de démissionner s'il ne congédie le Premier Quartier-Maître Général.

On se demande ce que fait Guillaume II en ces conflits dont il entend au moins les échos. Il est chef de guerre, donc maître des armées ; il est chef d'État, donc maître de l'intérieur. A la manière dont les choses sont organisées, sa maîtrise, sans doute, n'est que nominale, mais elle autorise au moins l'arbitrage à l'occasion de ces différends entre pouvoirs civil et militaire. Il semble même que ce rôle soit le seul qui lui convienne et, de droit, lui revienne. Hélas ! Il ne décide rien, et quelquefois même donne tort à Ludendorff. Un jour que celui-ci est venu tout exprès à Berlin pour se plaindre du Chancelier qui va laisser voter par le Reichstag une motion de paix, l'Empereur le prie de s'occuper des affaires militaires qui, seules, le concernent et de s'en retourner à Kreuznach. Qu'attendre de

cet Empereur qui « a horreur de la guerre » ? Certes, ce monarque n'aurait pas été digne de vivre, comme son illustre grand-père, à la glorieuse époque de Bismarck. Il n'est, comme les autres, qu'un « post-bismarckien ». Il apparaît bien que, cette fois, Ludendorff ait raison sinon en ses griefs, du moins en sa conclusion : l'inaction de Guillaume II a été néfaste à son pays.

Politique extérieure. — Le Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères n'est pas mieux traité que ses collègues du Gouvernement. Nous savons déjà que ses prédécesseurs n'ont pas su tirer de l'alliance autrichienne toutes ses conséquences — traduction libre : asservissement de l'Autriche-Hongrie —. A tant faire que d'accoupler un peuple sain et vigoureux comme le peuple allemand à un semi-cadavre, encore devait-on tenter de ranimer ce moribond et d'exploiter les quelques forces récupérées par lui au profit de l'Allemagne. Encore maintenant il serait possible de le faire réagir, mais, pour cela, il faudrait parler haut et le ministre s'en garde bien. Au contraire, il écoute d'une oreille bienveillante les doléances du gouvernement autrichien qui le sait bien et qui en joue ; c'est toujours lui qui, à Berlin, l'emporte sur le commandement allemand. Que craint-on ? Que l'Autriche n'en vienne à une paix séparée ? C'est pensée déraisonnable, car elle en est bien incapable. Dans cette certitude d'impossibilité, on

sent percer le genre de pression que Ludendorff est décidé à exercer si l'Autriche manifeste quelques velléités de séparatisme. Mais il est bien sûr que, de deux maux, son allié choisira le moindre. Exécuté pour exécuté, il préfèrera ne l'être que plus tard, s'il le faut, par le Russe ; l'Allemand est trop fort et trop proche.

Ce n'est pas que Ludendorff attache une très grande importance au concours militaire de l'Autriche, mais cette puissance est le lien nécessaire entre la Bulgarie et la Turquie, et puis, la partie est commencée, force est bien de la jouer jusqu'au bout.

Ludendorff pense donc, qu'avec de l'énergie et de la volonté, on aurait pu réveiller le peuple des Habsbourg, quoiqu'il ait aussi mauvais esprit que son armée. Ceci, entre parenthèses, lui aurait dû montrer que, dans une guerre de peuples, la formule : tel peuple, telle armée, est toujours vraie, et l'inciter à quelques réflexions sur son cas particulier.

Mais volonté et énergie n'étaient pas les qualités maîtresses des conseillers de François-Joseph qui sont demeurés en place sous son successeur. Encore le vieux monarque était-il un sincère ami de l'Allemagne et avait-il quelque autorité morale, mais l'Empereur Charles recueillit un fardeau trop lourd pour ses débiles épaules. Au lieu de lutter contre les prétentions égoïstes des Hongrois et de châtier les Tchèques

rebelles, il a la faiblesse de reconnaître l'existence légale des nationalités. C'est une véritable abdication de pouvoir. Les tendances séparatistes en sont excitées ; l'armée qui a vu tant de Tchèques passer à l'ennemi avec armes et bagages en est froissée ; l'Entente, à l'affût et d'autant plus obstinée dans la lutte, assiste avec joie aux premiers craquements de l'édifice ; il n'y a vraiment plus que les hommes de race allemande qui soient, en Autriche, réellement fidèles à la cause, mais Ludendorff a beau payer leur presse, il n'en augmentera pas le nombre et ils sont trop peu.

Sans doute, l'Empereur Charles ne déserte pas l'alliance, mais il n'a aucune envie de faire la guerre et c'est la guerre seule qui importe. Il veut tellement la paix qu'il entame avec l'ennemi des négociations, louches autant qu'imprudentes, telles ses lettres au prince Sixte de Bourbon. Ce n'est pas tout. Bien loin de se soumettre aveuglément aux directions de Berlin, il est juché sur ses prérogatives de chef de l'armée impériale et royale. N'a-t-il pas eu l'audace de demander et d'obtenir l'atténuation des termes de l'accord qui le lie à la Direction suprême afin que sa subordination n'en ressorte pas d'aussi évidente manière !

L'impératrice qui le mène a une déplorable propension à s'occuper de politique. Or, elle est entre les mains des cléricaux et les cléricaux n'aiment pas les Allemands. Qu'attendre de gens ainsi inspirés ?

Il y a bien le comte Czernin, un fidèle, non transcendant certes, tout de même supérieur aux diplomates qui trônent à la Wilhemstrasse, mais il n'a pas empêché son maître de commettre des sottises à propos des nationalités et c'est un bavard qui s'en va partout clabauder sur la dictature de Ludendorff. Il n'est pas exempt non plus de duplicité comme le montre bien son action à propos de la Pologne qu'il veut autrichienne tandis que Ludendorff la désire allemande, de crainte que, dans le cas contraire, Pologne russe et Pologne autrichienne réunies ne jettent les yeux sur la Pologne prussienne encore enchaînée.

Au début de 1918, arguant de l'impossibilité pour la double monarchie de continuer la guerre au delà de l'automne, Czernin ne s'est-il pas avisé de proposer la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, en échange précisément de la Pologne? Ludendorff l'a rabroué. Qu'a-t-il fait pour surexciter l'énergie de son peuple? Qu'il commence par là s'il ne veut, en cas de mauvaise fortune, endosser sa large part de responsabilités. Czernin a beau protester de son impuissance à réformer la mentalité des Austro-Hongrois, Ludendorff n'entend rien. Un Gouvernement qui veut une fin la peut toujours obtenir. Quant à l'Alsace-Lorraine, c'est une affaire purement allemande et qui engage l'honneur allemand. La question n'a pas à être soulevée par un allié ; tout au plus en pourrait-on parler, entre Alle-

mands, si la défaite était à la porte, mais on n'en est pas là. Au reste, sur ce sujet, tous ses compatriotes, y compris les social-démocrates, sont unanimes. Inutile donc d'insister, et Czernin s'en va, à bout d'arguments, et pourvu d'une mercuriale dont il ne tient probablement pas quitte le terrible Quartier-Maître Général.

Il le lui montre bien lors des discussions pour la paix avec la Roumanie. Ludendorff voudrait avoir quelques ménagements vis-à-vis de cet adversaire battu avec qui l'on traite « alors qu'on est en guerre avec le monde entier » et il s'oppose, en effet, aux appétits bulgares et hongrois aussi longtemps qu'il peut maintenir Mackensen à la présidence des négociations, mais, quand les diplomates s'en mêlent, c'est aux inspirations de Czernin qu'ils obéissent et leurs actes sont « en opposition fondamentale » avec les idées de la Direction suprême. Les préliminaires signés le 5 mars 1918 sont ainsi faits qu'ils laissent Allemands, Hongrois et Bulgares mécontents. Le traité de Bukarest du 7 mai suivant n'est pas meilleur ; il ne tranche pas l'attribution de la Dobrutscha, il attribue à la Hongrie une bonne partie du territoire roumain, il ne fait rendre par la Roumanie qu'une partie du matériel de guerre et, s'il prescrit la démobilisation de l'armée, il consent au maintien d'un certain nombre de divisions pour l'occupation de la Bessarabie. Les conditions économiques qu'il institue, ligotent la production roumaine sans

faire à l'Allemagne la part qui lui revient. Sans doute, la Valachie restera occupée par six divisions dont quatre allemandes, mais on pouvait, dans beaucoup de domaines non territoriaux, exiger bien davantage si l'on n'avait pas sacrifié aux vues autrichiennes.

En tout cas, on installera en Valachie une administration militaire allemande ; c'est l'Allemagne, après tout, qui a fait la conquête. On ne pourra pas évincer complètement l'Autriche, mais on réduira sa participation au minimum. L'Autriche n'en est pas moins froissée.

On la froisse encore dans l'affaire de la navigation du Danube, car il faut « faire respecter les intérêts allemands ». A ses plaintes sur la modeste part qui lui échoit des approvisionnements tirés de Roumanie, on répond qu'elle a tort et que l'administration allemande est la meilleure des administrations et qu'elle s'en doit contenter. L'Autriche fait mine de céder, mais elle intrigue, soit par des voies latérales auprès de l'Entente, soit directement auprès de la Bulgarie qui n'est pas satisfaite d'avoir manqué la Dobrutscha.

En Ukraine — ce grenier où l'on espère trouver la nourriture de l'Allemagne et de l'Autriche, — c'est encore la première qui se taille la part du lion. L'autre proteste vivement, si vivement qu'on est bien obligé de lui attribuer quelques bribes supplémentaires du festin ; elle n'en est pas reconnaissante.

Burian qui succède à Czernin n'est pas plus maniable. Il se tient ferme sur la solution autrichienne de la question polonaise, et, lorsqu'après les lettres compromettantes de l'Empereur Charles au prince Sixte, le premier vient à Spa faire amende honorable, Ludendorff ne propose rien moins que de le faire chanter pour régler enfin, dans le sens qu'il désire, cette épineuse affaire de Pologne. Mais Burian est assez malin pour s'en tirer avec une signature qui d'ailleurs ne l'engage à rien.

Dans les mauvais jours, le même Burian se met en opposition formelle avec le Chancelier allemand et surtout avec la Direction de la guerre. C'est lui qui propose de s'adresser directement aux belligérants et le fait, malgré les protestations de Ludendorff qui tient pour l'intermédiaire d'une puissance neutre. C'est lui qui compromet la solidité de l'alliance aux yeux de l'Entente en n'en faisant qu'à sa tête. Finalement, les relations se tendent au point que l'Autriche, un beau jour, capitule pour son compte.

La Bulgarie, selon Ludendorff, ne fait la guerre que dans la limite de ses aspirations politiques. Sous prétexte de volonté populaire, Radoslavoff « fait marcher l'Allemagne ». Et quel fond peut-on faire sur ce Ferdinand qui aime « à avoir toujours plusieurs fers à sa orge » et élude toutes les décisions pénibles ? Au sur-

plus, ce n'est pas un soldat. Le système gouvernemental qu'il préside est « pourri ». La Bulgarie, puissance agricole par excellence, est à peine capable de se suffire à elle-même alors qu'elle devrait exporter chez ses alliés. Le ravitaillement de ses troupes, son service des étapes reposent sur des principes désuets. Son armée tremble devant les Serbes au point qu'il faut, pour la remonter et lui insuffler d'autres idées, la mettre sous la férule d'un commandement allemand.

Depuis que l'Amérique est entrée dans la guerre, la Bulgarie n'a pas suivi l'exemple des trois autres alliés ; elle conserve à Sofia un représentant des États-Unis et personne, en Allemagne, n'ose exiger le renvoi de cet espion qui, de connivence avec les Ententophiles, pervertit l'esprit de la nation et de l'armée. Au fond, la Bulgarie n'a jamais eu la compréhension des intérêts généraux de la Quadruple Alliance.

Ludendorff a décidé de ne pas lui laisser prendre pied en Dobrutscha. Deux des routes qui conduisent vers l'Orient — celle de Salonique[1] et celle de Constantinople — sont déjà en son pouvoir, il ne faut pas livrer la dernière — par Constanza — à cette amie peu sûre. Il n'y a donc pas de zone d'étapes bulgare

1. Ludendorff parle en homme qui croit que la Macédoine restera bulgare.

au sud du Danube ; c'est tout juste si l'on remet aux troupes de Ferdinand la bande de terrain concédée à la Roumanie en 1913, encore les Allemands s'y réservent-ils le droit d'y acheter des matières premières. Des denrées en provenance de la Roumanie conquise, la Bulgarie n'a droit à rien. Elle proteste sans succès, mais Radoslavoff se venge en appuyant les prétentions autrichiennes et en soulevant mille difficultés à l'administration allemande. Il se détache de plus en plus d'un maître aussi hautain qu'exigeant. Le mécontentement grandit au point de se manifester ouvertement. Avant la fin de la guerre, un nouveau Cabinet se forme qui est inféodé à l'Entente. Désormais, Ludendorff est convaincu que la trahison bulgare est imminente et, après le désastre de septembre 1918, il n'hésite pas à dire — contrairement d'ailleurs à la vérité — que l'armée bulgare n'a pas opposé de résistance, qu'elle a simplement déposé les armes et s'en est allée chez elle, sans combattre.

Quant à la Turquie, elle ne fait aucun effort sérieux pour rompre avec son absurde politique anti-arabe. Ludendorff a bien insisté cependant pour qu'elle change de méthode ; il n'a rien obtenu. Enver-Pacha, un ami, a paru convaincu, mais il n'a pas agi. En revanche, il s'entend à réclamer toujours plus de matériel de guerre, de charbon et de bien d'autres choses

encore, alors que, pour le combustible tout au moins, il pourrait se suffire à lui-même à la condition de tenter quelque essai d'organisation. Son agriculture aussi est préhistorique et il ne fait rien pour la réformer, produire et venir ainsi en aide à la cause commune. Et son peuple qui assiste à la lutte avec une indifférence aussi complète que bien orientale, que ne le secoue-t-il de sa torpeur et ne lui fait-il comprendre que son sort est lié à celui de la grande Allemagne, donc qu'il doit se saigner pour elle aux quatre membres ?

Quand, après la débâcle russe, les Turcs réoccupent l'Arménie, pénètrent dans le Caucase et arrivent à la Mer Caspienne, ils se heurtent non seulement aux Anglais, mais encore aux Allemands qui ont un urgent besoin des riches produits du pays. Les Turcs se soucient bien alors de l'intérêt commun — Ludendorff entend de l'intérêt de l'Allemagne — ; ils font une politique exclusivement turque. Les protestations de Ludendorff auprès du Gouvernement allemand ne servent à rien. Dans « son incompréhension de la vraie politique de guerre », le Gouvernement laisse faire. Cette politique, la Direction suprême est évidemment seule à l'entendre et à la soutenir !

En tout cas, celle que fait l'Allemagne en Ukraine n'est pas mieux appréciée. Depuis qu'on s'est emparé de Kiew (1er mars 1918) et d'Odessa (12 mars), de

la Crimée (avril), le ministère du Commerce est chargé des réquisitions. Il entre en conflit avec l'autorité militaire ; les choses en arrivent au point que le Chancelier est obligé de télégraphier à l'Empereur pour lui signaler les menées du « militarisme » et le prier de réagir. Ludendorff réplique en vitupérant sur la « politique pacifique » du Gouvernement et sur l'esprit de Berlin si imprégné de « bureaucratisme » qu'il en devient ridicule de « schématisme ».

Les négociations de Brest-Litowsk avec la Russie bolcheviste se sont ouvertes le 22 décembre 1917. Ludendorff fixe les conditions à exiger ; elles visent à résoudre le problème en faveur de l'Allemagne et de la Prusse, en éliminant le danger polonais.

Trotzky veut traîner les choses en longueur. Ludendorff qui le sait désarmé et qui veut pouvoir transporter dans l'Ouest une grande partie de ses forces, réclame des plénipotentiaires la dénonciation de l'armistice. Il ne parle de rien moins que de marcher sur Petrograd et Moscou. Comme le Gouvernement n'obéit pas assez vite à ses injonctions, il menace de se retirer, adresse des rapports à l'Empereur qu'il accuse de mansuétude et de « nuire aux intérêts de la couronne ». Avec des gens comme Trotzky, on ne négocie pas, on impose sa volonté. Le général Hoffmann qui le représente frappe si maladroitement du poing sur la table que la presse

allemande elle-même s'en émeut. Jamais Clemenceau et Lloyd George ne songeront à faire la paix avec une Allemagne qui se laisse ainsi bafouer par une bande d'anarchistes ! L'armée elle-même dont Ludendorff, dans les grandes occasions, sait toujours invoquer l'opinion, ne comprend rien à l'attitude des gouvernants.

Pour impressionner les nouveaux maîtres de la Russie, les Allemands traitent directement avec l'Ukraine. L'aubaine est bonne de s'être garanti de ce côté ; il n'y a plus de raisons désormais pour ne pas parler haut à Trotzky et consorts. Ludendorff obtient que l'armistice sera dénoncé vingt-quatre heures après la conclusion de la paix ukrainienne laquelle a lieu le 9 février 1918. Par surcroît, Trotzky commet l'imprudence de lancer un radiogramme qui excite les soldats allemands à la désobéissance. C'en est trop ; l'occasion est bonne de reprendre les hostilités selon « la loi d'airain ». Elles s'ouvrent, aussitôt, en effet, avec l'intention de tirer de l'affaire quelques nouveaux avantages. Ce seront : l'indépendance de la Finlande et de l'Ukraine ; l'abandon de la Courlande, de la Lithuanie et de la Pologne qui seront remises aux Austro-Allemands ; l'occupation provisoire (?) de la Livonie et de l'Esthonie. Là, Ludendorff compte faire de la colonisation allemande et, allant au delà des exigences militaires les plus immédiates, préparer dans ces régions « l'avenir du germanisme ».

Le 3 mars, Trotzky capitule. Non sans ramasser un immense matériel de guerre, les Allemands se sont avancés jusqu'à la ligne Narva, Pskov, Polotzk, Orcha, Mohilew, et y établissent une sorte de cordon sanitaire pour se préserver de la maladie du bolchevisme. En Ukraine, ils répriment avec rigueur les menées révolutionnaires et tentent même de lever des troupes (deux divisions) qui se débandent d'ailleurs à la première occasion. Ludendorff pousse jusqu'en Géorgie dont il veut s'assurer les pétroles et entre en différend avec les Turcs. Il entame aussi des négociations avec les Cosaques du Don pour les empêcher de se rallier à l'Entente, mais il est obligé pour cela de leur faire des promesses qui vont précisément à l'encontre des vues gouvernementales.

Maintenant que tout est terminé, les Bolchevistes lui font peur. Le Gouvernement, pour la même raison, les ménage; lui, ne connaît que l'argument de la force; il réclame l'expulsion de leur mandataire à Berlin — Joffe — qui n'est qu'un agent de propagande révolutionnaire agissant de connivence avec les social-démocrates indépendants. Le Gouvernement, fidèle à sa ligne de conduite, lui répond que Joffe est mieux à Berlin que partout ailleurs puisqu'on l'y a sous les yeux. Malheureusement, dit Ludendorff, ces yeux sont aveugles et, de toute manière, il cherche à les ouvrir. Tardivement à son gré il y parviendra; Joffe sera expulsé.

En Finlande, l'intervention de la Direction de la guerre n'est pas moins active que dans les autres pays baltiques. Avec des troupes allemandes et finlandaises, Ludendorff s'y met en situation de barrer la route de Petrograd aux Alliés descendant d'Arkangel et de Mourmanie. Il veut avoir aussi son mot à dire quand se posera la question de la désignation d'un roi.

Les affaires de Pologne sont également traitées avec l'intervention constante de Ludendorff. Il favorise la création d'un royaume de Pologne (5 novembre 1917) dont la Posnanie est soigneusement exclue. Naturellement, c'est à l'Allemagne qu'il le veut rattacher et non à l'Autriche, sous prétexte d'assurer la sécurité future de son pays. Il combat de toutes ses forces le mouvement pan-polonais ; il dicte la politique à suivre vis-à-vis des Lithuaniens qu'il veut incorporer dans une principauté indépendante, liée à l'Allemagne par l'origine de son prince qui sera un Hohenzollern. De la Courlande, il fait un duché dont la souveraineté sera offerte à Guillaume II. Il fixe lui-même les limites de ces nouveaux États. Il aboutit ainsi à une solution qu'il ne manque pas de qualifier de claire quoique son principal défaut soit précisément l'obscurité, attendu qu'il s'agit de « germaniser », mais sans en avoir l'air et surtout « sans prononcer le mot », de faire de la politique anti-polonaise sans se mettre « en contradiction évi-

dente» avec la politique de miel du gouverneur général de Varsovie.

De l'Alsace-Lorraine, Ludendorff veut faire un territoire prussien. Il paraît que cette annexion est militairement nécessaire. Il est résolument hostile à l'autonomie. Naturellement, il ne s'agit pas de « prussifier » le pays, mais plus simplement de germaniser le clergé et les fonctionnaires, de faire cesser le scandale du recrutement des prêtres dans des institutions françaises. Il va sans dire que tous les biens appartenant à des Français passeront en des mains allemandes et notamment dans celles des soldats-colons. Cette fois encore, « c'est la guerre ». Dans toute cette question d'Alsace-Lorraine, Ludendorff propose des solutions, provoque des conférences, cherche à imposer ses solutions.

Toute la question de la paix avec l'Entente est ou sera aussi soumise à son tribunal ainsi que nous l'allons bientôt voir. Dans cette occasion comme dans beaucoup d'autres, le Premier Quartier-Maître Général sera le plus souvent en opposition d'idées avec le Gouvernement et cette situation paradoxale ne cessera que quand le Chancelier Max de Bade exigera le renvoi de ce militaire encombrant.

Nous en avons dit assez cependant pour montrer comment, sur une foule de sujets, les membres du Gou-

vernement allemand et les alliés de l'Allemagne étaient fondés à se plaindre de l'immixtion de la Direction de la guerre en leurs affaires. Les uns et les autres ne pouvaient ignorer d'autre part les opinions professées sur leur compte par Ludendorff. Or, les humiliations personnelles sont souvent plus difficiles à supporter que les insuccès professionnels. Rien d'étonnant dès lors à ce que Czernin, Burian, Radoslavoff et autres, aient, tout comme les dirigeants allemands eux-mêmes, parlé de dictature et cherché à s'y soustraire.

La guerre sous-marine. — En août 1916, pour la première fois s'était posée avec netteté la question de la guerre sous-marine sans restrictions. Certes, si l'on pouvait, en peu de temps, affamer l'Angleterre, empêcher les transports de matériel de guerre et de charbon en France, ce serait un beau résultat. La marine allemande, incontestablement, n'a pas joué jusque-là le rôle qu'elle aurait dû remplir ; les services qu'elle a rendus à la cause commune en assurant la liberté de la Baltique et en fournissant un corps d'armée pour le front de Belgique sont minces en comparaison des sacrifices qui lui ont été consentis pendant la paix et des effectifs qu'elle absorbe pendant la guerre ; elle doit mieux faire. Seulement, le Chancelier est d'avis que la déclaration de la guerre sous-marine sans restrictions est de nature à jeter la Hollande et le Danemark dans

les bras de l'Entente. Or, si les armées de ces deux petits pays sont peu redoutables en temps ordinaire, on n'a cependant rien, en 1916, à leur opposer; elles entreront en Allemagne bien avant que la guerre sous-marine ait produit les résultats qu'on attend de son action, et ce sera la fin. Donc, le 30 août 1916, « avec un profond regret », Ludendorff opine pour la remise de cette grave décision à une date ultérieure. En attendant, des fortifications solides seront édifiées le long des frontières danoise et hollandaise. On verra plus tard si, grâce à elles, il n'est pas possible de passer outre aux protestations des deux malheureux petits États neutres accrochés aux flancs de la grande Allemagne.

A la fin de l'année 1916, toutes les propositions de paix de l'Allemagne ayant été repoussées par l'Entente, le problème vient de nouveau à l'ordre du jour. A cette époque, Ludendorff est déjà effleuré par l'idée qu'il ne reste plus que de bien faibles chances de vaincre et, qu'à défaut de victoire, il faudra périr.

Or, le Chef de l'État-Major Général de la Marine vient précisément de donner l'asurance que la guerre sous-marine à outrance est capable de donner cette victoire que l'emploi de tout autre moyen rend si aléatoire. Il affirme qu'en six mois, l'Angleterre et la France, coupées de leurs routes maritimes, imploreront la paix qu'elles refusent aujourd'hui. Le Chancelier, d'autre part, est d'avis qu'il ne faut, de longtemps,

s'attendre ni à la chute, ni à la défection d'une des puissances coalisées contre l'Allemagne; il assure encore que la Hollande, le Danemark, la Suède, la Norvège et l'Espagne, terrorisées par le sort récent de la Roumanie, n'élèveront aucune protestation sérieuse contre une mesure cependant si nuisible à leurs intérêts ; il fait bien quelques réserves sur l'attitude des États-Unis mais il pense pouvoir amadouer le Président Wilson par quelques concessions de pure forme et laisse, en tout cas, à la Direction de la guerre le soin de peser si les inconvénients d'une intervention, possible mais future, de l'Amérique contrebalancent les avantages espérés. En d'autres termes, il accepte dans les mots la responsabilité de la décision qui va être prise, mais il la fait dépendre de l'acceptation préalable des plus hautes autorités militaires. C'est une précaution à laquelle, dans l'avenir, il pourra toujours se référer.

Tout cela se passe en d'assez nombreuses séances qui ont lieu dans le temps même où l'on demande la médiation du Président Wilson ou qu'on fait à l'Entente des propositions de réunion d'une conférence dans une ville neutre. Il s'agit évidemment de montrer au monde que l'Allemagne a tout fait pour mettre fin au sanglant conflit et de rejeter sur l'ennemi la responsabilité de sa continuation.

Pour donner son avis, Ludendorff ne pèse aucune autre considération que le bénéfice à retirer par

l'Allemagne de l'opération. En ce qui le concerne, il ne peut plus attaquer, sauf événement imprévu — « ah ! s'il avait pu savoir que l'effondrement de la Russie était proche, comme il aurait autrement opiné ! » — ; or, qui n'attaque pas est tôt ou tard vaincu ; on lui offre d'attaquer dans le domaine maritime et on lui affirme qu'on le peut faire avec succès dans un temps qui lui permet de tenir sur terre ; il n'hésite pas ; il vote pour la guerre sous-marine à outrance ; il prend « tranquillement sa décision ». Seulement, il n'ajoute qu'une foi relative aux chiffres qui lui sont fournis par la marine ; elle dit qu'en six mois elle en aura fini avec l'Angleterre ; lui, il accorde un an parce qu'il peut résister pendant un an et, qu'en un an, l'Amérique, si elle entre dans la guerre, ne pourra pas envoyer en Europe plus de cinq à six divisions.

Ludendorff et ses comparses, oubliant la médiation Wilson, décident donc que la guerre sous-marine sans rectrictions entrera en vigueur le 1er février et l'on s'occupe tout de suite à rédiger les notes qui délimiteront les zones interdites, en y ajoutant, au sujet des neutres, quelques réserves destinées à faire illusion aux États-Unis.

En même temps, on prend quelques précautions contre le Danemark et la Hollande, en endivisionnant les gardes-frontières qui font face à ces pays et en

constituant sur chacun de ces fronts secondaires un état-major de corps d'armée. Sur les confins hollando-belges, on fera venir, s'il le faut, les troupes maintenant inutiles en Roumanie, lesquelles sont en principe destinées au front français.

Le 31 janvier 1917, la guerre sous-marine à outrance est notifiée à l'Amérique. Un mois plus tard, le Reichstag, à l'unanimité des voix, y compris celle des socialistes, approuve cette décision. Il rend l'Entente responsable du nouveau crime de lèse-humanité qui se va désormais commettre ! Le résultat ne se fait pas attendre. Les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne et entraînent successivement avec eux la plupart des nations du Nouveau-Monde. Ludendorff n'en est point ému puisque tout sera terminé avant que ces nouveaux adversaires aient pu jeter dans la balance le poids de leurs jeunes épées.

Les débuts de cette action criminelle réalisèrent les espérances, mais les torpillages diminuèrent par la suite. Ludendorff s'en préoccupe moins puisque la Russie est hors de cause ; il s'y intéresse cependant toujours, à titre de chance secondaire et non négligeable, même si la guerre doit être gagnée sur terre. Il réclame l'extension des constructions de sous-marins, mais, comme ses effectifs baissent, et que le Gouvernement est impuissant à envoyer au front les milliers d'embusqués et de déserteurs qui encombrent l'intérieur,

il refuse d'accorder des sursis aux ouvriers demandés par les usines de la marine. Quand sonnera l'heure de la défaite et que Wilson posera comme condition première de l'armistice la cessation de la guerre sous-marine, Ludendorff luttera de toutes ses forces pour que le Gouvernement ne consente pas, en déposant cette arme meurtrière, à faire l'aveu de sa faiblesse.

La paix avec l'Entente. — Tandis que, comme dernière ressource, à la fin de 1916, les Allemands préparent la guerre sous-marine sans restrictions, ils s'efforcent aussi d'engager des négociations de paix. En septembre 1916, ils avaient eu recours à l'entremise du Président Wilson, mais octobre et novembre s'étaient passés sans leur apporter de réponse. Ludendorff, associé à sa manière à la tentative, perd espoir de la voir aboutir. Il adopte aussi l'idée exprimée par le comte Burian de faire à l'Entente des ouvertures directes, mais il exige, qu'avant de publier le détail des propositions, on attende la fin de la campagne de Roumanie et la promulgation de la loi sur le service militaire universel en Allemagne, loi qu'il a préparée et qu'il compte bien voir voter à brève échéance. Selon son habitude, il veut en imposer à ses adversaires, leur faire croire qu'il agit non par nécessité mais par amour de la paix.

La démarche de Burian est faite le 12 décembre.

Un peu plus tard, Wilson demande aux belligérants de lui faire connaître à quelles conditions ils consentiraient à terminer la guerre. Ludendorff, jusque-là mêlé aux discussions, et qui le restera par la suite, prétend qu'il n'a rien connu de la réponse faite par son Gouvernement au Président des États-Unis. L'affirmation est au moins singulière.

Quoiqu'il en soit, le 26 décembre, les Empires Centraux proposent d'ouvrir une conférence dans une ville neutre. Le 12 janvier 1917, ils essuient un refus formel qui est encore confirmé le 30 janvier.

La veille de ce jour, s'étaient réunis à Pless — quartier général de la Direction de la guerre — dans le bureau même de Ludendorff, le Chancelier et le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères. On y avait discuté les conditions de paix que l'Allemagne pouvait offrir. L'accord réalisé, on était passé chez l'Empereur.

Il ne s'agissait de rien moins que d'exiger : la restitution de la Haute-Alsace occupée par les Français ; une frontière orientale qui mît l'Allemagne et la Pologne à l'abri des attaques russes futures ; la rétrocession des colonies allemandes, augmentées de territoires d'étendue proportionnée à la population et aux intérêts économiques allemands ; des rectifications de frontière avec la France qui respectassent les besoins stratégiques et économiques de nos voisins ; la restauration de la Belgique sous réserve de garanties à débattre avec

les Belges seuls ; des traités de commerce des plus avantageux ; la liberté des mers. A ce prix, mais plus tard, quand les négociations seraient en partie menées à bien, on verrait à cesser la guerre sous-marine et à évacuer la France et la Belgique.

Quelles chances de telles conditions pouvaient-elles bien avoir d'être accueillies ? Et quel rapport offraient-elles avec la situation militaire réelle des Allemands ? Ludendorff cependant se défend de les avoir faites trop dures. Dans son aveuglement, il les croit acceptables. Il les considère bien ainsi, pourquoi l'Entente ne l'imiterait-elle pas ? Qu'elle négocie d'abord sur ces bases et si l'on n'arrive pas à s'entendre à la table du congrès, elle sera toujours à même de recommencer la guerre, s'il lui plaît. Hypothèse singulière, car quelques lignes plus loin, Ludendorff avoue que le peuple allemand n'aurait jamais consenti à reprendre la partie interrompue. Pourquoi donc s'en serait-on montré plus capable dans le camp opposé ?

Vers la fin de l'année 1917, on prépare un projet de paix basé sur le *statu quo ante,* mais on tient en réserve des conditions, meilleures pour l'Allemagne, qui ne seront mises au jour que si la situation devient plus favorable. Ces conditions, Ludendorff les a rédigées.

La question de paix agite l'Allemagne jusqu'à la fin

de la guerre. Quoi qu'il semble, elle domine toute la politique extérieure et intérieure de l'Empire et c'est ce que Ludendorff reproche le plus à son Gouvernement. Il s'est efforcé par tous les moyens d'éviter le vote de juillet 1917 ; un an plus tard, il fera choir le ministre des Affaires étrangères Kuhlmann pour avoir eu le malheur de dire que la guerre ne pouvait plus être militairement gagnée.

Hintze, qui prend la succession au début de juillet 1918, est un homme que Ludendorff croit posséder une « solide nature allemande » et susceptible de recevoir de bonnes inspirations. Quand Hintze se trouve placé en face de la situation intérieure, quand il envisage non ce que lui dit Ludendorff de l'état militaire mais ce qu'il en voit personnellement et ce qu'il en entend d'autre part, force lui est bien de ne s'éloigner guère des voies de son prédécesseur. Aussitôt Ludendorff l'accuse de « nager comme Kuhlmann, dans les eaux bolchevistes ». Aucun symptôme n'est capable de le frapper ; tout le monde a tort sauf lui ; le navire ne fait pas eau au point de marcher sûrement au naufrage, c'est la direction qui est mauvaise ; il ne veut pas voir l'importance des voies d'eau qui condamnent le bâtiment mais accuse l'équipage d'impuissance. La démoralisation progressive de l'armée après celle de l'intérieur, les attaques contre le militarisme, la faiblesse du Gouvernement, le sapement général du principe

d'autorité, le succès de la propagande bolcheviste sont des faits que Ludendorff constate mais sans admettre que ce soient des maladies incurables, qu'il ait contribué, par la vanité de ses promesses de victoire, à les répandre, et qu'il n'existe, en Allemagne, aucun médecin qui les puisse guérir. Ses grands succès tactiques de mars, avril, mai, juin 1918, ne font que le confirmer dans ses convictions intransigeantes, alors qu'ils découragent précisément son peuple et son armée.

Arrivent le 18 juillet et le 8 août qui lui ouvrent à demi les yeux. Il était demeuré si haut jusque-là, qu'à considérer le gouffre entr'ouvert sous ses pas, il est comme atteint de vertige. Nous allons le voir, toujours dans la question de la paix où il joue un premier rôle, osciller entre l'impérieuse nécessité de céder et l'instinctif besoin de ne céder rien. Il sera pour beaucoup dans le désarroi gouvernemental qu'il condamne cependant avec sévérité.

Dans une conférence solennelle tenue le 14 août en présence de l'Empereur et du kronprinz, on décide « de guetter le moment favorable pour s'entendre avec l'ennemi ». Sur ce moment encore, Ludendorff est en opposition avec le Gouvernement. Celui-ci est convaincu qu'aucune heure ne sera militairement meilleure, celui-là croit encore possible un miracle, mais c'est à la condition qu'une série de mesures extraordinairement énergiques soient prises à l'intérieur, c'est-à-dire par le

Gouvernement. Or, le Gouvernement est depuis longtemps déjà impuissant à modérer le courant pacifique qui emporte l'opinion publique. On est dans une impasse.

Le 10 septembre, Ludendorff, momentanément déprimé, en arrive, lui aussi, à ne plus compter sur un avenir meilleur. Il fait réclamer par Hindenburg des négociations immédiates. La lutte s'engage alors, ou plutôt se continue, entre Berlin qui veut recourir à l'entremise d'un Etat neutre et Vienne qui entend s'adresser directement aux belligérants. Ludendorff insiste pour la méthode allemande, mais l'Autriche passe outre et envoie sa Note personnelle le 14 septembre[1].

Le 15 et les jours suivants arrivent les nouvelles de Bulgarie. Pour parer aux conséquences de la débâcle bulgare, Ludendorff ordonne la concentration de quelques divisions — dont quelques-unes destinées au front français — à Sofia et à Nisch, mais, en même temps, par l'intermédiaire de son représentant dans la capitale bulgare, il essaie de nouer une conspiration militaire en vue de renverser le gouvernement et de

1. A cette date, Ludendorff s'illusionne encore sur les conditions de paix qu'on lui fera, en discutant avec le ministre des Affaires étrangères sur la Pologne, la Lithuanie, la formation d'un État Balte sous l'hégémonie allemande, la désignation d'un prince allemand comme roi de Finlande.

réorganiser l'armée. Trop tard ; l'armistice des Balkans est signé le 30 septembre.

Dès le 21, la tournure prise par les affaires d'Orient l'avaient incité à demander au Ministre des Affaires Étrangères de prendre contact avec l'Amérique par la voie de la Suisse. Son appel est immédiatement entendu, tant, à Berlin, la situation semble critique ; on proposera donc au Président Wilson de « prendre en mains le rétablissement de la paix » sur la base de ses propres et diverses déclarations.

Sur ces entrefaites, le Gouvernement d'Hertling est renversé ; le nouveau Chancelier, prince Max de Bade, choisi par le Reichstag — abomination ! — s'efforce de former un cabinet. Il n'y a pas encore réussi le 1er octobre. Ludendorff qui paraît n'avoir été jamais plus nerveux qu'en cette journée, ajoute télégrammes à communications téléphoniques pour réclamer l'envoi d'urgence de la Note à l'Amérique. Il faut qu'elle parte dans la nuit, même si le Gouvernement n'est pas constitué. « La troupe tient encore aujourd'hui, mais on ne peut prévoir ce qui arrivera demain ». « L'armée ne peut plus attendre 48 heures ». Il est si pressé qu'il annonce la formation d'une commission d'armistice et qu'il demande que soit fixé, dans la réponse de Wilson, le point du front où cette commission devra rencontrer les commissaires des Alliés. Il propose de donner à la Suisse qui représente les intérêts allemands en Amé-

rique, l'usage du poste de T. S. F. de Nauen afin que le Président des États-Unis soit plus tôt en possession du texte de la Note.

Le 2 octobre, un peu plus calme, Ludendorff demande qu'on lui soumette ce texte « afin qu'il prenne position à son égard » car, s'il adopte les 14 points de Wilson, c'est sous réserve « qu'ils ne soient pas considérés comme des conditions imposées par l'ennemi ! » Ceci est bien incompréhensible ! « J'ai l'impression, écrit le représentant du ministre des Affaires étrangères au Grand Quartier Général, qu'on a perdu ici tout sang-froid. »

Avant de se décider à l'envoi, le prince Max veut procéder avec une déférence d'ailleurs pleine de prudence et poser à la Direction de l'armée une série de questions sur la situation militaire à espérer ou à craindre ; il veut aussi rappeler les conséquences probables de la demande qui va se faire — perte des colonies, de l'Alsace-Lorraine et des provinces proprement polonaises de la Prusse —. Le 3, Hindenburg télégraphie qu'il s'en tient à son offre de paix immédiate. La Note part dans la même journée.

Le Chancelier n'en a pas moins besoin de connaître les réponses à son questionnaire. De la valeur de l'armée, de ce qu'elle est encore capable de faire, dépendent évidemment les sacrifices qu'il pourra consentir aux exigences certaines de l'Entente. Mais il ne veut

pas seulement avoir l'avis de Ludendorff dont « les nerfs ne sont plus à la hauteur » des circonstances, il entend interroger les chefs de l'armée qui sont le plus capables de l'éclairer. Le Premier Quartier-Maître Général voit, dans cette intention prévoyante, une marque de suspicion et une injure personnelle.

Le 9 octobre cependant, il faut bien qu'en séance ministérielle il réponde aux questions posées. Il le fait de manière peu claire : l'armée pourra mettre beaucoup de temps pour reculer jusqu'à la frontière, néanmoins, une percée est toujours possible ; si l'on avait quelque répit, on pourrait se consolider sur un front plus court, mais l'ennemi accordera-t-il ce répit? De la levée en masse qu'il a naguère tant préconisée, il n'attend plus rien aujourd'hui ; et il revient à son idée favorite : trouver quelque chose pour relever l'élan national. Le Gouvernement, ceci dit, n'a pas dû être beaucoup mieux éclairé qu'à l'entrée en séance. En revanche, son opinion est faite sur un autre point. Il est évident que le Grand Quartier Général cherche à déplacer les responsabilités. « Pourquoi le moral est-il déprimé ? Parce que la puissance militaire allemande est brisée. Aujourd'hui, on vient nous dire que notre puissance militaire s'effondrera si le moral ne tient pas. On ne peut permettre ce déplacement des responsabilités. Il cadre d'ailleurs mal avec les propres paroles du général Ludendorff qui était d'accord avec

le ministre de la Guerre pour déclarer la levée en masse impossible. » Ainsi s'exprime très justement un sous-secrétaire d'État[1].

Quand on soumet à Ludendorff le projet de réponse à la 1re Note Wilson, il ergote sur les mots, réclame des délais pour l'évacuation des territoires occupés de l'Ouest, ne veut rien céder à l'Est, à part la Roumanie. Le Gouvernement, qui a besoin d'être fixé, pose nettement la question. « Accepte-t-on ou refuse-t-on le principe de l'évacuation ? » Hindenburg fait connaître que « lui et le général Ludendorff » donnent leur approbation.

Le 14 octobre, 2e Note Wilson. L'évacuation sera réglée par experts militaires, des garanties seront exigées par les Alliés pour que la guerre ne puisse plus recommencer, l'Allemagne devra se débarrasser de tout pouvoir capable de troubler, par lui seul et secrètement, la paix du monde.

Sur ces entrefaites, des télégrammes de l'étranger laissent entrevoir que l'Entente n'est pas pressée de faire la paix et que ses conditions seront sévères ; on parle de l'occupation de Metz et de têtes de pont sur le Rhin.

Le Chancelier est naturellement désireux de faire la

1. *L'aveu de la défaite allemande.* Traduction des documents officiels allemands concernant l'armistice par le capitaine Kœitz.

lumière et de savoir, avant d'accepter, si toute autre solution est impossible. Il interroge donc Ludendorff qui se montre maintenant partisan de la guerre à outrance, mais il désire aussi recueillir d'autres avis autorisés. Il reparle de consulter des commandants d'armée. « Il ne suffit pas d'interroger le général Ludendorff, dit un des ministres ; son jugement n'est plus le seul à faire autorité. » Et Scheidemann ajoute : « Dans les centres ouvriers, la confiance en Ludendorff n'est pas ébranlée d'hier. Elle n'existe plus depuis des années. Au point de vue militaire et surtout au point de vue politique, Ludendorff jouit d'une mauvaise renommée. » Tout le parti national-libéral est d'accord pour réclamer la comparution d'autres généraux. Ludendorff, lui, entre en grande excitation ; il menace de donner sa démission et assure que « le maréchal Hindenburg fera de même ». Le Chancelier recule provisoirement devant une crise de commandement.

Le 17 octobre, en conseil des ministres, Ludendorff est prié de répondre à un certain nombre de questions concernant la possibilité de rétablir la situation dans l'Ouest, en faisant au besoin appel à toutes les forces demeurées encore dans l'Est et à tous les renforts de l'intérieur. Ses réponses demeurent toujours aussi évasives, mais sa conclusion est nette — possibilité de réalisation mise à part — « empoignez

le peuple; remontez le moral ». Le ministre des Affaires étrangères qui doit répondre à Wilson déclare « qu'il n'y est pas plus préparé après les explications du général Ludendorff qu'auparavant ».

Survient la défaite autrichienne en Italie. Quand on demande au Premier Quartier-Maître Général quelles en peuvent être les conséquences militaires, il dit que l'événement est certainement malheureux puisqu'il rendra l'armée italienne disponible, mais qu'il sera toujours temps de céder davantage. Il croit qu'on peut parler ferme à Wilson au risque de rompre les négociations, mais demande en même temps de mettre le Président des États-Unis en demeure de préciser ses exigences.

Les ministres, eux, sont sous le coup des nouvelles arrivant d'Autriche et entrevoient toutes les conséquences du rejet; ils ont aussi des nouvelles du Grand Quartier Général où tout le monde ne paraît pas partager l'opinion de Ludendorff. Leurs agents les mettent également en garde contre le ton décidé de la presse — inspirée par Ludendorff — « alors qu'une majorité écrasante est pour la paix immédiate ». « Plutôt la fin avec la désolation, dit le peuple allemand, que la désolation sans la fin. » Le Gouvernement voudrait bien se séparer de Ludendorff, mais il craint encore la démission des deux chefs de l'armée. Dans sa réponse à Wilson, il accorde satisfaction sans se montrer par trop précis.

Dans une 3e Note (23 octobre), le Président accepte de traiter de l'armistice, mais il appelle loyalement l'attention du Gouvernement allemand sur la dureté certaine des conditions : l'Allemagne sera sûrement réduite à l'impossibilité de reprendre les armes ; on lui fait comprendre, en termes voilés, que l'abdication de l'Empereur et celle du kronprinz sont des nécessités.

Le Gouvernement comprend, en effet, car il ne peut faire autrement. Ludendorff est furieux et rejette ces propositions déshonorantes, mais sans donner aucune raison qui puisse faire espérer une situation militaire meilleure. L'agent de liaison du ministère des Affaires étrangères annonce même qu'il ne faut ajouter aucune foi à ses promesses et que la situation est aussi désespérée qu'il y a trois semaines.

Alors Ludendorff essaie d'influencer le Gouvernement. Le 24 octobre, il expédie à Berlin des télégrammes qui doivent être verbalement répandus parmi les journalistes ; il en envoie aussi aux commandants de région, pour la presse de province. Les uns et les autres mettent le public en garde contre les bruits d'après lesquels Hindenburg aurait personnellement exigé l'offre de paix immédiate — cela n'est pourtant que l'exacte vérité — et déclarent les propositions de Wilson inacceptables. Il ne reste plus qu'à combattre jusqu'à la mort. Un ordre inspiré du même

esprit est aussi adressé aux armées. Le Gouvernement le fait retirer, mais trop tard pour qu'il n'ait pas été lu dans un certain nombre d'unités.

Le conflit atteint donc son maximum d'intensité. Le Chancelier n'a d'autre ressource que d'exiger de l'Empereur la démission de Ludendorff. C'est chose faite, le 26 octobre.

Administration. — Pour la première fois lors de son séjour à Kowno, durant l'hiver 1915-16, Ludendorff s'est exercé à l'administration. En dehors de la direction des travaux utiles aux besoins de l'armée (voies ferrées normales et étroites, routes, ponts, casernements, dépôts de toute espèce, etc.), il dut procéder à l'organisation civile des territoires occupés. Cette tâche était rendue peu facile par l'exode des autorités constituées et par l'esprit dont les populations étaient animées : les Lettons se tenaient sur leurs gardes ; les Lithuaniens, persuadés que l'arrivée des Allemands les allait faire vivre dans l'abondance, se mirent bientôt en défiance en s'apercevant que l'inverse était plus vrai ; les Polonais étaient et restaient foncièrement hostiles ; seuls les Allemands d'origine — qui demeurent Allemands où qu'ils soient transplantés — représentaient un élément d'ordre, et c'est l'ordre qu'il fallait précisément apporter dans le chaos laissé par les Russes.

Ludendorff crée des inspections d'étapes, vastes préfectures dont l'autorité s'étend sur des territoires considérables. A leur tête, il place des généraux sans emploi aux armées qu'il fait venir de Berlin. Aux inspections, il subordonne des cercles dirigés par d'anciens officiers et qui remplissent un rôle analogue sur de moindres étendues ; au-dessous des cercles, viennent les communes. Inspections et cercles constituent l'administration du territoire et de ses habitants; ils comportent tous les services habituels (travaux publics, instruction, finances, forêts, justice, etc.) qui sont gérés par des spécialistes allemands. A côté des présidents de cercles ou des bourgmestres, se trouvent des commandants d'étapes dont les attributions sont militaires; elles concernent les troupes de passage et la réunion des approvisionnements destinés aux armées. Le premier soin de tous les administrateurs est de tirer de leur région tout ce qu'ils en peuvent extraire, soit pour les habitants, soit pour l'armée, et bientôt pour l'Allemagne elle-même. C'est ce que Ludendorff appelle « ouvrir le pays à la civilisation ». De vastes domaines sont, en particulier, affermés à des sociétés venues de l'intérieur, et de tout ainsi. « Ce fut une œuvre bonne, pieuse et utile à la fois à la patrie, à l'armée et aux habitants. » On peut en croire Ludendorff sur parole surtout lorsqu'il avoue que, sur les réclamations incessantes de Berlin, il alla trop loin.

En fait, les territoires occupés supportent de dures misères mais la compensation est ample : Berlin ne se plaint plus ou se plaint moins. Si l'on est obligé de réquisitionner plus de chevaux qu'il ne faudrait — de ces bons petits chevaux lithuaniens, doux, rustiques, excellents pour le service militaire —, cela est bien regrettable, mais on a décidé de ne plus lever de chevaux en Allemagne. L'argument est péremptoire.

Ludendorff va si loin, il épuise tellement le pays, que ses propres administrateurs lui crient casse-cou ; il répond qu'il faut exiger « les livraisons ordonnées ». Après tout, les territoires occupés par droit de conquête ne connaissent pas de maux plus grands que beaucoup d'autres, et ces maux sont « indispensables », donc ils sont justes. Ce serait sottise de les diminuer, au détriment de la patrie, « sous de fallacieux prétextes d'humanité ».

Les populations pressurées ne furent pas sans doute de cet avis, car elles mirent une mauvaise volonté croissante à se laisser déposséder. La vague de mécontentement monta peu à peu ; elle se haussa même un moment jusqu'à la hauteur d'une tentative de révolution. Qu'on ne croie pas surtout que « les exigences indispensables » aient poussé à cette extrémité. Non, des politiciens démagogues furent seuls coupables. Avec une aussi bonne administration que celle ins-

taurée par Ludendorff, on n'eut aucun mal, en 1918, à étouffer la tentative révolutionnaire.

En même temps qu'il administre, Ludendorff fait de la politique à longue échéance. Il travaille pour l'avenir de l'Allemagne ; il veut faire de la Courlande, où résident déjà beaucoup d'habitants de race allemande, un pays de colonisation. Déjà, sous son administration, on vendait des terres à de braves Allemands qui s'y trouvent peut-être encore. « Avons-nous laissé dans ce sol des germes qui lèveront plus tard ? L'avenir répondra », dit Ludendorff. Il a déjà en partie répondu. Le Premier Quartier-Maître Général a trouvé des continuateurs et des aventures du genre de celles de von der Golz et de Bermond laissent croire que tous ses efforts n'ont pas été vains.

Dès son arrivée au Grand Quartier Général, au retour d'une tournée sur le front français, Ludendorff, comme on sait, présenta au Gouvernement un gros cahier de revendications. Ce programme considérable, baptisé du nom d'Hindenburg, comportait trois parties principales : construction d'un vaste complément de matériel de guerre ; instauration d'un régime de recrutement de nature à faire servir toutes les forces de la nation à la continuation de la guerre ; plan de relèvement du moral du pays.

Sous prétexte de veiller à l'accomplissement de ce

programme, nous allons voir peu à peu Ludendorff s'immiscer dans le fonctionnement de tous les rouages administratifs de l'État, donner des conseils et bientôt des ordres qui seront plus ou moins exécutés parce que plus ou moins exécutables ou même judicieux : des résistances aussi se produiront, que Ludendorff ait tort ou raison ; des conflits surgiront ; pour n'être pas publique, la rupture entre la Direction de la guerre et l'intérieur n'en sera pas moins réelle.

Pour favoriser les constructions guerrières, Ludendorff organise un office de recherche des matières premières. Il vide à fond les pays occupés. Ceux-ci s'en plaignent? Ils ont bien tort ; personne n'agirait autrement que les Allemands dans des circonstances analogues; il est même probable que d'autres se comporteraient moins magnanimement et n'auraient pas la délicatesse d'épargner les cloches des églises de Belgique !

Les transports étant défectueux en raison de l'usure du matériel roulant et certaines usines travaillant pour la guerre étant dans la nécessité de chômer faute de recevoir les approvisionnements nécessaires, Ludendorff fait rendre à leur destination primitive un certain nombre d'établissements qui réparaient autrefois des locomotives et des wagons. Il crée aussi une section spéciale de navigation sur les fleuves et canaux en se

faisant donner par la marine le personnel d'exploitation.

Comme le charbon manque ou que sa répartition est mauvaise, il institue un commissariat général des combustibles, et, bien qu'il lui en coûte, met 50 000 hommes en sursis pour travailler dans les mines.

Les essences et les huiles se faisant rares, il concentre le service de la production et de la répartition entre les mains du chef de sa section automobile et organise sur le Danube, malgré les protestations des Autrichiens, des transports de bateaux-citernes. Les mines de Roumanie sont remises en état et en exploitation. En 1918, on pousse, pour le même objet, jusque dans le Caucase.

Le programme d'Hindenburg, en sa première partie, s'exécute lentement, mais s'exécute. Il comporte un nouveau canon de campagne d'une portée bien supérieure à celle de l'ancien ; des canons longs à tirs tendu et portant loin, destinés à faire de l'interdiction sur les arrières des lignes ennemies — les Français se sont chargés de montrer aux Allemands l'efficacité douloureuse de ce genre de tir ; — des tracteurs de plus en plus nombreux pour les ravitaillements en munitions et pour les transports de troupes par routes ; des projectiles à gaz asphyxiants en remplacement des tubes dont l'usage répugne de plus en plus à la troupe ; des obus fumigènes ; des mitrailleuses légères — trop

lourdes encore — ; des lance-bombes de tout calibre et de toute portée ; des lance-grenades ; de très gros fusils pour la lutte contre les chars ; des augmentations notables dans la production des poudres et des explosifs, etc. ; un colossal développement de l'aviation.

Ludendorff voudrait aussi un fusil d'un nouveau modèle, mais tant d'autres choses sont indispensables qu'il n'insiste pas. Circonstance à noter : Ludendorff n'a pas été particulièrement frappé par l'apparition des chars blindés, qu'il considère comme des engins fragiles et vulnérables. Il s'efforce de trouver le moyen de parer à leur action : obstacles semés sur leur passage (barricades, larges et profondes tranchées, chapelets de mines automatiques) ; matériel de perforation (canons spéciaux, fusils, balles durcies pour mitrailleuses). Au fond, il n'a pas une grande confiance dans ces instruments et, après essais relativement malheureux avec des chars pris aux Anglais, il ne fait qu'une commande minime, ne voulant lui sacrifier aucune autre construction. En 1918, l'arrivée sur le champ de bataille d'une multitude de chars légers le surprend aussi complètement que douloureusement.

Dans toutes les questions de ravitaillement en vivres, il intervient directement ou tout au moins donne ses avis. Il préconise, pour les animaux et même pour les hommes, l'emploi d'aliments extraits de la paille et du bois ; il fait rechercher tous les succédanés, utiliser le

feuillage comme fourrage. Il s'occupe activement du séchage des pommes de terre, favorise les distributions d'engrais artificiels aux agriculteurs, insiste à plusieurs reprises pour que les usines d'azote soient agrandies.

Il intervient dans la fixation du prix des denrées, soutient les agrariens attaqués par les ouvriers et les socialistes, mais n'est pas suivi par son Gouvernement qu'il taxe d'hésitant et d'incohérent, qu'il accuse de favoriser les mercantis et les accapareurs au risque de provoquer l'irritation populaire. Il lance des appels au Chancelier pour l'amener à frapper sévèrement les coupables et à sévir contre les contrebandiers ; il demande la taxation des bénéfices excessifs.

La plupart de ses démarches demeurent vaines. Les villes se dressent contre les campagnes ; alors il fait rédiger par son intendant général et envoyer au ministre compétent un mémoire donnant ses idées sur la liberté à donner au commerce de certains objets, sur l'appel à faire aux coopératives et aux syndicats producteurs pour venir en aide à l'administration. Il condamne les organisations commerciales purement allemandes qui ont été fondées dans les pays neutres et alliés, parce qu'alliés ou neutres, n'ayant aucune part dans les bénéfices, n'ont pas non plus d'intérêt à les faire prospérer. Il repousse aussi l'idée d'une administration unique et allemande pour la Quadruple Alliance, d'abord parce qu'il est matériellement impos-

sible d'imposer aux Turcs la même ration-type qu'à ses compatriotes et surtout parce qu'il est convaincu que l'Allemagne finirait par nourrir tout le monde.

Sur tout ou à peu près tout, c'est lui qui « prend les décisions essentielles ». On se plaint souvent qu'il s'occupe de ce qui ne le concerne que de loin ? Comment pourrait-il faire autrement ? Chaque fois, dit-il, qu'une difficulté se présente, c'est à lui qu'on fait appel !

En ce qui concerne les effectifs, Ludendorff s'arroge le droit de faire les nivellements entre les armées, la marine et l'intérieur. A son sens, le Ministre de la Guerre ne dispose pas d'un horizon assez étendu pour remplir cette tâche ; ses yeux sont trop tournés du côté de l'intérieur. Or, l'intérieur est encore plein d'hommes qu'on n'utilise pas ou qu'on utilise mal. Qu'est-ce qu'un homme classé dans le « service de garnison » ? Ne peut-il aussi bien porter un fusil ? Qu'est-ce encore qu'un citoyen affecté à la catégorie « main-d'œuvre » ? Tout cela, ce sont « patentes de sécurité » qui font à un vrai soldat comme lui l'effet « d'une épine dans l'œil » ; tout cela n'est qu'embusquage déguisé ; tout cela doit être au plus tôt réformé.

A cet effet, Ludendorff provoque un remaniement des services du ministère de la guerre. Il établit en outre un projet de loi qui appelle sous les drapeaux

tous les hommes de 15 à 60 ans et organise même le recrutement féminin. Les très jeunes, les très vieux et les femmes remplaceront à l'intérieur et sur les arrières des armées de plus aptes qui viendront au feu faire leur devoir. Sans doute, cela provoquera un bouleversement de la vie administrative et économique du pays ; la vie familiale en sera elle-même atteinte, mais qu'importe ? N'est-ce pas, après tout, une résurrection d'un vieux droit germain ? Gouvernement et Parlement, eux aussi, ont, en cette affaire, des responsabilités à prendre, il faut qu'ils les prennent. Le peuple comprendra, et, s'il ne comprend pas, on passera outre ; au besoin, on sévira avec énergie.

En octobre 1916, Ludendorff insiste pour le vote immédiat de son projet, mais, actionné par un Gouvernement sans volonté, le Reichstag ne lui renvoie, votée, qu'une caricature de ses propositions. Sa loi sur les « auxiliaires » n'est « ni chair ni poisson ». En son article 1er — reproduit du projet de Ludendorff — elle pose le principe du service obligatoire universel, mais détruit tout par les articles suivants ; elle ne parle même pas du recrutement féminin ! Manifestement elle est insuffisante puisqu'elle ne donne presque rien de plus que les lois antérieures ; elle est même injuste en attribuant une solde élevée aux auxiliaires qui servent dans les formations d'étapes alors que Ludendorff ne peut obtenir, ni relèvement sérieux du

prêt du combattant, ni diminution des salaires des ouvriers d'usine, si bien que l'unification nécessaire n'étant pas faite, le commandement assiste impuissant à la fuite des hommes des armées vers l'arrière ou l'intérieur. Quant à ceux qui sont indûment rentrés dans leurs foyers, ils s'y cramponnent, et c'est à grand peine qu'on arrive à leur faire rejoindre leurs corps. Décidément, le peuple allemand a perdu sa belle santé morale !

En 1918, les premiers succès de mars et d'avril ont coûté très cher et les armées ont besoin de renforts. Ni les prisonniers rentrés de Russie, ni la venue sur le front Ouest de tous les hommes de moins de 35 ans retirés des divisions restées sur le front oriental, ne suffisent à combler les vides et à entretenir les unités. Ludendorff somme le Gouvernement de lui envoyer les « réclamés » des usines, les déserteurs, les insoumis, les absents illégalement qui foisonnent à l'intérieur. Bien loin de lui donner satisfaction, on adopte sans cesse des mesures qui, sous prétexte d'humanité, énervent l'autorité et favorisent les fuites : les fautes ne sont plus ni jugées à l'avant, ni immédiatement appliquées, les conseils de guerre siègent à l'arrière ; la sanction ne sert plus d'exemple ; les lois pénales sont adoucies ; la peine du poteau est supprimée ; les amnisties englobent des catégories de plus en plus nombreuses de coupables ; on en est réduit à former

des compagnies de condamnés qu'on envoie travailler en première ligne sous peine de les voir corrompre leurs camarades et organiser des agences de francs-fileurs.

Ludendorff a demandé, pour maintenir l'esprit de corps, que les récupérés après blessure ou maladie rejoignent leur régiment d'origine, mais il y a tant de vides que le Ministre de la Guerre, obligé à des répartitions, ne peut toujours satisfaire à ce désir. Ses bureaux sont alors accusés de « travailler contre la Direction de la guerre » et de vouloir « ébranler l'armée ».

Bien plus, l'intérieur réclame toujours aux armées de nouveaux et nombreux spécialistes. Dans le seul hiver 1916-17, Ludendorff a dû mettre 125 000 hommes en sursis. Le Gouvernement a d'ailleurs commis la sottise de leur accorder le parcours permanent et gratuit sur toutes les voies ferrées, si bien que le contrôle de leurs faits et gestes est impossible. Par surcroît, ces spécialistes, l'intérieur les possédait ; il suffisait de les vouloir sérieusement trouver ; il suffisait aussi de faire travailler davantage les ouvriers déjà en exercice et d'augmenter leur rendement au lieu de le laisser dangereusement baisser ; le cas échéant, il fallait les contraindre au labeur, mais le Gouvernement laisse les travailleurs devenir impunément « traîtres à la patrie ».

Aux Allemands qu'il n'arrive pas à obtenir, Luden-

dorff s'efforce de substituer les nationaux des pays occupés. « Dans l'intérêt de la Belgique », on réquisitionne des chômeurs supposés qu'on expédie vers les usines et les fermes d'Allemagne. Certes, des erreurs sont commises dans la désignation de ces ouvriers forcés, mais c'est la faute de leurs compatriotes qui les ont indiqués comme réduits au chômage ! On agit de même en Pologne. Les travailleurs n'étant jamais assez nombreux, on en lève toujours davantage. En ces durs procédés, il ne faut pas voir la moindre intention de violence ; « ce n'est pas dans la nature allemande », mais l'accomplissement d'un « devoir patriotique ». Les prisonniers de guerre sont également mis à contribution et partagés entre les armées et l'intérieur — ce partage donne lieu d'ailleurs à d'aigres compétitions — et, « sans les Russes, jamais l'Allemagne n'aurait pu subvenir à son existence économique ».

Jusqu'à la fin, Ludendorff luttera pour que l'Allemagne lui fournisse le dernier de ses fils en état de porter les armes et s'insurgera contre les gouvernements successifs qui n'arriveront effectivement jamais à le satisfaire. Il verra les chefs des partis parlementaires, les grands patrons, les syndicats ouvriers ; il cherchera à leur insuffler l'idée de la guerre jusqu'au bout malgré qu'il ait convenu lui-même de l'impossibilité de la victoire et demandé la paix. Alors que le Gouvernement vit sur ses déclarations, lui part de ce

principe que, quoiqu'il advienne, les conditions imposées par l'Entente ne seront jamais pires ; il veut sauver l'honneur alors que le peuple, étant décidé à ne plus fournir d'hommes, ses représentants et dirigeants qui le savent considèrent que tout est perdu.

Dans le domaine du moral, Ludendorff n'a pas manqué de mettre à ses gages ou de faire placer sous sa pleine autorité le puissant instrument de persuasion qu'est la Presse. En août 1914, elle avait été unanime à crier à la guerre défensive et à réclamer qu'on aille jusqu'au bout. Comme le peuple dont, à tout prendre, elle reflète l'opinion, elle pensait bien que ce bout ne serait pas loin et qu'on y trouverait d'alléchants bénéfices. Elle fut bientôt détrompée et changea de ton. Ludendorff ne comprend pas cette modification d'attitude de certains journaux. Il juge des autres par lui-même et en conclut qu'une partie de la Presse a été pervertie. En décembre 1916, dans l'espoir de combattre cette perversion, il demanda au Chancelier de créer auprès du chef du Gouvernement un Office spécial qui, sur tous les sujets, donnerait le mot d'ordre. Il n'obtint pas satisfaction.

La section de la Presse, organisée par la partie sédentaire du Grand État-Major à Berlin, était donc supposée ne s'occuper que de questions touchant aux choses militaires et non aux affaires politiques. Si les divers

ministères y avaient des représentants, c'était chacun dans son domaine, pour recevoir autorisation ou interdiction d'articles pouvant favoriser ou contrarier les opérations. En fait, la section de la Presse avait tout pouvoir. Ludendorff sait en jouer, soit pour faire le silence sur ses projets ou les masquer par tout un plan de fausses nouvelles, soit pour les annoncer avec fracas et terrifier ses adversaires, à moins que, par ces révélations suspectes, il ne les maintienne encore dans le doute.

Car la section dépendait directement du Grand Quartier Général. Cependant, les divers ministères pouvaient aussi lui envoyer des injonctions qui étaient par conséquent exécutées sous le couvert du commandement aux armées. Ainsi Ludendorff se trouvait désigné, souvent à tort, comme l'auteur responsable d'interdictions qui n'étaient pas de son fait.

Dans les régions, la Presse était surveillée par les commandants militaires qui recevaient leurs instructions de l'État-Major Général ou de la section centrale.

Ludendorff n'a pas négligé non plus la propagande. A l'intérieur, il agissait comme il a été dit déjà. A l'extérieur, il fonda une organisation qui — bien qu'il prétende le contraire — lui rendit d'éminents services. Pourquoi, se demande-t-il, les actes ou décisions de l'Allemagne ont-ils souvent produit l'effet d'une brutalité capricieuse? Parce qu'on avait omis de préparer

l'opinion par une prévoyante et insoupçonnable propagande ; avec cela, ç'eût été un jeu de les faire accepter. C'est aussi avec la propagande qu'on entame la lutte sur les fronts intérieurs de l'ennemi.

A en croire Ludendorff, jamais avant lui le Gouvernement ne s'était préoccupé d'organiser une telle action. Il y pourvoit en faisant créer au ministère des Affaires étrangères, et malgré l'opposition du ministre, un service d'abord purement militaire. A cette section devaient s'en adjoindre primitivement deux autres : l'une politique et l'autre économique ; en fait, elles ne furent jamais fondées sérieusement. Il va sans dire que le service était aux ordres de la Direction de la guerre ; tout au plus avait-on laissé au ministre des Affaires étrangères, qui fournissait les fonds, le droit de discuter et de rédiger les circulaires communes aux trois sections. Il y eut peu de circulaires de ce genre puisque pas de sections politique et économique ; comme pour la Presse, l'État-Major Général resta le maître ; le chef de l'institution fut son homme. Des centres de diffusion se formèrent dans tous les pays, agissant par le livre, l'image, le film, sans parler de la corruption.

Nous pensons qu'il faut ajouter peu de foi aux allégations de Ludendorff quant aux maigres résultats obtenus par sa propagande chez les neutres et même chez les belligérants ; nous avons trop de raisons de croire le contraire. D'ailleurs, sur cette question,

Ludendorff a vraiment des affirmations déconcertantes. Ne va-t-il pas jusqu'à écrire que, « par sa valeur propre et la justice de ses thèses », la trop fameuse « Gazette des Ardennes força la considération de ses adversaires ». Il la dirigeait.

Il aurait pu se poser la question de savoir si les mécomptes de sa propagande ne provenaient pas par hasard des actes mêmes de ses compatriotes. A cette pensée qui effleura cependant son esprit comme nous l'avons vu plus haut, il ne s'est pas arrêté. A la vérité, il lui fallait dire que les choses avaient mal tourné afin de pouvoir charger d'un nouveau méfait le Gouvernement à qui il avait demandé la création d'un ministère de la propagande et qui n'avait pas obtempéré.

III

SES MANŒUVRES

1914

Tannenberg (*24-29 août 1914*). — Transféré dans l'Est, à la fin d'août 1914, comme chef d'état-major de l'unique armée opérant alors sur ce front (8e), Ludendorff y débute par un coup de maître.

Les Russes qui ont envahi la Prusse Orientale menacent Kœnigsberg. Ils sont pour le moins trois fois supérieurs à la 8e Armée qui recule devant eux et songe à chercher un abri en arrière de la basse Vistule, mais leurs deux masses sont séparées par deux à trois journées de marches.

Ludendorff ordonne d'abord de résister sur place. Il médite d'en imposer à l'une des masses ennemies avec peu de monde tandis qu'après avoir transporté contre l'autre la presque totalité de ses forces, il la battra. Et il le fait.

A vrai dire, au moment où il entame cette manœuvre,

il sait le secret des mouvements que vont exécuter, pendant les quelques jours suivants, Rennenkampf au nord, et Samsonov au sud. Une imprudence (?) le lui a livré.

C'est avec deux brigades de cavalerie seulement et les médiocres troupes de la garnison Kœnigsberg qu'il fait illusion à Rennenkampf, fort de 24 grosses divisions d'infanterie[1] et d'une cavalerie considérable, tandis qu'à Tannenberg il écrase Samsonov. Et, pendant les cinq à six jours de rude bataille qu'exige cette exécution, Rennenkampf, à deux ou trois étapes des arrières de l'armée allemande dont rien ou presque rien ne le sépare, demeure inactif. Battu, Samsonov se suicide de désespoir.

1° Bataille de Mazurie. — (*8-10 septembre 1914*). — Débarrassé de la masse russe du sud, Ludendorff se retourne contre celle du nord pour la chasser de la Prusse Orientale. Il doit procéder d'autant plus vite que les Autrichiens se sont fait battre outrageusement en Galicie et qu'il faudra bientôt les secourir plus directement. Le gros de la 8e Armée est donc ramené en hâte vers le nord où il est renforcé par deux corps d'armée venant du front occidental où tout paraît alors

1. Au début de la guerre, les divisions russes sont, en effet, à 16 bataillons ; les divisions allemandes n'en comptent que 12, et bientôt 9 seulement.

marcher pour le mieux. Malgré cela, c'est avec 15 à 16 divisions seulement qu'il marche au-devant des Russes de moitié plus forts. Rennenkampf s'est établi sur des positions solidement organisées à hauteur des Lacs Mazures, sa droite à la mer. Il y est attaqué le 8 septembre. Il est très supérieur en nombre et à la veille de recevoir des renforts importants ; il peut à volonté frapper l'aile sud de l'armée allemande faible et découverte. Non seulement il n'en fait rien, mais au bout de deux jours de résistance efficace sur ses positions intactes, il se met en retraite à grandes marches vers le Niemen. Sous la poussée des Allemands, ses traînards augmentent, ses colonnes se désagrègent ; lorsqu'il passe le fleuve, il est hors de cause pour un certain temps. En une semaine, il a perdu cent kilomètres et 45000 prisonniers qui viennent s'ajouter aux 90000 de Tannenberg.

La manœuvre de Ludendorff est classique. Tous les officiers de l'état-major de la 8e Armée s'en étaient montrés partisans comme s'en seraient montrés partisans tous les officiers d'état-major de toutes les armées du monde. Par ses modalités, elle serait révélatrice d'une audace inouïe, si la connaissance du plan russe ne l'avait par trop facilitée et si vraiment trop d'obscurité ne planait sur l'incompréhensible conduite de Rennenkampf aussi bien pendant Tannenberg qu'au moment de l'abandon de positions très fortes, si fortes

qu'en les traversant par la suite, Ludendorff remercia Dieu de n'avoir pas eu à les enlever de haute lutte.

Expédition en Pologne du sud. — (*28 septembre-1er novembre 1914*). — A peine a-t-il remporté sa deuxième victoire que Ludendorff est obligé de porter ses regards plus au sud. Les Autrichiens, culbutés en Galicie, menacent de découvrir non seulement leur territoire, mais encore la Silésie. A ce moment, Moltke est encore à la tête de la Direction suprême de la guerre[1]. Cet homme « distingué », mais qui n'appartient pas à la race de ceux qui savent « emporter le morceau », cet homme « au tempérament plus pacifique que guerrier », malade au surplus, adopte cependant le plan que lui soumet Ludendorff de porter le gros des forces allemandes en Pologne afin d'y attaquer les Russes et de mettre un terme à leur offensive contre les Autrichiens.

Une 9e Armée[2] est formée en Silésie par prélèvements sur la 8e qui est désormais bien réduite. Ludendorff l'aurait voulu rassembler au nord de Kalisch, face à Varsovie, afin d'en pouvoir, après quelques marches, appuyer la gauche à la Vistule, mais, par

1. La bataille de la Marne lui ayant porté malheur, il sera bientôt remplacé par Falkenhayn.

2. Quelques corps d'armée et une division de cavalerie, sous Mackensen. Hindenburg en prend bientôt la direction supérieure.

ordre de la Direction suprême, elle se concentre beaucoup plus au sud, au nord-ouest de Cracovie, c'est-à-dire au contact étroit des Autrichiens. Ne faut-il pas donner à l'allié défaillant le sentiment du concours puissant qu'on lui apporte !

La 9e Armée va donc marcher vers l'Est tandis que les Autrichiens s'avanceront sur le San dans l'intention de le franchir, mais, dans ces conditions, elle aura son aile gauche découverte. Le danger est d'autant plus grand, qu'au nord de Sandomir, les Russes n'ont encore franchi la Vistule qu'avec des détachements et qu'ils restent libres de faire déboucher de grosses forces de Varsovie.

Au début cependant, tout va bien. Les Autrichiens, viennent border le San sans grande résistance ; à leur gauche, la 9e Armée, après des combats dont l'acharnement va d'ailleurs en croissant, parvient sur les bords de la Vistule, entre Sandomir et Ivangorod. Mais, pendant ce temps, l'orage se forme à Varsovie. Il faut détacher en flanc-garde dans cette direction la valeur d'un corps d'armée et demi qui, non sans pertes, parvient jusqu'aux abords de la capitale polonaise en refoulant les têtes de colonnes ennemies.

Le 9 octobre, par un hasard qui se renouvelle à trop brefs intervalles, le plan complet du Grand-Duc Nicolas tombe entre les mains des Allemands. Plus de 30 corps d'armée, fortement serrés sur leur droite (Var-

sovie), vont franchir la Vistule entre cette ville et Sandomir et d'autre part attaquer le San où l'offensive autrichienne est d'ailleurs déjà enrayée.

Ludendorff ne se fait aucune illusion. Il s'est enferré. Toute son armée est déployée, sans aucune réserve, et la Direction suprême, engagée dans la bataille d'Ypres, ne lui peut être d'aucun secours. La retraite va s'imposer. Il la prépare avec un soin particulier en faisant miner routes, voies ferrées et ouvrages d'art et en établissant des consignes rigoureuses pour la mise en œuvre des dispositifs.

Peut-être, en renforçant à temps sa gauche, pourrait-il encore accepter la bataille à mi-chemin entre Varsovie et Lodz. Pour opérer ce renforcement, le moyen le plus rapide serait de faire venir quelques uns des corps autrichiens qui s'entassent inutilement sur le San. Sous la rude férule allemande, sans doute en tirerait-on un passable parti, mais Conrad von Hœtzendorff, chef d'état-major autrichien, se refuse au mélange des deux armées. Il consent seulement à relever les corps allemands qui bordent la Vistule au nord de Sandomir. Ludendorff en appelle à François-Joseph qui lui donne raison mais ne peut se faire obéir. Force est d'accepter la relève.

Elle s'opère avec tant de lenteur que la situation de l'aile gauche allemande ne fait qu'empirer. On a beau la renforcer au fur et à mesure que les Autrichiens

libèrent quelques unités, elle est de plus en plus gravement menacée par les Russes qui continuent à déboucher de Varsovie. Le 17 octobre, Ludendorff ordonne de la retirer dans la région au nord-est de Lodz où l'on s'arrêtera, si l'on peut. La retraite commence dans la nuit du 18 au 19.

Elle ne s'exécute pas sans heurts. D'autre part, les Autrichiens qui sont venus remplacer les Allemands en face d'Ivangorod s'y sont fait aussitôt battre et reculent sur Radom. Ludendorff, menacé de double débordement, est obligé de renoncer à l'arrêt projeté entre Varsovie et Lodz et décide de reculer encore. Une dispute s'en suit entre Alliés. Qui des deux a déterminé le recul de l'autre? C'est lui. Ce n'est pas moi. La vérité est que l'un et l'autre n'avaient pas d'autre moyen d'échapper au désastre.

Le 27 octobre, ordre est donc donné de continuer la retraite. Bien préparée, elle s'effectue aussi convenablement que possible, dans la direction du nord-ouest afin de parer au mieux à la manœuvre enveloppante des Russes. Les Allemands sont ainsi ramenés sur leur frontière de Silésie-Posnanie et les Autrichiens sur la ligne Cracovie-Carpathes. L'offensive russe, à bout de course, se ralentit peu à peu puis se fixe. Ludendorff a bien calculé : les armées modernes ne peuvent guère s'éloigner à plus de 120 kilomètres des terminus de leurs voies ferrées.

Au début de novembre 1914, la première expédition de Pologne s'achève donc en échec manifeste. L'une des causes en est certainement dans la médiocre combativité de l'armée autrichienne, mais la région imposée pour la concentration de la 9e Armée n'y est pas non plus étrangère. Accolés aux Allemands, les Autrichiens ne s'en sont pas mieux comportés et l'aile nord de la 9e Armée devint une proie désignée aux masses russes sortant de Varsovie. A coup sûr, si quelqu'un est coupable, ce n'est pas Ludendorff, mais la leçon ne sera pas perdue pour lui. Il lui arrivera désormais de se passer de l'approbation préalable d'une Direction vraiment trop éloignée du front oriental pour le bien connaître.

Expédition en Pologne du Nord. — (*10 novembre-20 décembre 1914*). — Le danger est différé, il n'est pas supprimé. Pour qu'il renaisse, il suffit que les Russes rétablissent les voies ferrées. On peut l'annihiler, en attaquant, mais il faut aller vite, car la 8e Armée, attaquée elle-même par Rennenkampf, a reculé sur la ligne des lacs. Or, si, comme une fois déjà, elle prolonge par trop son mouvement vers l'ouest, il sera trop tard pour entrer en Pologne. Ludendorff ne perd donc pas son temps. Il propose à Hindenburg de porter la 9e Armée, la gauche à Thorn, et de marcher vers le sud-est en s'appuyant à la

rivière. C'est l'idée primitive qui doit conduire sur le flanc gauche des Russes de Pologne et peut-être les couper de Varsovie. Sur l'autre rive de la Vistule, des unités tirées des places fortes couvriront le mouvement, car un gros de forces ennemies est dans la région au nord de Novo-Georgiewsk.

Cette fois, Ludendorff ne croit pas nécessaire de recourir à une autorisation préalable. Hindenburg vient d'être intronisé commandant en chef sur la frontière orientale, avec autorité sur les 8e et 9e Armées, les troupes de garnisons et les régions territoriales limitrophes. Son assentiment suffit et l'on passe à l'exécution.

La 9e Armée est quelque peu déprimée ; les Autrichiens n'ont qu'une médiocre capacité combative ; les Russes sont très supérieurs en nombre ; peu importe, car il faut à tout prix sauver de l'invasion le territoire national où déjà la panique se répand parmi la population allemande tandis que les Polonais, attentifs aux événements, prennent une attitude énigmatique. Si, par malheur, on ne réussissait pas, les dispositions sont prises pour que l'ennemi trouve détruit tout ce qui lui pourrait être utile[1].

A l'effet de grossir la 9e Armée, Ludendorff endi-

1. Evacuation des jeunes hommes capables de porter les armes ; exécution de retranchements ; mise hors service d'un certain nombre de mines ; préparation de destructions de toute espèce, etc.

visionne les troupes de garnison qui sont composées d'hommes des vieilles classes — il les mettra aux points secondaires... à moins que la bataille ne les absorbe —; il réduit la 8e Armée au strict indispensable, mais fait édifier à son usage des positions de repli qu'elle occupera si elle y est contrainte; il met entre Cracovie et Kalisch des Autrichiens et des unités des garnisons de Breslau et Posen. Malgré cela, ce n'est pas avec plus de 5 corps d'armée et demi et deux divisions de cavalerie qu'il peut composer sa masse d'attaque.

Il a tout fait cependant pour obtenir davantage. Il a sollicité les Autrichiens qui tiennent toujours un front ridiculement étroit pour leur effectif, mais qui l'ont supplié de ne pas insister; il a compris que la bataille d'Ypres ne peut aboutir et, rêvant d'obtenir en Pologne un engagement décisif contre les Russes, il a réclamé de nouveaux renforts à la Direction suprême. Celle-ci s'est fait prier, lui a donné des espoirs qu'elle réalisera d'ailleurs, mais trop lentement et trop tard en lui envoyant quatre corps d'armée... après la bataille.

Le 10 novembre, la 9e Armée est prête à entrer en opérations. Malgré le rejet de la 8e Armée sur la ligne des lacs, malgré le recul du détachement du nord de la Vistule sur Neidenburg, la 9e Armée se met en branle le 11 novembre.

A ce moment, les Russes, précédés par une nom-

breuse cavalerie, sont déployés sur un arc de cercle qui, des abords de Cracovie, par les rives de la Wartha et Wloslawek, s'allonge en face de Neidenburg. A partir de là, ils font face à la 8e Armée allemande.

Toute la partie de leur front située au sud de Wloslawek est surprise par l'attaque de la 9e Armée et enfoncée non sans avoir livré de sanglants combats. Les Allemands, laissant successivement des troupes face aux passages de la Vistule, accentuent alors leur mouvement de conversion autour de leur droite, mais, tandis que les unités de gauche se fixent devant le fleuve, les corps voisins, marchant à toute allure par le terrain entre Lodz et Lowitsch, s'infléchissent de plus en plus vers le sud et se rabattent même en partie vers l'ouest pour encercler la ville de Lodz où les Russes résistent opiniâtrément. C'est là que trois corps d'armée allemands, tenus de front, se voient soudain attaqués sur leur flanc et sur leurs arrières par des forces russes venant de l'Est et du Sud-Est. La situation de toute cette importante fraction de la 9e Armée semble désespérée.

Naturellement, Ludendorff éprouve quelque difficulté à expliquer cette fausse manœuvre. Il s'en tire en n'expliquant rien. Un certain capitaine a écrit comment les corps aventurés s'ouvrirent un passage les armes à la main, et cela le dispense de « s'attarder » sur des événements un peu trop douloureux.

Ce qu'il ne peut nier, c'est qu'il a manqué le but principal de son opération, à savoir la destruction de l'armée russe du sud de la Vistule. « Nous n'avons pas disposé des forces nécessaires » dit-il. Il faut donc en conclure que l'objectif était disproportionné aux moyens disponibles, ce qui est une faute du commandement supérieur, c'est-à-dire sa faute, ou que ces moyens ont été mal utilisés, ce qui est une faute du commandement subordonné mais qu'il aurait dû prévenir.

Enfin, au moment même où les corps cernés s'ouvrent un chemin vers le nord, une attaque, engagée par l'aile droite allemande et la gauche autrichienne est en train d'expirer à la suite de vagues succès locaux. Au demeurant, l'échec est complet.

S'il ne l'est pas davantage, et si Ludendorff réussit à contenir la poussée des Russes, c'est que lui arrivent peu à peu de l'ouest les quatre corps de renfort promis.

Avec l'année 1914, la bataille s'achève en une série d'attaques partielles qui coûtent beaucoup d'hommes et gagnent peu de terrain. Trop tard, Ludendorff s'aperçoit de l'inanité de tels efforts. Il se fortifie lui aussi, organise ses arrières et institue un gouvernement dans la partie de Pologne qu'il occupe. Le front part des abords de Cracovie pour atteindre la Vistule entre Novo-Georgiewsk et Wloslawek ; il descend le

fleuve jusqu'à hauteur de cette ville et court ensuite non loin de la frontière pour se lier à celui de la 8e Armée établi, perpendiculairement à la mer, sur la ligne des Lacs.

Une ombre assombrit encore cette fin d'année. L'armée autrichienne s'est fait chasser de Serbie. Dédaigneuse jusque-là de son petit adversaire, elle le surestime maintenant. « Jamais plus, dit Ludendorff, elle ne se relèvera de cet abattement ».

Le commandement autrichien n'en reste pas moins ferme dans ses ordinaires prétentions. Il refuse la répartition de la Pologne en zones d'étapes telle que la lui propose Ludendorff. Berlin et la Direction suprême interviennent dans le conflit et ne font que l'envenimer. Ludendorff parle haut parce qu'il s'appuie sur de solides raisons militaires, mais, hypnotisés par la crainte de voir le « brillant second » songer à une paix séparée, Empereur et Gouvernement sont prêts à toutes les concessions. L'Autrichien joue avec art de cette divergence de vues, et l'emporte.

Quoi qu'il en soit, à la fin de 1914, si le Russe n'est pas vaincu comme on l'espérait, si la Prusse Orientale demeure en partie envahie, si la Galicie est perdue, il n'en reste pas moins que le flot russe est, pour l'instant, endigué et que cela ruine tous les espoirs de l'Entente de terminer la guerre en quelques mois. Et c'est bien vrai, et c'est aussi la conclusion

qu'orgueilleusement Ludendorff donne à son chapitre relatif à ces opérations.

1915

2e Bataille de Mazurie. — (*Février-Mars 1915*) — Au début de 1915, Ludendorff se passionne pour l'idée d'en finir avec la Russie. Il voudrait attaquer par les deux ailes du front Est, c'est-à-dire par la Prusse Orientale et par les Carpathes. Von Hœtzendorf approuve d'autant plus l'idée qu'il compte obtenir un renfort allemand qui lui permettra de marcher de l'avant et de délivrer Przemyls assiégé. La Direction suprême de son côté, approuve le projet, incite Ludendorff à accorder le concours demandé et à faire, pour sa part, une attaque sur le front de Pologne.

Ludendorff prend assez bien son parti de donner aux Autrichiens la valeur d'un corps d'armée et demi, mais sous la réserve d'en faire une armée allemande autonome[1]. En revanche, il se refuse à exécuter l'offensive frontale qu'on lui préconise. Si les quatre corps d'armée que l'Allemagne vient de créer lui sont donnés — ils doivent être prêts pour le 1er février — ce n'est pas en Pologne, mais en Prusse Orientale, à

1. Dite « Armée du Sud » sous Linsingen

son extrême aile gauche, avec une pensée d'enveloppement de la droite russe, qu'il les appliquera.

Cette leçon donnée à l'autorité supérieure n'est sans doute pas étrangère à la désignation subite de Ludendorff pour le poste de chef d'état-major de l'armée allemande du Sud. Notre héros devenait décidément un personnage envahissant. Mais Hindenburg ne pouvait déjà plus se séparer de lui — Sur sa demande, l'Empereur le lui rendit. Dès lors, le plan d'attaque par la Prusse Orientale prévaut et les quatre corps de renfort sont accordés.

Ludendorff part de ce principe qu'on ne peut obtenir rien de grand si l'on n'attaque sur deux points à la fois. L'envergure de ce principe — nous le verrons par la suite — est encore bien modeste, mais, en Russie, contre un ennemi passablement inactif en son commandement subordonné et dont le commandement supérieur était en partie dépourvu du seul instrument qui permît de manœuvrer des réserves de toutes armes — un puissant réseau routier et ferré —, il gardait une réelle valeur.

Ludendorff, en ce qui le concerne, attaquera donc sur deux directions. Son aile gauche, formant la 10e Armée (3 corps environ) s'ébranlera sur l'axe : Tilsitt-Kalwarya ; elle coupera les Russes du Niemen. Plus au sud, l'aile gauche de la 8e Armée, forte de 2 corps et demi rassemblés à l'ouest de Johannisburg,

se dirigera, par Bialla et Raigrod, sur Augustow. Son flanc droit sera protégé par une flanc garde postée face à la Narew[1]. Si les deux attaques sont couronnées de succès et si la flanc-garde tient bon, toute la ligne russe comprise entre le Niemen et Bialla peut être rejetée et prise dans les grands bois d'Augustow.

Une fois la gauche parvenue sur la ligne : abords d'Ossowietz, abords de Grodno, poussera-t-on plus loin en direction de Bialystock? Autrement dit, cherchera-t-on à couper toutes les forces russes naguère encore en position à l'ouest et au nord de Varsovie? Peut-être, car c'est un grand et beau rêve.

Si l'on avait les forces nécessaires, tout espoir serait permis. Des forces supplémentaires, il en faudrait aussi pour une attaque qui remonterait la rive droite de la Vistule vers Plotzk au moment où la 10e Armée pèsera de tout son poids sur la droite russe. Ce serait une bien opportune diversion contre le grand danger qui menace toute la combinaison, à savoir une offensive russe qui, partant de la Narew, prendrait sa direction sur Koenigsberg. S'imagine-t-on l'ennemi dépassant la région d'Allenstein dans le temps où la 10e Armée sera engagée dans la boucle du Niemen? Ce serait le désastre. Aussi Ludendorff concentre-t-il deux nou-

1. Qui arrose les villes fortifiées d'Ossowietz, Lomsha, Ostrolenka.

veaux corps d'armée qu'il prend sur le front de Pologne désormais bien étiré, au sud d'Allenstein. Ainsi le coup sera paré directement dans la mesure du possible. Quelle gêne que d'avoir dû consentir un détachement dans les Carpathes ! Combien peu intelligente est la Direction suprême qui ne comprend pas que le grand art est de jeter tout ce qu'elle possède contre la Russie, pour en finir, au lieu de s'user, en France, dans des combats sans issue ! Lorsqu'elle adoptera cette notion, il sera trop tard !

Fort heureusement — ou malheureusement, selon le camp où l'on se place — rien de ce qui touche aux projets russes n'est inconnu des Allemands. Cette fois, Ludendorff ne nous dit pas si les intentions du Grand-Duc Nicolas lui ont été fournies par un imprudent radiogramme, ou révélées par la saisie opportune d'un ordre général sur le cadavre d'un officier — il est probable qu'il possède des sources d'information moins précaires — en tout cas, il sait que le Grand-Duc, adoptant un plan inverse du sien, se propose de combiner une puissante attaque dans les Carpathes avec une autre en Prusse Orientale, celle-ci de moindre envergure, mais appuyée à gauche, sur la Narew, par des masses considérables de cavalerie. Il sait même qu'à l'État-Major russe, cela s'appelle « le plan gigantesque ». Quand on est ainsi documenté, on peut calculer juste et faire de l'ironie à peu de frais.

Les opérations s'ouvrent le 8 février. Depuis plusieurs jours, une tourmente de neige fait rage ; les chemins, couverts de verglas ou de neige accumulée, sont à peine praticables ; l'artillerie n'avance qu'à grand renfort de chevaux ; puis, soudain, le dégel survient et l'eau envahit tout. Dans de telles conditions, les manœuvres, plus que les batailles — quoiqu'il se produisit sur certains points des combats acharnés — déterminèrent le succès.

Dès le 7 février, la gauche de la 8e Armée s'était mise en mouvement. Le 8, elle est à Johannisburg, mais bute bientôt sur Raigrod énergiquement défendu. Plus au nord, le reste de la fraction d'armée marche sur Lyck où il pénètre le 14. Dans la nuit du 16 au 17, il atteint Augustow. Le front de combat se rétrécit donc alors que le flanc exposé s'allonge en proportion de l'avance. Trois divisions sont prélevées sur le premier pour renforcer le second face à Ossowietz-Lomsha où l'on sait — par pur hasard, sans doute — que se forment de gros rassemblements ennemis.

Raigrod pris, Ludendorff aurait bien voulu que le mouvement continuât vers l'Est afin de couper les routes allant de la région d'Augustow vers le sud. Le commandant de l'armée lui fit savoir, qu'en raison de l'état des chemins, son ordre était inexécutable.

Ceci se passait dans le temps où la 10e Armée accomplissait son mouvement de conversion dans la boucle

du Niemen, après être tombée, par surprise comme de coutume, sur les arrières et les convois de vivres de la droite russe ; celle-ci se retirait partie vers le sud, partie vers le fleuve. Il ne restait donc plus aux Allemands qu'à profiter, pour se nourrir, de l'aubaine qui les avait mis en possession des approvisionnements ennemis, à se garer face à Kowno et Olita, puis à poursuivre leur enveloppement autour de la grande forêt d'Augustow. Les 15 et 16 février, c'est-à-dire très peu d'heures avant que la 8e Armée n'arrivât elle-même en ce point, ils parvinrent à l'entrée sous bois de la route venant d'Olita et, de là, poussèrent un corps d'armée sur Lipsk.

Ce corps fit face à l'ouest pour arrêter les Russes abandonnant la forêt d'Augustow, mais, ce faisant, il tournait imprudemment et impudemment le dos à la forteresse de Grodno. Des Russes débouchant de la place, il fut pris entre deux feux. C'est miracle qu'il soit arrivé à se tirer de ce mauvais pas en faisant face des deux côtés à la fois ! Dès lors, tout est fini dans cette région. Les Russes enfermés dans la forêt d'Augustow sont contraints de déposer les armes. En revanche, un front solide s'est formé derrière le Bobr supérieur, jusqu'à Grodno, et les Allemands ne font plus aucun progrès dans cet intervalle.

Vis-à-vis d'Ossowietz-Lomsha, la flanc-garde, dont la mission était cependant défensive, s'était portée en

avant. Ludendorff connaissait trop bien le plan russe pour attendre que la concentration qui s'effectuait avec lenteur dans cette région fut en état de produire son plein effort. Il attaquait afin de battre l'ennemi en détail. Ses troupes eurent énormément à souffrir de la réaction incessante d'un adversaire finalement très supérieur ; il fallut les renforcer toujours davantage par prélèvements sur la 10e Armée dont les succès allaient s'accentuant mais, au demeurant, le flot fut endigué.

Quant à cette 10e Armée ainsi diminuée, elle renonça à forcer le défilé entre le Bobr et Grodno, abandonna les marais où, disait-elle, la vie était impossible et se replia sur une position, ébauchée au cours de la bataille par des compagnies spéciales de travailleurs, entre Augustow et Jurborg sur le Niemen. Au sud-ouest d'Augustow, le front se prolongeait face à Ossowietz et filait sur Plotzk.

Il y a lieu de signaler enfin, qu'à la suite de fluctuations diverses, toute la partie nord de la Prusse Orientale avait été libérée. La ligne allait de Jurborg à Memel ; elle était à peu près tout entière au delà des frontières.

Quant aux Autrichiens, leur offensive en direction de Przemyls avait piteusement échoué. C'était la condamnation de la forteresse assiégée par les Russes. Elle capitula, en effet, le 19 mars.

Quoique fort brillants, les succès de cette campagne d'hiver (110000 prisonniers et plusieurs centaines de canons) étaient loin de satisfaire Ludendorff. L'exploitation stratégique de la victoire, telle qu'il l'avait rêvée, et avec elle la décision de la guerre contre la Russie, lui échappaient une fois encore. Meurtri, le colosse russe n'était pas abattu et c'est le véritable but que Ludendorff assignait à ses visées ambitieuses. Cependant, les lauriers remportés par les armées du front oriental produisaient sur la Direction suprême une impression d'autant plus profonde que ceux récoltés en France étaient moins capables de leur être comparés. A partir du printemps de 1915, la célébrité d'Hindenburg et de Ludendorff va croissant ; l'opinion publique s'en mêlant, la Direction suit. C'est aux idées du duumvirat du front Est qu'elle se rallie désormais et à l'abattement de la Russie qu'elle va officiellement prétendre.

Campagne d'été contre la Russie en 1915. — L'attaque autrichienne en direction de Przemyls, après avoir été arrêtée puis contre-attaquée par les Russes, refluait lamentablement. Seule, à la droite du front, la petite armée allemande de Linsingen faisait bonne contenance. En mars, le Grand-Duc ne menaçait rien moins que de franchir les Carpathes, de descendre dans la plaine hongroise et de jeter bas l'empire des

Habsbourg. Le haut commandement autrichien était dans le plus grand émoi. La situation lui semblait d'une extrême gravité. Tous les malheurs lui arrivaient à la fois; l'attitude de l'Italie devenait douteuse et des sécurités étaient à prendre de ce côté; l'armée serbe donnait de nouveaux signes d'activité. Tous les fronts étaient à renforcer simultanément. Hindenburg était assailli de doléances et d'appels au secours; il les transmettait à la Direction suprême.

Vers la mi-avril, le péril fut à son comble car les Russes dépassaient la crête des Carpathes. D'un moment à l'autre, tout l'ensemble, Allemands compris, pouvait être ébranlé. Le cas était donc pressant. Ludendorff expédia sur le front autrichien une, deux, puis trois divisions qui arrivèrent juste à temps pour parer à un irrémédiable désastre. Il dut encore envoyer quelques troupes face à la Serbie.

Toujours angoissée par la crainte de voir l'Autriche défaillir, — ne disait-on pas à Vienne que l'Allemagne livrait l'armée austro-hongroise en proie à l'ours russe! — la Direction suprême poussait à tous les sacrifices. Bien plus, elle prit à son compte les idées de Ludendorff contre la Russie, et Ludendorff l'en loue hautement. A ses yeux — une fois n'est pas coutume — cette détermination révèle un grand esprit de décision et un profond amour des responsabilités. En revanche, la Direction entend diriger; elle se charge

d'établir le plan de l'offensive prochaine ; elle se transporte même sur le front oriental, à Posen, et cela, comme on peut le penser, lui vaut moins d'éloges.

Son plan est simple, trop simple même, car elle n'en est pas encore arrivée à la conception de deux attaques simultanées, ou livrées à court intervalle de temps, sur deux points différents du front. Il n'y aura donc qu'une seule attaque sérieuse. Elle sera dirigée par Mackensen avec une armée allemande (11e) encadrée par des Autrichiens. Elle partira de la région de Tarnow et visera d'abord le San aux abords de Jaroslau. On pense qu'elle sera en mesure de déboucher vers la fin d'avril. Entre temps, Hindenburg effectuera des démonstrations sur son front, dans le but d'empêcher les Russes de faire des prélévements de forces en faveur de leurs troupes de Galicie. Ces démonstrations, la Direction ne laisse même pas à Hindenburg le soin d'en fixer l'importance et les objectifs. Elles seront effectuées, l'une par la 9e Armée[1] à l'Est de Lodz, et l'autre par la 10e qui débouchera de Suwalki.

Cette conception n'est pas du goût de Ludendorff. Ces démonstrations contre des fronts très bien fortifiés ne produiront aucun effet. Il en pourrait être tout autrement si, sur un point du front, on pouvait inau-

1. Prince Léopold de Bavière, en remplacement de Mackensen.

gurer une guerre de mouvements à la suite d'une pénétration profonde en territoire ennemi. Les Russes chercheraient sûrement à s'opposer à cette invasion et seraient, par conséquent, dans l'obligation de prélever des troupes sur le reste de leur ligne. Or, une seule région autorise encore un espoir de ce genre : la Courlande et la Lithuanie.

Ludendorff n'hésite pas. Il organise la gauche de la 10e Armée en détachement d'armée[1] et la fait déboucher du bas Niemen le 17 avril.

Ses débuts sont relativement faciles car les Russes ne tiennent que faiblement le pays, puis les combats deviennent plus durs ; les Allemands avancent et reculent pour aboutir, à la fin de mai, sur la ligne : Rossieny-Libau. Cette place a été enlevée à sa garnison — 1 500 hommes de mauvaises troupes — dans un raid audacieux d'une division de cavalerie, avec soutien d'infanterie, appuyée par une flottille de torpilleurs.

Ces conquêtes territoriales ont déjà leur prix, mais elles ne pèsent rien auprès des conséquences de l'apport constant de renforts russes sur un théâtre d'opérations excentrique alors que la véritable attaque va se livrer à l'autre bout du front.

1. 3 divisions de cavalerie dont 2 venant de l'ouest et 3 divisions d'infanterie. Cette armée deviendra « Armée du Niemen » sous von Below.

Le 2 mai — le jour même où Mackensen entamait sa grande offensive en Galicie — la 9e Armée partait aussi pour sa démonstration à l'Est de Lodz. On fondait sur elle les plus grands espoirs parce qu'on y faisait usage, pour la première fois, de nappes de gaz asphyxiants et qu'on savait les Russes dépourvus de tout moyen de protection.

Les troupes allemandes encore peu instruites dans le mode d'emploi de cette nouvelle invention, mais fort stylées sur les effets attendus, croyaient ne plus rencontrer un ennemi vivant. Leur déception fut grande en constatant que fusils et mitrailleuses étaient encore en partie servis. D'autre part, leur artillerie les appuya mal. Au fond, elles n'attaquèrent pas sérieusement. Quelque temps plus tard, on voulut renouveler l'essai ; il fut encore plus malheureux ; un retour de vent ramena les gaz sur les Allemands et en intoxiqua un grand nombre. Officiers et hommes éprouvèrent décormais la plus vive répugnance à se tenir dans des tranchées bourrées de récipients aussi dangereux. C'est tout ce que démontra avec certitude la grande démonstration de la 9e Armée.

Le 2 mai, Mackensen part à l'attaque. Les Russes s'aperçoivent bien vite qu'ils n'ont plus affaire à des Autrichiens. En quelques jours, ils se voient enlever les trois positions qu'ils ont édifiées sur le revers sud

des Carpathes. Force leur est d'évacuer la Hongrie, de repasser les montagnes et de se replier vers le San. L'Autriche est sauvée une fois encore au moment où 600 000 Italiens se déclarent contre elle !

Mackensen opère comme dans la deuxième campagne de Pologne ; il fonce. Il fonce à toute allure dans la direction du San. Le 15 mai, il enlève d'assaut la tête de pont de Jaroslau sur la rive gauche. A ses côtés, les Autrichiens suivent de mieux en mieux au fur et à mesure qu'ils sont plus près. Bientôt l'armée de Linsingen entre en branle à son tour, de part et d'autre de la voie ferrée de Lemberg, et s'avance jusqu'au delà de Strvj. Entre les deux coins qui pénètrent chez les Russes, les Autrichiens font office de liaison. Przemyls sera réoccupé par eux au début de juin.

Les premières conséquences de ce succès, exclusivement frontal d'ailleurs, ne tardent pas à se faire sentir sur l'autre rive de la Vistule. Les Russes de la Pologne du sud, dépassés en Galicie, se retirent sur une ligne qui va de Kielce jusqu'en amont de Sandomir.

On est à la mi-mai. Un temps d'arrêt se produit, car il faut que les Allemands organisent leurs communications. L'affaire sera reprise en juin.

Ludendorff que l'opération intéresse fort, mais non directement puisqu'elle se passe dans le domaine autri-

chien, est d'avis, non sans raison, que cette brillante poussée ne donnera pas plus de décision, en juin, qu'elle n'en a donné en mai. On gagnera du terrain, mais on perdra aussi beaucoup de monde comme on en a déjà beaucoup perdu. Or, qu'importe aux Russes d'abandonner un territoire qui n'est pas le leur ? Que leur importe même de céder une partie de leur immense pays ? La guerre n'est pas gagnée pour cela ; ce sont les armées qu'il faut jeter bas. Il y a donc mieux à faire qu'à pousser un ennemi qui plie mais ne rompt pas. Comment ?

Attaquer avec la 12e Armée[1] en direction de la basse Narew ? On pourrait, en effet, affecter à cette opération 9 à 10 divisions, mais à quoi cela conduirait-il ? A une retraite russe analogue à celle de Galicie, rien de plus. Dans ces conditions, ne serait-il pas préférable de reprendre le projet tant caressé pendant la 2e Bataille de Mazurie d'une exploitation nord-sud au travers du goulet Ossowietz-Grodno ? Quel coup de filet si l'on arrivait sur le Bug entre Varsovie et Brest-Litowsk, alors que les Russes seraient encore en Pologne du nord !

La Direction suprême, maintenant plus engouée des

1. L'aile droite de la 8e Armée (von Scholtz), en ligne à Plotzk et au nord-est, a été constituée en armée (12e) sous Gallwitz. De Plotzk à la Baltique, les armées se succèdent donc dans l'ordre suivant : 12e, 8e, 10e, Niemen.

idées de Ludendorff que Ludendorff lui-même, pousse ardemment à cette solution, mais Ludendorff en a mesuré toute les difficultés. Profitant d'un abaissement momentané des eaux du Bobr, il a déjà fait exécuter une tentative de passage de part et d'autre d'Ossowietz ; elle a échoué. D'autre part, la ligne Ossowietz-Grodno est doublement forte, de par sa constitution topographique d'abord, de par son organisation et les nombreuses troupes qui l'occupent ensuite. On ne parviendrait que difficilement et trop lentement à en briser la résistance. Ce qui pouvait se concevoir hier à la rigueur, en l'absence de fortifications, ce serait folie de le tenter aujourd'hui. A regret, mais obstinément, Ludendorff se refuse à entrer dans les vues de la Direction suprême.

Faut-il cependant renoncer à toute combinaison analogue ? En cherchant plus au nord, n'en peut-on trouver une qui soit satisfaisante ? Certes, plus on s'éloigne du foyer mouvant de la bataille, plus il faut viser des objectifs éloignés pour être, au bon moment, sur les derrières de l'ennemi en retraite ; plus aussi il faut aller vite pour n'être pas en retard au rendez-vous. Distance, vitesse, double difficulté ! Difficultés non dirimantes cependant. Il est clair, en effet, qu'une offensive réussie en direction de Wilna-Minsk, donnerait des résultats au moins comparables à ceux d'une action victorieuse qui, après être passée entre

Ossowietz et Grodno, serait parvenue à mi-chemin de Varvosie et de Brest-Litowsk.

Ludendorff étudie donc cette manœuvre. Elle débutera par la prise de Kowno que la 10e Armée assaillera à la fois directement et par le nord. Ainsi la route de Wilna sera ouverte et déjà les Russes qui sont en face de Suwalki ne pourront moins faire que de se retirer entre Grodno et Wilna, peut-être même plus loin s'ils sont devancés sur ce dernier point. Dès lors, si la précaution a été prise de renforcer suffisamment la 10e Armée et l'Armée du Niemen et s'il est reconnu possible de ravitailler convenablement ces deux armées, elles déboucheront entre Wilna et la Duna, en direction de Minsk. Pour peu, qu'à cette heure, les Russes se trouvent encore à Varsovie ou même sur le Bug de Brest-Litowsk, ils seront coupés. Leur désastre particulier entraînera celui de l'ensemble. C'en sera fait définitivement de la puissance militaire de la Russie.

Ludendorff renforce donc son armée du Niemen avec deux divisions d'infanterie et une division de cavalerie prises à la 8e Armée et entreprend les études nécessaires à l'enlèvement de Kowno d'abord et à la marche sur Wilna ensuite. Elles aboutissent naturellement à la nécessité d'un fort prélèvement de forces sur les 9e, 12e et 8e Armées au profit de la 10e et de l'Armée du Niemen.

Il en est là de ses préparatifs, quand, le 1er juillet,

Hindenburg et lui sont convoqués à Posen. Ils y apprennent que la Direction suprême a décidé l'attaque du saillant russe dont Varsovie occupe le sommet, par les 12e, 9e Armées et par l'Armée von Woyrsch[1]. Ludendorff « rengaîne » sa conception, sans d'ailleurs perdre l'espoir de la faire revivre un jour, tant il est convaincu que l'opération qui vient d'être ordonnée ne peut conduire qu'à une poussée directe, autant dire à tout, sauf à la décision. Or, comme il est tenace autant qu'on peut l'être, il se décide à porter quand même son Armée du Niemen en avant. Les progrès qu'elle réalisera amorceront au moins la future opération sur Wilna. Seulement, la 10e Armée ne sera pas renforcée et elle renoncera provisoirement à la prise de Kowno.

Le 13 juillet, après avoir réuni une artillerie qui aurait paru bien mince sur le front occidental mais qui semblait formidable dans l'Est, la 12e Armée, forte de 5 corps et la droite de la 8e (2 divisions) s'élancent à

1. La 12e Armée était, comme on sait, à Plotzk et au nord-est. La 9e, au sud de la Vistule, faisait face à Varsovie. Contiguë, l'Armée Woyrsch était mi-partie allemande et autrichienne. Venaient ensuite : 1re et 4e Armées autrichiennes, 11e Armée allemande (Mackensen), 3e et 2e autrichiennes, Armée allemande du Sud (Linsingen), détachement d'armée autrichien Pflantzer Baltin, en Bukovine.

l'attaque. D'un seul élan, elles enlèvent tout le réseau des premières positions russes. Le 15, elles conquièrent la position de repli. Le 17, elles atteignent la Narew, leur droite face à la forteresse de Novo-Georgiewsk. Successivement elles s'emparent de tous les points de passage de la rivière, puis sont obligées de marquer un temps d'arrêt, tout comme Mackensen sur le San.

Au sud de la Vistule, la 9e Armée et l'Armée Woyrsch ont aussi attaqué et sont venues border la Vistule entre les avancées Ouest de Varsovie et Ivangorod. Profitant de cette avance, Autrichiens et Mackensen ont continué à pousser les Russes battus et sont parvenus sur la ligne Ivangorod, Lublin, Cholm, Est de Lemberg. On est aux premiers jours du mois d'août.

C'est alors que Ludendorff juge le moment venu — il est même presque passé si les Russes continuent à retraiter trop vite — de reprendre son idée de manœuvre sur Wilna et Minsk. L'Armée du Niemen, renforcée par les quelques troupes qu'il lui a fait parvenir à partir de juillet, va se mettre, en effet, en branle vers la Duna en pivotant autour de la gauche de la 10e Armée. Il propose donc sa solution avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'affaiblissement des 9e, 12e et 8e Armées en faveur de la 10e et de l'Armée du Niemen. Mais il n'est plus le maître. La

Direction suprême ne s'est pas transportée de Charleville à Posen pour assister en spectatrice aux manœuvres de Ludendorff. Elle n'est pas d'humeur à se laisser traiter en quantité négligeable. Elle décide donc de poursuivre l'attaque en faisant déboucher de la Narew et de la Vistule en amont de Varsovie les 12e, 9e Armées et Armée Woyrsch. Quant à l'Armée du Niemen, elle s'en désintéresse. Libre à elle d'agir à sa guise, mais avec ses seules forces. Tout au plus trouverait-on quelque intérêt à ce que la 10e Armée s'emparât de Kowno.

Non sans complaisance, Ludendorff s'étend sur les misères endurées par les troupes allemandes lancées en Pologne, à la suite des Russes, sans communications établies, séparées de leurs chemins de fer par des distances excédant en certains points les fatidiques 120 kilomètres au delà desquels les armées modernes ne peuvent plus vivre que difficilement, obligées de séjourner dans un pays méthodiquement ravagé et dépeuplé par les Russes — il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'à ce point de vue, l'attaque préconisée par Ludendorff eût été bien supérieure à celle de la Direction suprême.

Certes, les résultats obtenus ne sont pas négligeables — conquête d'Ivangorod et de Varsovie[1],

1. 5 août.

investissement de Novo-Georgiewsk et d'Ossowietz[1] — mais l'ennemi, qui se bat bien, contre-attaque avec fureur et, s'il recule, ne voit jamais sa situation stratégique compromise ; or, là est le point capital.

A sa déception de n'avoir pas été suivi, Ludendorff ajoute d'autres ennuis. De plus haut, on décide que la 9e Armée et l'Armée Woyrsch formeront un groupe d'armées autonome aux ordres du prince Léopold de Bavière. Cette articulation du commandement, à coup sûr contestable car les opérations de la 12e Armée sont liées à celles de la 9e, excite d'autant plus la mauvaise humeur de Ludendorff, qu'en lui enlevant la direction des troupes, on lui laisse toutes les charges de leur ravitaillement, c'est-à-dire toute la responsabilité de la remise en état et du fonctionnement des arrières.

Les commandants d'armée, d'autre part, ne sont pas sans s'apercevoir de l'éclipse subie par son autorité. En fin de juillet, avant la prise de Varsovie, Gallwitz, commandant la 12e Armée, avait projeté de se rabattre du Nord au Sud, en partant de la Narew, dans l'espoir de couper les défenseurs de la capitale polonaise. Ludendorff essaya vainement de lui faire comprendre, qu'au premier signe de danger, les Russes se mettraient en retraite et qu'il donnerait un coup d'épée

1. La première de ces places sera prise le 19 août ; la seconde, le 22.

dans l'eau. Gallwitz, soutenu par Posen, s'obstina, mais les événements donnèrent raison à Ludendorff, et, le 10 août, il fallut redresser vers l'Est la marche de la 12e Armée. De son côté, Mackensen, encore plus indépendant, n'avait plus de rapports avec l'état-major d'Hindenburg. Quelle différence avec les précédentes campagnes ! Alors, le commandement sur le front oriental opérait en pleine liberté. Quels efforts a dû faire Ludendorff pour traduire en ordres des conceptions si complètement en contradiction avec les siennes ! Il nous assure qu'il s'y appliqua avec un soin plus grand que s'il avait dû mettre en pratique des idées personnelles ou simplement partagées. Croyons-l'en sur parole !

Vers le 15 août, son heure finit par sonner. A ce moment, le front partait de Czernowitz, remontait le Bug jusqu'à Brest-Litowsk, suivait la voie ferrée de Brest-Litowsk à Ossowietz — qui sera pris le 22 — se prolongeait, par Augustow, jusqu'en face de Grodno. A partir de là, la situation antérieure s'était très avantageusement modifiée. L'armée du Niemen, encore bien faible malgré les quelques renforts reçus, avait réalisé cependant de grands progrès. Elle tenait maintenant une ligne convexe allant du Nord de Kowno, par Wilkomir, jusqu'en face de Friedrichstadt, puis bordait la Duna pour se replier le long de la tête de pont de Riga.

Une aussi vaste progression ne pouvait manquer d'attirer l'attention sur cette armée de qui l'on n'attendait rien et qu'on avait à peu près livrée à son sort. Elle devenait d'autant plus intéressante que, partout ailleurs, le front, désespérément linéaire, ne se prêtait plus à aucune manœuvre de débordement. La ligne russe y cédait toujours et ne se brisait jamais. Ludendorff exulte. Il a eu raison envers et contre tous. La Direction suprême elle-même doit se rendre à l'évidence. Elle comprend enfin que l'attaque en direction de Wilna-Minsk eût été infiniment plus fructueuse que la poussée directe en Pologne. Mais son repentir est tardif et toute journée qui passe rend le résultat de la manœuvre plus aléatoire.

Ludendorff pousse donc au renforcement rapide de la 10e Armée et de l'Armée du Niemen qui vont jouer dans l'affaire le rôle principal. On lui donne le corps de siège d'Ossowietz qui vient de tomber; on lui envoie des divisions tirées des 9e, 12e et 8e Armées, lesquelles se pressent maintenant sur un front trop étroit pour les contenir.

Le 9 septembre, l'attaque part. A ce moment, la 10e Armée, dans des opérations préliminaires, a déjà enlevé Kowno et Grodno[1]. Le plan est simple. Les Russes disposent de cinq voies ferrées : deux venant

1. Kowno, 16-17 août. Grodno, débordé par le Nord du fait de la prise de Kowno, ne fut pour ainsi dire pas défendu.

du Nord et aboutissant à Riga et à Dunaburg; trois venant de l'Est et aboutissant à Dunaburg et Molodetschno. Comme c'est sur Wilna et Minsk que l'on veut faire effort, on se couvrira par une flanc-garde face à Riga, le gros de l'Armée du Niemen marchera contre Dunaburg pour protéger l'action principale qui sera menée par la 10e Armée dans la région de Wilkomir. La situation est favorable car si l'ennemi est fort immédiatement au Sud de la Duna, il s'allonge au contraire en cordon dans la région à l'Ouest de Wilna. Une fois le front rompu, la cavalerie pourra s'élancer le long des voies ferrées menant à Polotzk et à Minsk, débordant ainsi le flanc et les arrières du gros des forces russes attardées au Sud-Ouest de Wilna. On la place en conséquence entre les deux armées d'attaque.

Cette offensive est la dernière, à vues lointaines, qui ait été livrée en 1915 sur le front oriental. Elle peut se résumer en quelques lignes.

L'Armée du Niemen réussit, non sans pertes, à remplir sa tâche; la 10e ne peut que très lentement s'avancer sur Wilna et au delà. Au centre, la cavalerie accomplit pleinement sa mission. Dès le 14 septembre, elle fait son apparition sur la ligne ferrée de Polotzk à Molodetschno, mais une grave faute avait été commise en ne prévoyant pas qu'elle aurait un urgent besoin d'être rapidement soutenue par de l'infanterie

et de l'artillerie. Elle ne peut conserver ses conquêtes. D'autre part, les Russes ont tellement reculé qu'ils sont maintenant très rapprochés du point dangereux et en peuvent relativement vite renforcer les défenseurs ; les Allemands ont à soutenir de rudes combats. Leur Direction suprême s'était décidée trop tard.

Au début de l'hiver 1915-16, le front se stabilise sur la ligne : Sud de Riga, Sud de Friedrichstadt, Sud de Dunaburg — en chacun de ces points, les Russes ont des têtes de pont — lac Narotch, Baranovitschi, Pinsk, Dubno, Ouest de Tarnopol, Horodenka, Est de Czernowitz.

Au demeurant, la campagne d'été contre la Russie s'achève, comme les précédentes, sans décision. Tout porte à croire que si le plan de Ludendorff avait été adopté de prime abord, elle se fût autrement terminée. Mis à exécution quelques semaines plus tôt, les Russes, attardés dans les environs de Grodno-Brest-Litowsk, n'auraient certainement jamais pu arriver au secours de leur aile droite débordée.

Ludendorff affirme cependant qu'un grand pas fut fait, en 1915, dans la voie de l'abattement de la Russie. Nous en tombons volontiers d'accord, mais nous différons sur la cause des désastres futurs de notre allié. Il ne les faut point attribuer à l'incontestable échec qu'il venait de subir, mais à l'une de ses conséquences : l'éloignement du poste suprême d'un géné-

ral de talent, d'un soldat à la volonté rude et tenace mise au service d'une ardente haine pour l'Allemand ; la disgrâce du Grand-Duc Nicolas. Son envoi au Caucase est le résultat capital de l'offensive allemande de 1915 ; il marque le commencement de la fin de l'armée russe. Tombée entre les mains débiles d'un chef de gouvernement probablement sincère mais sans autorité réelle parce que sans volonté, cette malheureuse armée, de plus en plus ouvertement trahie par une faction puissante dont les menées extérieures et intérieures étaient jusque-là demeurées souterraines, va tenir son rôle quelque temps encore, puis rouler, de chute en chute, jusqu'à l'abîme où elle s'effondrera.

1916

La défensive sur le front oriental (*janvier-août 1916*). — La fin de l'année 1915 avait amené la disparition de l'armée serbe du théâtre de la guerre. Écrasés entre une armée austro-allemande et les divisions bulgares, nos valeureux alliés étaient à grand' peine parvenus à gagner l'Albanie, puis la côte adriatique, à défaut du territoire grec, la Grèce ayant trahi son alliance. Ils avaient trouvé un refuge à Corfou.

De ces hommes physiquement et moralement déprimés, sans matériel, sans armes et presque sans vêtements, la France, aidée par l'Angleterre, allait faire, en quelques mois, une admirable petite armée de six divisions d'infanterie et une division de cavalerie bien équipées, pourvues d'une artillerie puissante, assoiffées de vengeance, brûlant d'un désir ardent de reconquérir leur terre natale.

Dans le même temps, des troupes anglo-françaises, débarquées à Salonique, trop tard et en trop petit nombre pour prêter un utile secours à la Serbie, se renforçaient peu à peu et construisaient en hâte, autour du grand port de la Chalcidique, une série de positions capables de défier toutes les attaques. Elles ne songeaient point à attaquer.

Le passage de la Bulgarie dans le camp des Empires Centraux établissait une liaison directe et facile entre la Turquie d'Europe et même d'Asie. D'autre part, l'abandon par les Anglo-Français de la presqu'île de Gallipoli assurait la fermeture hermétique des Détroits. La voie la plus courte entre les puissances de l'Entente et la Russie était coupée. Du matériel nombreux et divers dont les Russes avaient le plus urgent besoin, ils ne pouvaient plus rien recevoir que par l'immense détour du Transsibérien ou par la Mer Blanche, praticable pendant une partie de l'année seulement. On construisait bien un chemin de fer qui, de Petrograd,

devait aboutir à un port libre de la côte mourmane, mais quand serait-il achevé et quel serait son débit?

Enfin, la Roumanie, encore neutre quoique bien disposée en faveur des Alliés, se trouvait aussi séparée de ses amis. Elle ne s'en montrait que plus hésitante à se jeter dans la mêlée et plus accommodante vis-à-vis des Empires Centraux toujours désireux d'acquérir les produits de son sol.

En novembre et décembre 1915, l'Italie avait bien attaqué sur l'Isonzo, mais sans résultat décisif. Vers Noël, la Russie avait également entrepris, contre la partie Sud du front autrichien, une offensive dont les heureux débuts ne s'étaient pas poursuivis et qui s'assoupissait dès janvier 1916.

Tout semblait donc indiquer que, manquée en 1915, l'exécution militaire de la Russie pouvait être favorablement entreprise en 1916. C'est précisément l'année que choisissent, au contraire, Autrichiens et Allemands pour se retourner vers l'Ouest; les premiers s'arrêtent à l'idée d'une offensive contre l'Italie en partant du Tyrol; les seconds décident d'attaquer à Verdun. L'attaque allemande doit avoir lieu en février; celle de l'Autriche ne se produira qu'à la fin d'avril ou au début de mai, car les chemins de fer du Tyrol n'en permettent pas une exécution plus rapide et surtout parce qu'on escompte déjà l'effet moral à produire par les succès allemands en France.

Quelles raisons inspirent ces décisions? Tout porte à croire que, l'armée serbe annihilée, l'armée russe ébranlée, l'armée de Salonique considérée pour longtemps comme peu redoutable, la Direction suprême crut pouvoir disposer du délai nécessaire à l'écrasement de la France avant l'apparition sur le front, en tant que danger effectif, de la très grande armée anglaise que promettait le vote du service obligatoire en Grande-Bretagne. Peut-être ses calculs se seraient-ils vérifiés si elle eût adopté un autre plan — nous en parlerons plus loin — que celui qui consistait à ne faire qu'une seule attaque : sur Verdun.

Quoi qu'il en soit, cette décision entraînait l'affaiblissement inévitable des armées de l'Est. Il y fallait puiser divisions et artillerie lourde au profit du front occidental. C'était, autant dire, abandonner toute idée de destruction immédiate de l'armée russe.

Aussi, toujours fidèle à son point de vue, Ludendorff n'approuve-t-il ni l'une ni l'autre des deux offensives prévues. A tant faire que d'abandonner le plan de 1915, mieux valait s'arrêter à l'attaque d'un seul front et non de deux et y appliquer tous les moyens disponibles. Personnellement, il aurait choisi le front de France.

Et il s'efforce de justifier le choix de Verdun, mais il se garde bien de dire jusqu'où portaient les visées offensives de la Direction suprême. Où voulait-elle en venir après la conquête de notre forteresse? Il ne le

dit pas. En revanche, il montre que notre présence sur la rive droite de la Meuse, en aval de Verdun, à courte portée de la grande artère ferrée : Mézières, Sedan, Montmédy, Longuyon, Metz, — la plus courte ligne de rocade entre la droite et la gauche du front allemand — à proximité aussi des communications routières des troupes des fronts de Champagne et de l'Aisne, constituait une menace dont il importait de s'affranchir.

Tout cela est théoriquement exact et pratiquement erroné. Ludendorff sait bien que le saillant de Verdun était la plus mauvaise base de départ pour une grande attaque, style 1916. Ce n'est pas là où l'on est déjà à moitié entouré, et par conséquent, inférieur au départ en moyens matériels et humains qu'on cherche son adversaire prévenu. Or, les moyens de l'époque ne permettaient que les procédés méthodiques de la guerre de siège, exclusifs de la surprise. Dans ces conditions, la crainte du saillant de Verdun était illusoire en 1916.

Nous en sommes sortis, en 1918, à la vérité, mais c'était à l'heure où l'armée américaine, parvenue face au nord jusqu'au delà de Montfaucon, avait libéré la rive gauche de la Meuse depuis nos anciennes lignes jusqu'aux abords de Dun-sur-Meuse. C'est alors la position allemande de la rive droite qui faisait un saillant à l'intérieur des lignes franco-américaines et non l'inverse, comme en 1916. Et c'est encore pourquoi nous avons attaqué par là.

Ce qui est vrai, c'est qu'un simple succès d'estime des Allemands, une modeste occupation de la rive droite de la Meuse, était non seulement de nature à nous éloigner de communications importantes, mais encore à améliorer sensiblement la situation des unités enfournées dans la boucle de Saint-Mihiel.

En fait, la facilité avec laquelle, en Russie, on était venu à bout des fortifications de Novo-Georgiewsk, Ossowietz, Ivangorod, Grodno, Kowno, et autres places, avait exaspéré tous les espoirs et l'on comptait bien que Verdun ne résisterait pas davantage. La ville occupée, on déboucherait sur la rive gauche et l'effet de cette invasion serait l'écroulement de tout le front français entre Saint-Mihiel et la Champagne. Et ce ne serait qu'une première étape!

Ce plan magnifique n'avait qu'une faiblesse, mais capitale. Il ne tenait aucun compte des enseignements de plus d'un an de guerre sur le front occidental. La guerre, en effet, avait clairement montré qu'une attaque isolée, si puissante soit-elle, est plus ou moins tôt vouée à l'insuccès. D'abord, elle progresse d'autant plus loin qu'elle est plus inattendue, plus forte, plus étendue en largeur, mieux outillée en artillerie, mais elle ne s'est pas plutôt manifestée que toutes les réserves stratégiques du défenseur convergent vers le front menacé. En Russie où le réseau ferré et routier est très pauvre, cet afflux des réserves se fait avec len-

teur, mais, en France au contraire, le danger n'est pas reconnu qu'il est déjà conjuré.

En ce pays, c'est prendre le problème à l'envers que de s'efforcer à rompre un front avant d'avoir au préalable épuisé les réserves de l'adversaire en les obligeant à se répartir sur toute la ligne. Or, on ne peut provoquer cet étalement que par une série d'attaques, soit indépendantes dans l'espace, soit juxtaposées sur un front de plus en plus vaste. Les réserves ainsi fixées, n'importe quelle attaque tombant sur une autre partie du front et qui réussit à l'enfoncer devient susceptible d'exploitation parce que l'ennemi n'a ni le temps, ni le pouvoir de lui rien opposer.

Les Allemands, avant la fin de la guerre, n'arriveront jamais sinon à la conception, du moins à la réalisation de cette formule de la bataille. Il est juste d'ajouter que, pour la faire passer dans le domaine de la pratique, à la manière dont les Alliés en firent application à partir du 18 juillet 1918, il ne suffit pas de la concevoir, il en faut encore avoir les moyens. Ces moyens, dès le moment où l'on possède un nombre suffisant de divisions, sont d'ordre matériel, mais ils doivent être extrêmement nombreux. Les masses d'artillerie légère et lourde, d'escadrilles, de chars blindés, de munitions, nécessaires à la mise en pratique d'une pareille tactique ne se créent qu'à force de temps, et quiconque ne les possède pas ne saurait prétendre à la

victoire décisive. Peut-être les Allemands étaient-ils dans ce cas en 1916, et leur échec était fatal. A coup sûr, c'est à peine si les Alliés étaient suffisamment pourvus, après quatre années de lutte, à l'ouverture de la campagne d'été de 1918. Auparavant, l'arme n'était pas forgée qui devait leur faire gagner la guerre.

Mais revenons à Ludendorff dont cette digression ne nous a d'ailleurs écartés qu'en apparence car nous le verrons, à la Direction suprême, incapable lui-même de pratiquer la véritable formule de la victoire.

Dès le moment où il se vit seul et faible sur le front oriental, sa pensée se porta aussitôt vers la Roumanie. Qu'allait faire cette puissance? Si, même à contre-cœur, elle se rangeait aux côtés des Empires Centraux, elle pourrait encore fournir l'appoint qui déciderait du sort de la Russie. Si, au contraire, elle prenait le parti inverse, il y avait lieu d'envisager de quelle manière, avec les seuls moyens disponibles sur le front oriental, on la pourrait vaincre ou contenir. Ludendorff ne manque pas de méditer sur ce grave problème et nous verrons qu'à l'heure où la Roumanie se déclarera en faveur de l'Entente, le plan sera fait qui doit la mettre hors d'état de nuire.

On sait qu'en mars, l'attaque allemande de Verdun, inaugurée à grand fracas le 21 février, commençait

déjà à piétiner sur place. Le fait qu'elle ait été donnée exclusivement sur la rive droite de la Meuse, alors qu'une action semblable et concomitante sur la rive gauche aurait pu produire de si grands résultats, justifie l'épithète « d'étriquée » que lui donne Ludendorff.

En mars encore, l'attaque de Verdun provoqua non seulement une offensive italienne sur l'Isonzo qui, précédant les projets autrichiens en Tyrol, en bouleversa quelque peu les préparatifs, mais encore une grande action russe dont nous allons maintenant parler.

Elle débute, le 18 mars, après une solide préparation d'artillerie de quarante-huit heures qui paraît énorme pour le lieu et pour l'époque. Elle intéresse toute la partie des lignes allemandes comprise entre Jakobstadt et Smorgon. Son but — que les Allemands ont encore connu à l'avance — vise à mieux qu'une simple diversion ; il s'agit de couper du territoire prussien toutes les troupes aventurées vers la basse Duna, et, débordant le reste du front, de le faire tomber tout entier. Elle fait de sérieux progrès, notamment au centre dans la région du lac Narotch, mais, dès la fin du mois, elle perd beaucoup de son primitif élan. Les Russes sont très supérieurs en nombre, mais ils combattent en formations aussi épaisses que surannées et font de très fortes pertes. Ils s'arrêtent n'ayant fait qu'émouvoir un peu rudement leur adversaire.

Vers la fin d'avril, celui-ci met en œuvre son artil-

lerie à la manière du front occidental et reprend, aux environs du lac Narotch, une partie du terrain perdu en mars.

Malgré tout, dès le mois de mai, la situation des Allemands redevient infiniment sombre. L'attaque de Verdun s'est muée en une terrible affaire où l'on « entasse hommes et matériel sans que la lutte fasse un pas vers la décision » ; l'attaque austro-hongroise du Tyrol, après quelques avantages, est venue buter sur le plateau d'Asiago où elle s'épuise en vains efforts ; les armées franco-anglaises se préparent manifestement à donner un vaste assaut ; les Russes conservent des forces formidables en face du front oriental allemand tout en fournissant des indices certains d'une action prochaine contre les lignes autrichiennes ; la Roumanie enfin prend une attitude de plus en plus énigmatique. Que pèse la prise de Kut-el-Amara, dans la lointaine Mésopotamie, auprès de ces funestes présages !

Le 4 juin, les Russes attaquent les Autrichiens sur tout le front compris entre le nord de Lutzk et la frontière roumaine. Tout de suite, ils remportent de grands succès. Sauf aux abords de Tarnopol, où se trouve l'Armée allemande du Sud[1], la ligne autrichienne est

1. Von Bothmer commande actuellement cette armée. Linsingen a été placé à la tête d'un groupe d'armées austro-allemand placé plus au nord.

partout enfoncée. Elle a montré une si faible capacité défensive devant un assaillant cependant très peu supérieur, que le danger apparaît immédiatement comme très grave. Hindenburg et le prince Léopold de Bavière rassemblent, pour les envoyer vers le sud, la masse de leurs unités disponibles. La Direction suprême, non moins émue, fait expédier des renforts puisés dans l'ouest où la bataille de la Somme n'est pas encore ouverte. De son côté, l'Autriche arrête net ses tentatives en Italie et envoie des secours au front menacé.

Mais, dans la région de Lutzk et vers les Carpathes, les Russes « dévorent le terrain ». Les premiers renforts allemands sont entraînés dans la débâcle de la 4e Armée autrichienne qui, d'un bond, recule sur le Stochod. C'est là que les premières grandes unités allemandes la viennent relever et former trois détachements d'armée, panachés d'Autrichiens, qui se partagent le terrain entre Pinsk et Brody[1]. A partir de leur arrivée, et non sans peine, le front reprend quelque consistance.

Plus au sud, sur le Dniester, le détachement Pflantzer-Baltin a été littéralement submergé. Là encore, il faut envoyer des troupes allemandes. Le groupe d'armées Hindenburg est épuisé au point de ne pouvoir se constituer de minces réserves qu'au moyen des ba-

1. Du nord au sud : Bernhardi, Marwitz, Litzmann ; le tout sous Linsingen.

taillons d'instruction et de réclamer des renforts au front de France. Ceux-ci n'arriveront que lentement à la place utile, car les communications en Hongrie sont mauvaises et peu nombreuses. En attendant, on recule toujours. Les Carpathes sont atteintes par les Russes. L'armée Bothmer elle-même est obligée de quitter les abords de Tarnopol pour se conformer au mouvement rétrograde.

Or, tandis que se déroulent les attaques contre la zone autrichienne, le front proprement allemand, de plus en plus dégarni, reste sous la menace de forces russes considérables. En fait, à partir de juillet, à l'heure de la bataille de la Somme, tout le front allemand de l'Est s'embrase à son tour. Malgré que les Russes aient déjà transporté beaucoup de troupes dans la région sud, là où ils ont avancé et avancent encore, ils attaquent à la fois au lac Narotch, à Smorgon, au nord-est et au sud de Baranovitchi. Le 16 juillet enfin, ils débouchent de Riga.

A ce moment, les Autrichiens cèdent un peu partout : sur le Stochod, sur le Styr, dans les Carpathes. Jetés à la hâte sur tous les points sensibles, au hasard de leur arrivée, les Allemands s'efforcent de parer aux défaillances de leurs alliés. Toutes les attaques russes sont ainsi repoussées à grand peine ou au moins ralenties, quand, le 20 juillet, apparaissent des indices d'attaques nouvelles de Baranovitchi au Styr et même jus-

qu'à Brody. Ainsi, l'offensive russe sera générale de Pinsk à la frontière roumaine. C'est le moment où la Somme bat son plein et l'on sait avec quel succès, où l'armée autrichienne d'Italie est à son tour malmenée. « Il y a de l'orage dans l'air ; les nerfs sont tendus à l'extrême » écrit Ludendorff. Ils auraient pu l'être à moins !

A la fin de juillet, sous la pression des événements toujours plus forts que l'amour-propre des hommes et même des nations, se place le premier essai d'unification du commandement sur le front oriental. Il n'aboutit d'ailleurs qu'à une demi-mesure : le partage du front, sans distinction d'Allemands ou d'Autrichiens il est vrai, entre deux chefs ; au nord jusqu'à Brody : Hindenburg ; au sud jusqu'à la frontière roumaine : l'archiduc Charles. La Direction suprême s'établit à Pless.

Ludendorff profite de ce remaniement pour visiter successivement toutes les armées qui ne dépendaient pas encore d'Hindenburg. Partout et pour cause, la situation lui est dépeinte sous les plus sombres couleurs ; partout les Autrichiens font l'objet des plus graves préoccupations. En résumé, « la crise de l'Est bat son plein ». Ludendorff ne manque pas non plus de visiter le commandement autrichien pour lui remonter le moral et le conseiller. Il tente de lui prouver que le vrai danger n'est pas dans les Carpathes où les

Russes ont réalisé la plus grande avance, mais d'où, faute de communications suffisantes, ils ne peuvent descendre en forces dans la plaine hongroise. Il ne crée pas la conviction. Le commandement autrichien a peur et la Direction suprême, qui ne résiste pas à l'idée des conséquences possibles de cette peur, s'obstine à diriger vers les Carpathes les troupes venant de l'Ouest dont Ludendorff aurait lui-même un si urgent besoin. Il n'est pas jusqu'à un corps d'armée turc — on en est réduit à faire appel aux Turcs ! — qui n'aille en Galicie au lieu de rallier Linsingen comme il était convenu. Des trois divisions de nouvelle formation destinées au front de l'Est, une est encore donnée à l'archiduc Charles et les deux autres suivront bientôt la même voie.

Quoique très alarmé, Ludendorff rentre de sa tournée décidé à tenter l'organisation défensive du nouveau front et, en ce qui regarde les unités autrichiennes dépendant d'Hindenburg, à parfaire leur instruction.

En août, les armées qu'il dirige sont réparties sur un front de mille kilomètres et l'unique réserve dont il dispose est une simple brigade de cavalerie renforcée en artillerie et en mitrailleuses ! Quelle occasion pour les Russes, si les Russes savaient se battre en économisant leurs hommes et pouvaient se battre en prodiguant leurs munitions ! Mais ils ne savent ni ne peu-

vent. Quand, plus tard, on connaîtra les déplorables conditions matérielles dans lesquelles les Russes ont lutté au cours de l'année 1915 et les pertes inouïes qu'ils ont subies de ce fait, on comprendra mieux et on admirera peut-être moins les succès allemands de cette année. On excusera aussi le manque d'instruction des troupes russes de 1916, leurs formations désuètes, et l'on prendra plus de considération pour un soldat qui, malgré tant d'infériorités, se battit superbement.

En août, après s'être usé les dents sur le front allemand, les Russes n'attaquent plus qu'au sud de Pinsk, mais ils donnent si fort que Ludendorff est obligé d'y envoyer sa dernière et petite réserve de cavalerie. En même temps, ils continuent à marteler le front autrichien. Cette fois, il faut diriger sur Tarnopol les deux divisions de nouvelle formation qui étaient primitivement destinées au front allemand. Et de même plus au sud.

Dans la région de Czernowitz, le recul autrichien est d'autant plus dangereux qu'il livre le flanc droit aux attaques possibles des Roumains dont l'attitude est de plus en plus douteuse. Au fond, tout ne tient à peu près que quand l'armée autrichienne est « farcie » de troupes allemandes. Il est grand temps.

Le 27 août, en effet, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie qui recueille ainsi le fruit de sa politique pro-magyare tandis que les Allemands — dit Ludendorff, peu tendre pour les hommes d'État de

son pays — récoltent aussi la moisson qu'ils ont semée avec autant d'incurie que d'absence de talent.

Le lendemain 28 août, Hindenburg et Ludendorff, sont convoqués d'urgence à Pless, d'ordre de l'Empereur, pour y apprendre qu'ils assument désormais la Direction de la Guerre.

Ludendorff a la Direction de la Guerre — *(29 août 1916)*. — Au 29 août 1916, la situation allemande n'est rien moins que brillante. Battu en Italie, le Chef d'État-Major de l'armée autrichienne avoue que ses troupes sont peut-être encore capables de se défendre mais qu'elles ne peuvent plus attaquer. Sur le front français, Verdun — faute immense ! — coûte de plus en plus cher et rapporte de moins en moins ; le mieux est de suspendre ces dépenses aussi excessives qu'improductives — suspendre est un mot, car depuis le jour où retentit le premier coup de canon de la bataille de la Somme, le glas des ambitions allemandes sur Verdun avait sonné —. Nul ne sait, au Grand Quartier Général, ce que coûtera la lutte sur la Somme tant est grande l'usure physique et morale qu'elle occasionne ; les consommations matérielles y sont aussi inquiétantes et les munitions sont si rares que Ludendorff en est réduit à les affecter train par train à l'une ou l'autre des armées ; faute de mieux, on se bat à coup d'hommes.

Ludendorff avoue que, s'il avait vu de ses yeux l'état des choses en France, il n'aurait peut-être pas osé donner les ordres préparatoires à la campagne de Roumanie.

Et cela était cependant bien nécessaire. Sur le front oriental, en effet — le prince Léopold de Bavière y a recueilli la succession d'Hindenburg et cédé la sienne à Woyrsch — seule la partie allemande est stabilisée; il n'en est pas de même dans la zone de l'archiduc Charles. Là, il faut s'attendre à ce que la poussée des Russes provoque de nouveaux replis. Or, c'est l'heure où l'armée roumaine s'achemine, par les passages des Carpathes du sud et des Alpes de Transylvanie, vers le cœur de la Hongrie qu'aucune troupe ne défend, qu'aucune fortification ne protège, qu'aucune bonne communication ne dessert[1]. D'un bond, les Roumains ont franchi la crête des montagnes. Dès le 29 août, Orsova, Petroseny, Kronstadt sont occupés; des patrouilles apparaissent aux abords d'Hermannstadt Si le mouvement continue, ce n'est pas seulement le groupe d'armée de l'archiduc Charles qui sera enveloppé, c'est Buda-Pesth menacé, les communications avec la Bulgarie et la Turquie coupées, la défaite en perspective.

Un tel danger prime tous les autres et il le faut conjurer. L'idéal serait de mieux faire et de refouler

1. On y forme des bataillons avec les ouvriers des mines de Petroseny !

l'armée roumaine de telle sorte que la droite du front oriental pût s'appuyer à la Mer Noire. On réaliserait ainsi, face à la Russie, une barrière, plus courte que le front actuel, impossible à déborder, vulnérable seulement au moyen d'une attaque de rupture nécessitant des moyens matériels que ni la Russie ni la Roumanie ne possèdent et ne peuvent se procurer. On durerait enfin, car on s'emparerait des céréales et des pétroles roumains. En attendant, il faut empêcher l'ennemi de continuer son avance.

On opérera donc des réductions sur tous les fronts — il suffit qu'ils tiennent —, on consolidera l'archiduc Charles et l'on opposera une digue à l'invasion roumaine sur la rivière Maros. Plus tard, on tentera, si l'on peut, d'atteindre la Mer Noire. Cependant, puisqu'on dispose de quelques forces en Bulgarie, on les lancera dans le dos des Roumains par la Dobrutscha, pour les effrayer et les ralentir[1].

1. L'Armée du Danube, dont Mackensen prend le commandement à partir du 28 août, se réduit à peu de chose : une flottille opérant sur le Danube ; de vieux gardes-frontières bulgares essaimés le long du fleuve ; un petit détachement mixte allemand venu de Macédoine vers Rutschuck ; une division bulgare au même point ; quelques détachements également bulgares, le long de la voie ferrée de Tirnova à Varna ; en cours de transport sur Varna, une division turque et quelques batteries allemandes d'artillerie lourde se déversant à la vitesse de quatre trains par jour seulement. Au total : moins de la valeur de deux corps d'armée.

Une opération de ce genre avait été prévue dans un plan établi par le précédent Chef d'État-Major Général, mais elle comportait le passage du Danube au sud de Bukarest et la marche consécutive sur cette capitale. Ce plan était mauvais. Si, pendant son exécution, les Roumains avaient débouché de la Dobrutscha, ils auraient coupé la petite armée bigarrée des Allemands et l'auraient réduite à la capitulation. C'est par la Dobrutscha qu'il faut agir et Mackensen reçoit des instructions dans ce sens[1].

Tandis que s'effectuent les préparatifs contre la Roumanie, tandis que les divisions aguerries venant de l'Ouest s'embarquent ou roulent vers la Hongrie après avoir fait place à des unités de récente formation, Hindenburg et Ludendorff se rendent sur le front francais qu'ils ne connaissent pas encore. Du 5 au 9 septembre, Ludendorff se livre à une vaste enquête sur la situation dans l'Ouest. Son effroi est grand des récits qu'il entend sur la bataille de la Somme, mais le vin est tiré — la campagne de Roumanie est décidée — il

1. L'archiduc Charles est peu flatté de cette solution ; il espérait être dégagé personnellement par une marche sur Bukarest. Les Bulgares, au contraire, sont dans la joie car ils convoitent la Dobrutscha. Cela compense leur déception de s'être vu refuser tout renfort allemand à la suite d'un récent échec à Florina où ils se sont heurtés aux Serbes (19 août) et leur mauvaise humeur du retrait de Macédoine du détachement mixte allemand actuellement à Rutschuck.

faut le boire. En tout cas, les attaques sur Verdun seront immédiatement arrêtées — on se demande d'ailleurs comment il les aurait pu continuer en même temps que la résistance sur la Somme —. Nous avons dit plus haut quelle moisson d'observations Ludendorff rapporta de ce voyage, nous n'y reviendrons pas.

Au retour, il passe par la Belgique et s'entend avec le Gouverneur Général pour la réduction des troupes d'occupation et leur remplacement par du landsturm.

Campagne de Roumanie. — (*Septembre-Décembre 1916*). — Le mois de septembre 1916 marque l'apogée de la crise allemande au cours de cette même année. Les attaques anglo-françaises sur la Somme se succèdent à brefs intervalles et gagnent chaque fois un terrain nouveau ; les Allemands en sont arrivés à ne plus toujours savoir aujourd'hui avec quoi ils se défendront demain. Les Italiens ont encore attaqué sur l'Isonzo et il est manifeste qu'une nouvelle offensive se prépare. L'armée alliée de Salonique est passée à la contre-offensive et les Bulgares, rejetés vers le nord, n'ont préparé aucune position à laquelle ils puissent s'accrocher ; il faut leur imposer un commandement allemand pour leur insuffler une nouvelle énergie[1].

1. Von Below, ancien commandant de l'Armée du Niemen, devenue par la suite 8e Armée.

Ludendorff avoue qu'il est « en équilibre sur une lame de couteau ».

C'est dans ces conditions qu'il veille aux préparatifs de l'expédition de Roumanie. Et tout d'abord, il organise le commandement. Le front oriental sera scindé en deux secteurs, tous deux soumis à sa direction : au nord, le prince Léopold de Bavière jusqu'aux Carpathes en face de Nadvorna ; au sud, l'archiduc Charles jusqu'au Danube. Celui-ci aura donc sous ses ordres : la 7e Armée autrichienne, de Nadvorna à la frontière roumaine, la 1re Armée autrichienne (von Arz) dont la zone de concentration est fixée autour de Maros-Vasarhely ; la 9e Armée allemande (Falkenhayn) qui se rassemble autour de Karlsburg, avec quelques détachements plus au sud jusque dans la région d'Orsova.

Ces concentrations ne s'opèrent pas sans peine. Dès la fin d'août, les Russes ayant exercé une forte pression en Galicie du sud et dans les Carpathes, un repli s'en était suivi. Comme la résistance de cette partie du front était indispensable pour la sécurité de l'opération contre la Roumanie, force avait été de diriger sur le Dniester trois des divisions venant du front occidental et destinées au Maros. On conçoit avec quelle amertume Ludendorff signe cet ordre, mais aussi quel mépris il professe pour ces Autrichiens incapables de défendre leur propre sol et qui périraient infailliblement si les Allemands ne se sacrifiaient pour leur

salut ! Mais le salut du fort est lié à celui du faible, et c'est « le cœur saignant » qu'il faut consentir toujours de nouveaux sacrifices !

Pendant tout le mois de septembre, la concentration allemande sur le Maros se poursuit avec lenteur. Rien ne la vient troubler. Il suffisait cependant aux Roumains de marcher pour culbuter successivement ces divisions que le mauvais réseau ferré de Hongrie ne déverse que goutte à goutte. Mais l'armée roumaine n'avance « qu'à l'allure d'un colimaçon ». Son aile gauche se fixe entre Orsova et Hermannstadt ; seule, son aile droite, en liaison avec les Russes, débouche à l'ouest de Kronstadt. Que n'obtiendrait-elle si elle descendait vite sur Maros-Vasarhely et ouvrait aux Russes les portes des Carpathes ! Si encore les Russes attaquaient en partant de la Moldavie, d'accord avec les Roumains, mais ils s'épuisent en efforts infructueux contre la crête des Carpathes !

Et, pendant ce temps, les Austro-Allemands continuent à se rassembler. Chaque jour que perd leur adversaire est un succès pour eux. Fin septembre, ils ont enfin terminé. La 1re Armée autrichienne et la 9e Armée allemande[1] se dirigeront droit à l'Est afin de rejeter les Roumains dans le fond de la boucle que fait la frontière hongroise entre la Moldavie et la Valachie.

1. Celle-ci forte seulement de 3 divisions, puis 4 (cette dernière étant d'ailleurs prélevée sur la 1re Armée autrichienne).

L'axe de marche de la 9e Armée est sur Hermannstadt et Kronstadt. Le flanc droit, par conséquent, est exposé à toutes les tentatives qui pourraient venir du col de la Tour Rouge, de la région de Petroseny et même du col de Vulkan. Le premier souci doit donc être de s'assurer la liberté en barrant ces directions. Le 19 septembre, on s'empare de la région de Petroseny[1] et, ceci fait, on y remplace les troupes allemandes par des Autrichiens. Le 26, le corps alpin allemand s'installe au col de la Tour Rouge. Dans la boucle de la frontière, l'armée roumaine avait atteint ou dépassé Szekely, Udvarhely, Fogaras. Depuis quelque temps elle ne bougeait plus à Hermannstadt. Tandis que le gros de l'armée Falkenhayn pousse droit sur cette ville et s'en empare, le 30 septembre, les Autrichiens de von Arz suivent le mouvement. On continue vers l'Est et, malgré un retour offensif bien conduit, les Roumains, en dix jours, sont ramenés sur la ligne : Campolung, Suya, Buzau, ce qui entraîne la retraite des éléments situés plus au nord et l'avance correspondante des Autrichiens.

Les Roumains sont cependant les plus forts, mais ils ne savent pas se battre comme les bandes aguerries de Ludendorff qui guerroient depuis deux ans contre

1. Le 25, les Roumains reprirent les cols mais ne poussèrent pas leur avantage.

de plus rudes adversaires ; d'autre part, ils sont inquiets pour leurs arrières.

L'offensive de Mackensen en Dobrutscha a précédé, en effet, la marche en avant des armées du Maros. Le 4 septembre, après une heureuse feinte sur Dobric, il a poussé son gros sur Tutrakan et pris, le 6, en ce même point, la valeur de deux divisions roumaines. Le 9, il s'est emparé de Silistrie puis a poussé hardiment de l'avant, la gauche collée au Danube, dans l'espoir de couper tout ce qui se trouvait encore attardé dans la région voisine de Dobric. La lenteur de mouvement des Bulgares ayant fait manquer cette manœuvre, les Roumains s'établissent, le 15 septembre, entre le Danube et la Mer Noire, sur une position organisée à l'avance et jalonnée par : Rasova, Cobadinu et Tuzla.

Turcs et Bulgares n'étant pas de force à enlever de haute lutte des organisations de cette importance, Mackensen réclame une division allemande que Ludendorff ne peut encore lui donner. Il stoppe.

La situation est la même du côté de la 1re Armée autrichienne et de la 9e Armée allemande ; toutes deux frappent maintenant et en vain « sur le dur ». La première phase de la campagne de Roumanie est terminée.

Puisque les deux groupes de forces se sont heurtés

à des obstacles difficiles à surmonter, Ludendorff va maintenant les faire manœuvrer dans leur intervalle. Le gros de la 9e Armée sera reporté vers le sud, hors du front actuel de combat, franchira les montagnes, puis, effectuant un vaste mouvement de conversion à gauche, amènera son aile marchante dans la région à l'ouest de Bukarest. Mackensen, de son côté, avec la division qui lui arrive, forcera d'abord la position roumaine de Rasova-Tuzla, puis, ne poussant que des avant-gardes jusqu'au bas Danube qu'il gardera avec peu de monde, transportera la majeure partie de ses forces en Bulgarie, passera le fleuve au plus près de Bukarest, marchera sur cette ville en liaison avec la 9e Armée.

L'un des mouvements peut aider efficacement l'autre. Par lequel commencer? Par celui de Mackensen, sans doute, car le franchissement d'un fleuve par surprise est plus facile que le forcement de passages montagneux sur lesquels l'attention de l'ennemi est attirée depuis longtemps et qui, au surplus, sont déjà couverts de neige. Mais Mackensen est faible ; la liaison avec la 9e Armée sera longue à établir ; il faut prévoir son isolement ; il serait bon, par suite, de le renforcer. Des renforts? On peut encore en trouver en affaiblissant outre mesure la partie nord du front oriental, mais quand seront-ils à pied d'œuvre — les chemins de fer sont si mauvais ! — et parviendra-t-on à céler

leurs mouvements à l'ennemi? Décidément, mieux vaut encore forcer les cols de la frontière de Valachie.

La concentration nouvelle s'opère à la fin d'octobre et au début de novembre. Pendant son exécution. Ludendorff « ferme les yeux » pour ne pas voir les dangers qui le menacent sur tous les fronts. En France, la Somme continue à battre son plein et les Allemands en arrivent à considérer comme un cordial à leur armée, qui n'en peut plus, l'infime succès local de la Maisonnette! Et, le 24 octobre, les Français attaquent encore à Verdun, s'emparant des forts de Douaumont et de Vaux, fournissant au monde la preuve irréfragable de la défaite allemande. En novembre débute une offensive italienne sur l'Isonzo. En Macédoine, les Bulgares, décidément démoralisés, reculent jusqu'aux environs de Monastir, et ce sont encore quelques bataillons allemands qu'il faut sacrifier pour limiter leur reculade. Enfin les Russes, à l'ouest de Lutzk, se livrent aussi à des assauts répétés ; ils attaquent également la 1re Armée autrichienne qu'on doit, une fois de plus, renforcer avec des troupes bavaroises récemment arrivées.

Malgré tout, Ludendorff qui ne peut d'ailleurs rien faire d'autre, car il faut que l'Allemagne vive l'hiver prochain et que le front atteigne le Sereth pour être plus court et donner quelques disponibilités, Ludendorff s'obstine dans son plan.

A partir du 19 octobre, en trois jours, Mackensen enlève la position de Rasova-Tuzla. Le 23 et jours suivants, il atteint la ligne : Tschernavoda-Constanza, et veut poursuivre avec toutes ses forces selon sa coutume. Ludendorff lui envoie l'ordre impératif de préparer son passage au sud de Bukarest et de déboucher du Danube avec le gros de ses forces dans la seconde quinzaine de novembre. Mackensen fait choix, pour passer, de la région de Swistow-Zimnica, ce qui sourit à Ludendorff car l'Armée du Danube se rapprochera ainsi dans le moindre délai de l'aile droite de la 9e Armée.

Pendant ce temps, les deux armées de Hongrie ont marqué le pas. Il s'agit maintenant de les jeter au delà des montagnes. A la Tour Rouge, qu'on possède tout juste, les Roumains sont sur leurs gardes et ils s'y sont bien battus jusqu'ici. On passera donc plus loin dans l'ouest, quelque inconvénient que cela présente. En effet, à la fin d'octobre, une tentative est faite sur les cols Szurduk et Vulkan ; faute de préparatifs suffisants, elle échoue. Le 11 novembre, on recommence avec des forces considérables et une organisation meilleure ; on passe et pousse rapidement sur Crayova qui est atteint le 21. Le 23, on est à l'Est de Caracal[1].

1. Les Roumains aventurés à Orsova posent les armes après un essai de retraite et une brillante résistance.

Toute la gauche, entraînée, suit mais péniblement sur Valcea, Kurtea.

Ce même jour, 23 novembre, par un épais brouillard, Mackensen franchit le Danube à Zimnica et s'avance dans la direction de Bukarest. Le 30, il conquiert les passages de la rivière Njelow, en face de la capitale roumaine. Mais, à ce moment, la 9e Armée est encore à 80 kilomètres en arrière de sa gauche. Le 1er décembre, son flanc gauche est aux prises avec une forte contre-attaque roumaine et vivement repoussé; les troupes qui ont passé la rivière Njelow sont menacées d'être coupées. Une division turque est seule à ralentir l'ennemi. Elle n'y suffirait pas si les Roumains, exploitant leur succès, marchaient plus vite. Mais ils tardent et l'aile droite de la 9e Armée qui se hâte est, le 3 décembre, en situation d'intervenir.

Les Roumains ne défendent pas Bukarest. Dès lors, la marche de l'envahisseur continue presque sans arrêts jusqu'à la ligne : frontière sud de la Moldavie, rivière Putna, bas Danube. Les Roumains se retirent dans le meilleur ordre possible, faisant très honorablement tête en certains points. Les Russes, trop tard, viennent les appuyer. Pour des raisons encore inexpliquées, ils n'ont pas jusque-là respecté les conventions établies[1].

1. Ludendorff profite de la jonction de ses deux armées pour en constituer un groupe aux ordres de Mackensen et indépendant de l'archiduc Charles

Ainsi se termine l'année 1916. Partout l'armée allemande a résisté ou a conquis du terrain. Elle a un pressant besoin de repos. L'Allemagne va désormais pouvoir vivre plus largement grâce aux ressources prélevées sur la Roumanie vaincue. « L'Allemagne, l'Autriche et la Turquie, dit Ludendorff, furent ainsi sauvées de la famine ». C'est bien en effet le principal avantage de cette brillante campagne où Ludendorff avait encore une fois démontré la valeur de ses conceptions stratégiques.

1917

Recul volontaire sur le front français. — Que sera la campagne de 1917? Elle n'apparaît ni simple à concevoir, ni propre à fournir une solution encourageante. Pour tout dire, elle est sans issue, sans issue militaire tout au moins. D'où des tentatives de négociations, d'où la déclaration de la guerre sous-marine à outrance qui tranchera — on le pense — ce nouveau nœud gordien.

L'avenir est orageux, en effet. La France comble ses pertes et se fortifie même par le recrutement des indigènes de ses colonies. L'Angleterre complète son armée, grâce au service obligatoire. La Russie ramène ses divisions de 16 à 12 bataillons, dédouble ses batte-

ries, crée des unités nouvelles qui augmentent considérablement la souplesse de ses manœuvres. La Roumanie est réduite, mais ce qui demeure de son armée est en bon état moral et l'on doit compter que les instructeurs français la remettront bientôt sur un pied très honorable, car les affinités de race hâteront le résultat. Venizelos s'efforce à former des unités grecques dont s'enrichit l'armée de Salonique. Dans le domaine matériel, l'Entente développe sans cesse sa production; sa main-d'œuvre est abondante et les matières premières ne lui manquent pas; la vie de ses peuples suit son cours normal; le Japon et les États-Unis lui fournissent une aide quasi-illimitée.

En Allemagne, c'est l'image inverse. On crée bien 13 divisions nouvelles, mais il faut les prendre sur les unités existantes. On a tenté de faire une armée polonaise au service de l'Allemagne ; il a fallu bien vite y renoncer. Les usines nationales sont incapables de soutenir, même de loin, l'allure de l'adversaire. Il faudrait à la nation un formidable sursaut d'énergie pour se tirer avec honneur de cette angoissante situation. Le lui donnera-t-on ?

En tout cas, le danger peut être imminent. Les Alliés, avertis, attaqueront sans doute dès les premiers mois de 1917. Il faut y pourvoir. En septembre, déjà, Ludendorff avait ordonné la construction de fortes positions de repli en arrière du front à ce moment

occupé[1]; des milliers de travailleurs y ont été appliqués. Il ordonne aussi de faire des économies sur la garde des secteurs et fait passer les divisions en réserve dans des camps d'instruction où il les dresse minutieusement au combat défensif. Il veille à l'entretien matériel et moral des armées. Il réclame à grands cris du Gouvernement d'élever l'âme de ses compatriotes jusqu'à l'acceptation des plus durs sacrifices, car l'armée allemande est sûrement condamnée à recevoir désormais les coups sans les rendre.

Dès la fin de 1916, il a également fait un plan de recul sur la position Hindenburg. Ce plan comporte, en dehors de la destruction des voies ferrées, routes, canaux, ouvrages d'art et d'une manière générale de tout ce qui peut favoriser les opérations militaires, la dévastation complète et systématique d'une bande de terrain, profonde de 15 kilomètres, en avant de la nouvelle ligne.

Aux yeux de Ludendorff, cette décision monstrueuse est d'une logique irréfutable. Et, en effet, une fois établies sur la position Hindenburg, ses troupes y seront à beaucoup moins de 120 kilomètres des terminus des lignes ferrées françaises. En attendant la réfection complète de ses communications, l'ennemi

1. La principale va d'Arras, par Saint-Quentin et la Fère, à Vailly. Elle est généralement connue sous le nom de « position Hindenburg ».

restera donc en situation d'être ravitaillé en vivres, munitions, matériel de toute sorte par convois automobiles ou hippomobiles, c'est-à-dire de se créer, avec une relative rapidité, une nouvelle base d'attaque. Mais, s'il ne trouve lui-même sur place ni les moyens de s'abriter, ni ceux d'organiser des ateliers, des parcs, des dépôts, tout ce qui constitue enfin les nécessités de la vie quotidienne, si, pour se fortifier, il ne rencontre dans le pays aucun matériel utilisable, la durée de son inaction forcée sera singulièrement accrue. Et c'est pourquoi Ludendorff a le monopole d'élever le désert, fait de main d'homme, à la hauteur d'un procédé militaire courant. C'est tout juste si « l'on ne doit pas empoisonner les puits ».

Cette œuvre de haute civilisation s'accomplit en février. A ce moment, on sait déjà, par un document saisi, que les Français attaqueront sur l'Aisne en avril ; on se doute bien qu'ils ne resteront pas inactifs entre la Somme et Noyon ; on connaît les préparatifs anglais dans la région d'Arras. Le moment est venu de se replier.

La retraite commence le 16 mars et s'effectue sans encombres, en quelques larges bonds. De ce côté, Ludendorff est donc libre pour quelques mois. Sûr de n'avoir aucune attaque à redouter sur sa nouvelle position, il va pouvoir la tenir avec le minimum de forces et appliquer les économies ainsi faites à repousser les attaques attendues.

Attaques franco-anglaises d'avril et mai 1917. — Au début d'avril 1917, Ludendorff a le plus ferme espoir de tenir. La situation extérieure est ici favorable, là défavorable, mais la bonne note domine. Le calme règne en Italie. En Macédoine, des attaques ont été repoussées. La Russie a fait une révolution qui la paralyse au moins pour quelque temps. Les Anglais se sont bien emparés de Bagdad et Enver qui veut reprendre cette ville demande un corps d'armée allemand, mais c'est une entreprise à longue échéance et il suffira de lui envoyer un général (Falkenhayn) et quelques bataillons ; les embarras qu'on peut susciter là-bas à l'Angleterre justifient ce léger sacrifice. Le point le plus noir est la déclaration de guerre des États-Unis, mais l'orage est lointain. Si l'on tient en France, on tiendra donc partout.

En France, dans une attaque partielle près de Maisons de Champagne, vers le milieu de février, on a pris un ordre de la 2e division d'infanterie, daté du 29 janvier et annonçant une grande attaque sur l'Aisne pour avril. Dès lors, Ludendorff se moque des bruits qui courent sur des projets d'offensive française en Lorraine et en Haute-Alsace, et prend ses précautions Il libère une armée — son front étant plus court, il le peut facilement — et l'introduit de part et d'autre de Reims ; il met dans les secteurs calmes les divisions de création récente et les remplace aux bons endroits

par celles qui rentrent de Roumanie ; il envoie en Russie toutes les unités peu aptes à la bataille et fait revenir de l'Est ses meilleures troupes ; il pousse l'instruction de celles au repos et les dresse à intervenir rapidement, en partant de l'arrière, contre un adversaire ayant forcé les défenseurs de la première position ; il utilise les innombrables travailleurs de la ligne Hindenburg à construire de nouveaux retranchements qui doublent ceux des zones menacées ; il constitue de vastes dépôts de munitions. Dans ces conditions, il espère bien tenir en France jusqu'à ce que la guerre sous-marine ait donné les résultats promis.

Le 9 avril, les Anglais attaquent à Arras et remportent un grand succès ; les divisions d'intervention, cependant placées à l'avance car l'affaire était prévue, ont mal joué. Anxieux, Ludendorff se demande si sa théorie défensive supportera l'épreuve de la réalité ; il interroge les exécutants, acquiert la conviction que des fautes ont été commises et qu'il a raison. La brèche n'en est pas moins large de 12 à 15 kilomètres et profonde de six, et les Anglais frappent toujours. Le 12 avril, ils montent sur la crête de Vimy. Jusqu'au commencement de mai, ils pousseront avec une telle ardeur que l'armée qui leur fait face songera à reculer sur une position à 10 kilomètres en arrière, mais tout se tassera peu à peu.

Cette défense avait déjà aspiré un matériel et des forces considérables quand, le 16 avril, s'était produite l'attaque française sur le Chemin des Dames et la basse Vesle. Le premier jour, on avait perdu le saillant de Vailly, mais en restant accroché aux pentes de l'Aisne. Sur la Vesle, les divisions d'intervention avaient bien manœuvré et les Français avaient été rejetés après une profonde pénétration dans la position.

Le 17, les hauteurs capitales de Moronvilliers sont perdues, les divisions d'intervention s'étant engagées prématurément. Ces hauteurs sont capitales, en raison de leurs vues étendues vers le nord; on tente de les reprendre le 19, mais l'échec est complet. Cependant, le point culminant de l'action est passé. Toutes les tentatives françaises du début de mai ne sont pas à craindre, le front est maintenant trop bien organisé et les troupes trop en ordre.

A aucun moment, la crise n'a eu l'acuité de celle de 1916. Puisque les Russes n'ont pas attaqué au printemps, « leur révolution a sauvé les Allemands des pires calamités ».

Ludendorff s'attend à ce que la séance continue. Les Anglais, le 7 juin, s'emparent, en effet, de la boucle de Wystchaete et cela pourrait bien déceler quelque projet ultérieur en Flandre, mais on a foi dans la capacité de résistance du front et, jusqu'en juillet, on

arrive non seulement à constituer des réserves, mais encore à faire quelques essais plus ou moins heureux de rectifications partielles du front.

Attaques russo-roumaines de juillet et août 1917. — Le 1er juillet, les Russes attaquent en Galicie. Ils tombent sur les Autrichiens et rien ne les arrête. Leurs projets sont grandioses : ils veulent déboucher de Riga, de Dunaburg, sur le lac Narotch, à Smorgon, du front compris entre Tarnopol et l'extrémité des Carpathes. Là sera leur effort principal.

Tout cela est connu, comme de coutume, du commandement allemand qui prépare deux contre-attaques : l'une sur Riga, l'autre en Galicie orientale, et demande les renforts nécessaires. La Direction suprême, désormais portée à accueillir favorablement les propositions qui visent à la destruction de l'armée russe, envoie six divisions qu'elle a péniblement arrachées aux commandants d'armée du front Ouest. Cela suffira-t-il ? Toute la question est de savoir comment se battront Russes et Autrichiens.

Or, le 1er juillet, les Autrichiens ont fui et se sont rendus en masses, et de même le 4 juillet. Les Allemands et les Turcs, au contraire, se sont bien comportés. Les 6 et 7, les Russes sont parvenus au sud du Dniester jusqu'à la Lomnitza. Bien qu'une division allemande, envoyée à la rescousse, ait été entraînée

dans la débâcle autrichienne, les Russes n'ont pas eu très grand mérite. Néanmoins, la situation devient critique pour les Austro-Allemands.

Au prix de quelques unités purement allemandes un peu partout réparties, on parvient à ralentir sensiblement la progression de l'ennemi, et la contre-attaque préparée est prête à déboucher.

Elle s'ébranle le 19 juillet seulement, retardée par le mauvais temps. Le 19 juillet ! C'est le jour où le Reichstag vote sa résolution de paix. Quel dommage qu'il n'ait pas connu à temps la brèche de 20 kilomètres et le bond de 15 que l'armée vient de faire en un seul jour. Le 23 juillet, Tarnopol est repris ; la retraite russe s'accentue entraînant les défenseurs des fronts voisins. On pense alors à entamer une opération de grand style en mettant en branle toutes les troupes jusqu'à la Bukovine.

Le 23 août, Kimpolung et Czernowitz étant dépassés, le Pruth est atteint. Impossible de pousser plus loin : les Autrichiens, à bout de souffle, donnent un spectacle effrayant, et les Allemands sont vraiment trop peu nombreux pour agir seuls. Et puis, il y a aussi les Roumains qui, sous « l'impulsion d'officiers français, ont acquis une telle solidité que tout succès stratégique paraît interdit ». Les attaques s'arrêtent donc et le feu s'éteint progressivement.

Aux yeux du monde, la Russie est militairement

battue. Pour la renverser, un dernier ébranlement suffira : le coup sera porté vers Riga afin que le bruit s'en fasse mieux entendre à Petrograd. Ceci fait, les troupes de Riga viendront en Moldavie terrasser sans difficultés les restes de l'armée roumaine. Alors, la tâche qu'il rêvait depuis 1914 étant accomplie, Ludendorff pourra concentrer toutes ses forces contre la France et l'Angleterre et terminer la guerre militairement, au lieu de s'en remettre pour la décision à l'action problématique des sous-marins.

Les attaques alliées de la fin de l'année — Riga-le Piave. — Au moment (31 juillet) où débute l'attaque franco-anglaise des Flandres, Ludendorff maintient obstinément son plan de battre la Russie et la Roumanie d'abord dans deux attaques prévues à Riga et en Moldavie. Il se refuse donc à renforcer les corps de l'Ouest au détriment des deux attaques en question. Et cependant les armées du front occidental sont soumises à de dures épreuves. L'attaque franco-anglaise est menée avec un luxe de moyens matériels dont les précédentes batailles n'ont encore jamais donné la notion ; les pertes en hommes et en canons sont immenses ; pendant le mois d'août et une partie de septembre, les réserves fondent avec une effrayante rapidité. A Verdun, les 20 et 21 août, une nouvelle attaque française revêt la même forme implacable et le

même caractère méthodique qui rend vain le jeu jusque là si fructueux des divisions d'intervention.

Malgré « l'angoissante » usure de forces provoquée par ces rudes combats, Ludendorff persiste dans sa décision d'attaquer sur la Duna et donne les ordres d'exécution. En revanche, il est contraint d'abandonner son projet d'attaque en Moldavie. Les Italiens, en effet, ont attaqué une fois de plus sur l'Isonzo et l'Autriche crie désespérément au secours. Si elle n'est promptement appuyée par des troupes allemandes, la prochaine attaque trouvera ses armées à bout de résistance et elle ne répondra plus de rien. La mort dans l'âme, Ludendorff décide donc de porter en Italie les divisions qu'il comptait utiliser contre les Roumains, mais, à tant faire que de les y envoyer, ce ne sera pas pour y passer leur temps dans l'oisiveté relative d'une occupation de secteur : elles attaqueront.

Les préparatifs de ces diverses actions sont en cours lorsque le feu se rallume sur le front de Flandre. Les 20, 21 et 26 septembre, de furieuses attaques anglaises gravissent les hauteurs entre Ypres et Roulers. Elles sont limitées de telle sorte que le système des divisions d'intervention fait définitivement faillite. Ludendorff interroge, cherche un procédé nouveau, hésite et expérimente à grands frais, puis finit par adopter l'idée d'une zone de combat avancée, tenue par de simples éléments mobiles, et qui sera

abandonnée au moment de l'attaque pour démasquer la véritable défense reportée plus en arrière. Il espère mettre ainsi l'ennemi pendant plus longtemps sous le feu de son canon et l'attendre, à peu près brisé déjà, sur la position arrière. Il organise aussi l'observation de l'artillerie, réglemente les concentrations de feux dont ses batteries ne font encore qu'un usage malhabile, essaie, par tous les moyens, de limiter une dépense en hommes, qu'à ce train, il ne pourra bientôt plus soutenir.

Avec octobre, la lutte recommence. Les 2, 3, 9 et 12, la ligne allemande est encore soumise à de grands assauts. Sur plusieurs points, elle est enfoncée, et cela continue les 22, 26, 30, les 6 et 10 novembre !

Le 22 octobre encore, les Français ont attaqué au nord de l'Aisne, à la Malmaison. Cette offensive était prévue et Ludendorff en eût voulu éviter les conséquences en faisant replier le front au nord de l'Ailette. Le commandant de l'armée intéressée crut avoir pris de si minutieuses précautions qu'il était sûr de résister. Il fut tout simplement balayé, fournissant une preuve nouvelle de l'impossibilité de défendre une position soumise au feu intense et prolongé d'une artillerie très puissante. Quelques divisions disparurent encore dans cette tourmente dont la conséquence fut l'évacuation forcée du Chemin des Dames. Ludendorff avoue que l'abandon de cette position dont la garde

lui avait coûté si cher, lui fut particulièrement pénible, mais le fait le plus grave était l'épuisement vers lequel marchaient ses troupes du front Ouest. Il avait beau procéder à de vastes échanges d'unités avec le front oriental — où les affaires de Riga venaient de se terminer heureusement — les troupes aptes à la bataille n'arrivaient jamais ni assez vite, ni en quantité suffisante.

Une de ces divisions retour de Russie tenait le front de Cambrai. On l'y avait mise parce que ce front était calme et qu'elle était composée d'hommes de vieilles classes. Une attaque était improbable, la défense étant étalée et sans profondeur. Le 20 novembre, sans aucune préparation d'artillerie, les Anglais l'assaillent avec une ligne mouvante de chars d'assaut, l'enfoncent et pénètrent profondément dans la position. Ludendorff éprouve un grand émoi. Fort heureusement pour lui, les Anglais ne sont pas suffisamment en force pour exploiter leur succès initial. Des renforts allemands, un peu partout puisés, sont acheminés en toute hâte vers la brèche. Le 22 au soir et le 23 au matin, ils mettent une digue à l'invasion anglaise. Le 26, ils la contre-attaquent bien qu'elle soit elle-même renforcée, et regagnent une grande partie du terrain perdu. La bataille de Cambrai se termine le 6 décembre, — nouvelle expérience de l'impossibilité d'exploiter une rupture quand le défenseur est encore en possession

de ses réserves. — Néanmoins, elle permet à Ludendorff d'enregistrer un succès offensif, ce qui ne lui était pas advenu depuis un an et demi sur le front occidental. Sa satisfaction se double de la connaissance des victoires remportées par ses troupes de Russie et d'Italie.

Riga — (*Septembre-octobre 1917*). — La campagne de Riga se fit en deux temps, sous la direction de von Hutier. Le 1er septembre, les Allemands franchirent la Duna au sud-est de Riga. Ils n'y eurent pas grand mérite car, depuis longtemps, de nombreux conciliabules se tenaient entre soldats des deux camps et les Russes n'opposèrent pas une bien héroïque résistance. Ceux de Riga évacuèrent à temps leur tête de pont. Les Allemands organisèrent aussitôt une position entre la Duna et le golfe de Riga.

Le 11 octobre, la flotte allemande, transportant une division d'infanterie et une brigade cycliste, mit la main sur les îles dudit golfe ; le flanc gauche de la position terrestre se trouva ainsi protégé.

L'avenir s'étonnera peut-être que l'expérience de Riga ait servi de modèle aux attaques de 1918 sur le front français. Les procédés n'ont aucune valeur intrinsèque ; leur réussite exige qu'ils soient adaptés à la fois à ceux qui en font usage et à ceux contre qui on les emploie. En France, ni les conditions générales,

ni l'adversaire n'étaient ce qu'ils furent en Russie à la fin de 1917.

Après cette double campagne, l'avantage remporté par l'Allemagne était considérable. Sans même attendre que l'armée russe en décomposition ait imploré une suspension d'armes, on pouvait entamer les mouvements de troupes de l'Est vers l'Ouest. Vers la fin de novembre, en effet, les trains commencèrent à transporter sans arrêt vers la France plus de la moitié des 80 divisions que l'Allemagne entretenait en Russie. Ne fallait-il pas qu'au printemps de l'année suivante la presque totalité de l'armée allemande pût donner, sur le front occidental, son dernier et décisif effort !

Ludendorff était prêt d'ailleurs à entrer en pourparlers avec les Russes. Il avait eu la précaution de rédiger son projet d'armistice et de le faire approuver. Les conditions en étaient douces parce qu'il les voulait rendre immédiatement acceptables. Il avait d'ailleurs obtenu de conduire les négociations, de crainte que quelque imprudence ne les fît échouer. L'heure sonna le 26 novembre et l'armistice fut conclu le 15 décembre. Avec la Roumanie, on avait déjà signé le 9 du même mois.

Mais la médaille, si brillante au point de vue militaire, avait aussi son revers. Le prince Léopold de Bavière avait beau répondre de l'esprit de ses troupes,

ce n'est pas sans raison que le Commissaire du peuple Krylenko avait demandé, et obtenu, qu'en certains points du front, désignés comme zones de passage, un trafic s'établit entre soldats allemands et russes. Là était le danger, et Ludendorff qui ne l'ignorait pas en voyait sa satisfaction diminuée, mais il avait dû consentir puisqu'il voulait, à tout prix « une conclusion rapide ».

Le Piave — (*Octobre-novembre 1917*). — L'attaque contre l'Italie débute le 24 octobre. Les préparatifs en ont été longs dans une région montagneuse — celle de Tolmein — mal reliée à l'arrière par deux routes étroites. Effectués dans le plus grand secret — mise en place de l'artillerie sous la seule protection de bataillons austro-hongrois, amener en ligne au dernier moment les six divisions allemandes constituant la 14e Armée — ils n'avaient cependant pas échappé aux Italiens qui, sûrs d'eux-mêmes, avaient cru pouvoir supporter le choc. L'attaque proprement dite fut faite par les Allemands. Elle visait la ligne de hauteurs qui borde l'Isonzo et dont l'altitude, en un point, atteint 1 640 mètres. Une seule division, pénétrant d'abord dans la vallée, devait tenter une action de flanc.

Le 25 octobre, les hauteurs furent conquises et, deux jours plus tard, une poussée dans la direction du haut Tagliamento fit vaciller le front italien. Ordre fut

donné au commandant de la 14e Armée de pousser ferme par ses deux ailes, afin de capturer toutes les forces italiennes attardées sur la rive gauche du fleuve. Le 10 novembre, la 14e Armée fit effectivement 60 000 prisonniers. Le 1er décembre, le Tagliamento fut atteint sur tout son cours en aval de Talmezzo.

Si, à ce moment, les Autrichiens du Tyrol étaient descendus dans la plaine, les armées italiennes auraient couru un grave danger. Depuis longtemps, Ludendorff avait demandé que cette manœuvre fût préparée, mais elle ne put avoir lieu à temps. Pour y suppléer, les Allemands, franchissant le Tagliamento, poussèrent des forces importantes sur Feltre et le massif montagneux qui court entre Brenta et Piave ; elles se heurtèrent aux défenses du Mont Grappa qu'elles ne parvinrent pas à emporter.

Le Piave était atteint, mais ses eaux rapides rendaient une attaque de front d'autant plus hasardée qu'on était maintenant très loin de la base de départ et que des divisions anglaises et françaises étaient signalées en Italie. Ludendorff arrêta les frais.

Les plus clairs bénéfices de l'opération consistaient en ce que l'Entente avait dû détacher des forces en Italie et que l'Autriche, rassérénée, n'assourdissait plus la Direction allemande de ses craintes et se disait même capable de continuer la guerre. Minces béné-

fices cependant, car l'Allemagne n'était pas encore en état de profiter de l'affaiblissement momentané du front français, car l'armée autrichienne, peut-être capable d'exercer une action de présence, n'était cependant pas restaurée au point de pouvoir manier la seule arme qui pût être utile à son allié : l'attaque.

1918

Première ruée allemande sur le front français — (*Mars-avril*) — Le but que Ludendorff poursuivait depuis 1914 est désormais atteint : la Russie est à terre. Toutes les forces allemandes peuvent être concentrées contre les Anglo-Français. Jamais, depuis 1914, la comparaison des forces en présence n'a été plus favorable aux Allemands ; jamais, grâce à leur transport opportun, les divisions n'auront été mieux et plus minutieusement dressées au genre d'action qu'elles vont entreprendre. L'année qui commence s'ouvre enfin sur la perspective d'une fin victorieuse de la guerre.

Ces divisions, dont le nombre dépasse deux cents, comment Ludendorff va-t-il les employer et sur quels points ? Remarque curieuse, cet homme qui, en Russie, professait si volontiers que l'art était de procéder par deux attaques au moins, n'en prévoit, sur le

front de France, qu'une seule, grandiose il est vrai, mais unique tout de même. C'est l'erreur initiale qui, à moins d'un hasard sur lequel un chef d'armée ne doit jamais compter dans le sens favorable, fera l'impuissance de tentatives gigantesques. Nous aurons à y revenir.

Quant au point d'application, Ludendorff hésite entre trois secteurs : 1° Ypres-Arras ; 2° Arras-Saint-Quentin avec prolongement sur la Fère ; 3° les deux rives de la Meuse en aval de Verdun. Le premier est stratégiquement favorable. Si l'on s'emparait de Calais et de Boulogne, le front serait réduit, l'Angleterre plus directement menacée et à plus courte portée, le Pas-de-Calais dominé, la Belgique effacée de la carte. En revanche, le terrain n'est réellement praticable qu'à partir d'avril — or, le temps presse — et les Anglais sont en forces. Le troisième secteur est également bien gardé et la nature montagneuse du pays est capable de ralentir sensiblement le mouvement ; la parade pourrait se produire à temps. Reste le front central qui offre un terrain praticable à toutes les armes en toute saison et qui n'apparaît pas comme très solidement défendu. Sans doute, il mène au champ d'entonnoirs inhospitaliers de la bataille de la Somme, mais, en marchant d'Est en Ouest, il mène aussi au point de soudure entre Anglais et Français ; il conduit encore à Amiens, véritable nœud entre les

deux armées de l'Entente, et, d'Amiens, avec un peu de bonheur, on peut espérer rejeter l'armée britannique sur le littoral.

Au surplus, Ludendorff ne veut pas voir aussi loin. Il recherche d'abord le succès tactique ; les considérations stratégiques n'ont pour lui qu'une importance secondaire. Du moins, il l'affirme.

Cette affirmation surprend. Ludendorff, en Russie, a toujours visé des buts stratégiques ; il n'ignore pas que les premiers succès comme les premiers revers des Allemands en 1914 n'ont été que les conséquences de manœuvres stratégiques. Les armées françaises n'auraient pas été contraintes de reculer de Charleroi jusqu'à la Marne et au delà, si elles n'avaient été débordées sur leur gauche par un mouvement exclusivement stratégique et qui n'eut aucune victoire tactique à remporter. De même, la bataille de la Marne a été gagnée par les Français autant et sinon plus par la menace de l'Armée de Paris sur le flanc extérieur allemand que par la résistance opposée de front sur tout le reste de la ligne. Or, notre Armée de Paris eut encore bien plus l'air de déborder qu'elle ne déborda effectivement. Elle subit même un échec tactique et cependant sa position dans l'ensemble, sa position stratégique, développa chez l'ennemi une crainte si vive que les mesures prises pour y parer déterminèrent la retraite générale. Il est tout à fait vain de vouloir

ignorer la stratégie. Le dispositif stratégique porte en lui sa vertu propre; c'est un fait dont on pourrait citer mille exemples.

Nous entendons bien, qu'en 1918, il s'agissait de battre un adversaire dont les deux ailes ne pouvaient être débordées. Nécessairement, il fallait débuter par une victoire tactique, mais c'est alors dans la direction donnée à cette attaque qu'il fallait viser la réalisation d'une situation stratégique qui mît le défenseur devant d'inéluctables et graves conséquences. On conviendra, par exemple, que si les Français avaient pu partir de la rive gauche de la Meuse et des abords de l'Argonne pour s'approcher, après une première victoire tactique, de la région de Mézières, ils auraient placé les Allemands dans la nécessité d'évacuer la Champagne et l'Aisne, et par retentissement d'autres points encore, parce que les communications des troupes de Champagne et de l'Aisne passaient précisément par la région de Mézières.

On conviendra encore que l'attaque française, en préparation pour le 14 novembre — trois jours après l'armistice — à l'Est de Metz, avec direction vers la Sarre moyenne, aurait obligé les Allemands, leur front rompu, à reculer toute leur ligne depuis Metz jusqu'à la Belgique. Le succès tactique n'aurait été, là encore, que l'amorce d'une situation stratégique désastreuse pour l'ennemi.

Au surplus, Ludendorff ne dédaigne pas les considérations stratégiques autant qu'il en veut avoir l'air, puisqu'il songe à séparer Anglais et Français et à rejeter les premiers sur la mer, puisqu'il veut atteindre Amiens qui est le point vital de jonction des deux Alliés. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'Amiens était bien loin de la base de départ — Saint-Quentin — de l'attaque tactique qui y devait aboutir et qu'il eût été préférable de faire choix d'une direction centrale d'attaque qui menât à la mer par un chemin plus court. Cette direction était, par Lens et Saint-Pol, vers l'embouchure de la Somme.

Au demeurant, si Ludendorff parle peu ou même fait fi de la stratégie, ne serait-ce pas que les visées ambitieuses qu'il avait assignées à la sienne ne se sont jamais réalisées?

Quoi qu'il en soit, quatre armées vont s'élancer à l'assaut du front franco-anglais qui court des abords Sud de Saint-Quentin à Arras[1]. Plus à gauche, une cinquième armée partira de la Fère et, au fur et à

1. Il était logique de mettre ces quatre armées aux ordres d'un même chef, mais alors le commandement de Ludendorff eût été une superfétation. Son rôle aurait été réduit à celui de fournisseur supérieur de moyens, sans action directe sur les opérations. Ludendorff veut, au contraire, exercer personnellement la direction de la bataille, et, dans ce but, il place en plein milieu de la zone d'attaque la ligne de séparation de deux groupes d'armées,

mesure des progrès de sa voisine, s'avancera vers Chauny et Noyon. Plus tard encore, on élargira les deux bords de la brèche en attaquant, d'une part sur Arras et plus au Nord, d'autre part au Sud de l'Oise en direction de Coucy. La moitié de l'armée allemande va se trouver impliquée dans ces vastes opérations[1].

La fin des préparatifs qui ont été menés dans le plus grand secret a été depuis longtemps fixée au 20 mars. Ils sont achevés à cette date et l'attaque peut partir le lendemain. Faut-il attendre que l'emploi intensif d'obus à gaz que l'on compte faire soit favorisé par un vent plus favorable? Ludendorff hésite puis se décide à prononcer le lâchez-tout.

Le 21, à 4 heures du matin, une formidable préparation d'artillerie écrase d'abord les batteries de la défense puis, continuant à les neutraliser, se reporte en majeure partie sur les tranchées à conquérir. L'assaut est donné à 9 heures, sous la protection d'un barrage roulant dont l'allure a été méthodiquement réglée.

Des quatre armées d'attaque, une seule — celle qui encadre Saint-Quentin — fait de très grands pro-

se faisant ainsi directeur et arbitre nécessaire. Ce trait peint l'homme.

1. L'armée allemande, à cette heure, compte 206 divisions dont 4 de cavalerie à pied.

grès. Celles du centre n'ont pas avancé autant qu'on l'avait espéré ; celle de droite est nettement arrêtée au Sud d'Arras. Dès lors, tout pivote autour de ce point fixe; l'armée de la Fère est entraînée par celle de Saint-Quentin.

Le 25 mars, les Allemands ont dépassé la ligne Péronne, Nesle, Chauny; le 27, c'est Albert, Montdidier et Noyon qui sont atteints. Partout les Anglais sont en retraite, mais les divisions françaises commencent à faire leur apparition sur le champ de bataille.

Tous les efforts des Allemands s'appliquent alors sur Amiens dont les Français barrent la route. La force offensive de leur attaque s'épuise déjà ; leurs ravitaillements n'arrivent plus qu'avec difficulté. Ils n'avancent ni dans la direction d'Amiens, ni dans une attaque donnée le 30 mars entre Montdidier et Noyon, du moins autant qu'ils l'espèrent. Le 4 avril, une tentative, partant d'Albert et visant le débordement d'Amiens par le Nord, donne moins de résultats encore. La bataille est décidément terminée. Quelques soubresauts, et elle se calme.

Des deux essais d'élargissement de la zone d'invasion, celui dirigé contre Arras et le terrain au Nord avait eu lieu le 6 avril, mais l'armée qui le tenta n'agissait pas « sous une bonne étoile » ; il s'était soldé par un échec. Celui du Sud, sur la rive gauche

de l'Oise, avait bénéficié de l'avance accomplie sur la rive droite ; il avait conduit les Allemands sur la basse vallée de l'Ailette.

En résumé, grand succès tactique dont Ludendorff, non sans raison, se déclare très satisfait. Il est fort possible que « ce brillant fait d'armes vive éternellement dans l'histoire du monde » ; il est même certain que « dans la quatrième année de la guerre, les Allemands avaient réussi à faire ce que ni les Anglais, ni les Français n'avaient encore pu faire » — du moins dans les mêmes proportions —, mais à quoi finalement menait ce bel ouvrage ? Proprement à s'enferrer. La tactique, si brillante qu'elle ait été, n'avait pas poussé jusqu'au point de créer une situation stratégique avantageuse ; on peut même dire qu'elle avait abouti au résultat inverse. Et Ludendorff le sent si bien qu'il avoue « sa grande déception stratégique. Amiens n'était pas pris ! » Peut-être ne doit-il s'en prendre qu'à lui-même. S'il avait fait un chemin égal à la distance qui sépare Saint-Quentin de Montdidier dans la direction de Lens, Saint-Pol, il aurait abouti dans la région au Nord-Est d'Abbeville ; c'est autant dire qu'il aurait coupé les armées anglaises en deux tronçons, et celui situé au Nord de l'embouchure de la Somme s'y serait vu assiégé dans une sorte de tête de pont, sans autre communication avec la France que par la voie maritime. Il s'y serait trouvé fort aven-

turé. Ceci prouve, s'il en était besoin, que la direction de l'attaque tactique n'est pas stratégiquement indifférente.

En avril, Ludendorff revient d'ailleurs à une solution de ce genre. Il décide, en effet, d'attaquer entre la Bassée et Ypres. Là, les Anglais se sont affaiblis et le secteur central est occupé par les Portugais. En poussant fort, on peut espérer atteindre les monts de Flandre qui commandent toute la plaine de la Lys. L'attaque se met en mouvement le 9 avril ; elle balaie les Portugais et s'avance sur Merville, mais elle ne progresse pas avec autant de facilité sur les autres parties du front. Comme toujours en pareil cas, l'avance la plus grande se répercute sur les parties voisines : Armentières et Bailleul tombent ; les Anglais évacuent le saillant d'Ypres, mais, le 12 avril déjà, la progression se ralentit sensiblement. Le 25, dans un dernier effort, les Allemands mettent la main sur le mont Kemmel, mais ils ne peuvent pousser plus avant. Une fois de plus, des divisions françaises sont venues à temps pour mettre un terme aux progrès des attaques que Ludendorff arrête.

Il vient encore de remporter un succès tactique considérable, mais ses deux armées d'attaque n'en sont pas moins « dans une situation difficile » ; comme à Montdidier, elles se trouvent dans un saillant qui les rend, à leur tour, très vulnérables.

Ludendorff se rend compte que les avantages obtenus résident moins dans le terrain gagné que dans l'usure des réserves de l'Entente. Des 60 divisions environ que possédait l'armée anglaise, 53 ont été engagées dans la bataille et quelques-unes s'y sont même battues plusieurs fois ; c'est dire que l'armée britannique ne serait plus en état de supporter un nouveau choc. Quant aux Français, la moitié environ de leurs divisions sont venues au secours de leurs alliés menacés, et cela aussi est un immense résultat. On s'attend à ce que le Premier Quartier-Maître Général en tire la conséquence nécessaire, qu'il va, par conséquent, continuer ses menaces sur les fronts allumés et lancer de nouvelles attaques sur d'autres points afin d'attirer les dernières réserves françaises, après quoi, dans un ultime assaut sur une partie faible — et toutes le seront en dehors des points de friction — il entrera dans le cœur des positions françaises où rien ne l'arrêtera plus.

Cette tactique, Ludendorff est impuissant, par sa faute, à en faire l'application. Il n'a pas assez épargné son infanterie ; il a cherché la décision avant qu'elle ne soit mûre ; il a dépensé ses forces avec prodigalité avant le moment d'une récolte qu'il ne peut plus ramasser. Il le voudrait, certes, attaquer tout de suite, n'importe où ; il n'a plus les moyens. Ses divisions de mars et d'avril ne sont pas refaites, et beaucoup des

autres n'ont pas été dressées en « divisions d'attaque ». Force lui est d'attendre la fin de mai. Mais, à la fin de mai, son adversaire se sera refait dans la même proportion que lui. Les conditions de la lutte se présenteront assez semblables à ce qu'elles étaient à la fin de mars ; elles conduiront presque fatalement à la même conclusion, savoir, des résultats tactiques brillants et une situation stratégique sans issue.

Deuxième ruée allemande sur le front français (*mai-juin*). — Ludendorff, une deuxième fois, va donc attaquer sans varier sa manière. Où? La direction de Cassel est bien tentante ; celle d'Amiens ne l'est pas moins ; toutes deux se justifient stratégiquement par les grands avantages qu'elles procureraient, mais l'ennemi y est sur ses gardes, il y est même très fort, trop fort, et Ludendorff cherche ailleurs un front plus facile à briser, comme si la question était là tout entière ! Il le trouve sur l'Ailette et dans la région au Nord-Ouest de Reims. Là, les divisions françaises sont étirées sur des secteurs de vaste étendue ; certains sont même occupés par des troupes anglaises récemment sorties de la bataille et sûrement très fatiguées. Dès la fin d'avril, ordre est donné au kronprinz allemand de procéder aux préparatifs nécessaires.

A lire ces justifications, on se demande, en vérité, où Ludendorff voulait en venir à la suite de cette

attaque. Avec un peu de bonheur, elle arriverait sur la ligne : Aisne, Vesle, Montagne de Reims. Avec beaucoup plus de bonheur — un bonheur difficile à escompter — elle pouvait atteindre les abords de Soissons, Château-Thierry, la Marne jusqu'à hauteur de Dormans, la lisière occidentale de la Montagne de Reims. La décision en serait-elle plus proche?

Qu'on suppose, au contraire, les Allemands à Cassel. Toute la gauche alliée — Belges et Anglais — est aussitôt contrainte de reculer sur Calais, Saint-Omer, la Bassée, formant, entre ce point et Arras, un saillant éminemment dangereux.

Mieux encore, qu'on imagine les Allemands maîtres d'Amiens et en voie de déboucher sur Abbeville. Toute l'armée belge et toute l'armée britannique, menacées d'être coupées de la France, sont obligées de se replier en hâte — et comment l'auraient-elles pu faire! — sur le pays au Sud de la Somme. Voilà des attaques tactiques dont les conséquences stratégiques méritent qu'on s'y arrête. D'ailleurs, les conditions tactiques de ces deux attaques n'étaient pas si mauvaises que Ludendorff le prétend pour les besoins de sa cause. Les Alliés y sont en force, il est vrai, mais ils n'ont pas encore eu le temps de s'y sérieusement organiser. Ils ne possèdent ni deuxième, ni troisième position, ni même de première position solide, et cela est tout de même favorable pour l'assaillant. D'autre part, le

bond à faire pour atteindre Cassel et surtout Amiens — c'est-à-dire le terrain dangereux pour le défenseur — est infiniment moindre que ceux de mars et d'avril, infiniment moindre que celui qui, sur l'Ailette, produirait des conséquences de même ordre.

Certes, si l'attaque sur l'Ailette succédait à une série d'offensives ayant attiré déjà sur les diverses parties du front la majorité des réserves anglo-françaises, la question serait tout autre. En un cas pareil, on peut attaquer n'importe où, encore qu'il soit plus fructueux de choisir une direction d'attaque à grand rendement stratégique ultérieur. Mais l'attaque sur le Chemin des Dames devait venir — Ludendorff le savait puisqu'il le dit — à une heure où l'armée française presque tout entière et l'armée britannique en partie auraient pansé leurs plaies des mois précédents, à une heure aussi où le nombre des divisions américaines débarquées sur le sol français ne serait sûrement pas négligeable bien qu'on ne le pût encore exactement apprécier.

De quelque manière qu'on envisage la décision d'attaquer, et notamment d'attaquer au Chemin des Dames, on ne lui trouve aucune justification satisfaisante. A moins cependant qu'une seule suffise : l'attaque, et l'attaque relativement facile, était la seule forme d'activité qui pût encore faire croire à l'armée allemande à la possibilité de la victoire. La défensive

alors, ou l'attaque sur un front trop bien gardé, lui étaient interdites. C'est la thèse que, timidement, avance Ludendorff, mais alors il pouvait se dispenser de justifier militairement son attaque du 27 mai.

Donc, deux armées vont attaquer sur le front : Anizy — Berry-au-Bac — abords de Reims, avec l'intention de pousser seulement jusqu'à Soissons, Fismes et le nord de Reims. Ultérieurement, la brèche sera élargie à droite et à gauche ; à droite, l'élargissement s'effectuera en deux temps, d'abord sur la rive sud, puis sur la rive nord de l'Oise en direction de Compiègne ; à gauche, l'élargissement visera l'occupation de Reims et de la Montagne de Reims. Plus tard, et si l'on peut, on reprendra les attaques en Flandre. Tout cela se fera successivement car la quantité d'artillerie disponible ne permet pas de conduire des attaques simultanées ou quasi-simultanées.

De son côté, l'Autriche, devenue plus combative depuis les derniers avantages en Italie, renforcée d'ailleurs par un grand nombre de prisonniers rentrés de Russie, accepte d'attaquer au début du mois de juin.

L'affaire du 27 mai est encore dans toutes les mémoires. Les Allemands y atteignirent en quelques jours des objectifs qu'ils n'avaient jamais osé convoiter : Ouest de Soissons, lisière orientale de la forêt de

Villers-Cotterets, Château-Thierry, la Marne jusqu'en face de Dormans, la falaise occidentale de la Montagne de Reims. Leur flot était venu se briser là contre la digue des divisions françaises accourues au secours des quelques grandes unités auparavant réparties sur le front d'attaque.

Ludendorff se loue du grand succès tactique qu'il vient d'obtenir, mais il ajoute aussitôt avec mélancolie : « Stratégiquement, il était bien fâcheux que nous n'ayons pu prendre ni Reims, ni la montagne de même nom ». Sa mélancolie se double de la conviction où il est que la France ne capitulera jamais devant des coups pareils[1] et de la différence d'attitude qu'il remarque entre le Gouvernement français et celui de l'Allemagne à la même heure !

Le 1er juin, il tente de prolonger l'attaque au sud de l'Oise. Les Allemands y parviennent jusqu'aux lignes qu'ils occupaient de 1915 au début de 1917. Au nord de la rivière, l'offensive, remise pour diverses raisons, n'a lieu que le 9 juin, sans liaison avec les précédentes. Elle s'avance jusqu'à l'Aronde, mais, le 11, elle est vigoureusement contre-attaquée par les

1. « Nous remporterons la victoire si les Pouvoirs publics sont à la hauteur de leur tâche. Je me bats devant Paris ; je me bats à Paris ; je me bats derrière Paris » avait dit le Président Clemenceau à la tribune du Parlement. Ces fières paroles, Ludendorff les admire et les envie. Que n'est-il appuyé par un pareil chef de Gouvernement !

Français et perd une partie de ses gains. Ludendorff comprend que toute insistance est inutile et prescrit, sous prétexte « d'éviter des pertes », de ne plus rien entreprendre.

« La situation stratégique, dit-il, n'était pas modifiée ». On peut même assurer qu'elle avait empiré, car les Alliés devaient naturellement songer à tirer parti des deux immenses saillants de Moreuil-Montdidier et de Villers-Cotterets-Château-Thierry-Reims, à l'intérieur desquels la marée allemande était venue s'étaler.

Le 15 juin, l'armée autrichienne se porta à l'attaque des lignes italiennes du Piave. Son échec fut aussi complet que retentissant. L'écho s'en fit entendre au Parlement hongrois de telle manière que le moral de la nation et de l'armée austro-hongroises ne pouvait qu'en être très affecté. En fait, les Autrichiens n'étaient plus en état de prendre l'offensive ; aussi Ludendorff en profite-t-il pour obtenir l'envoi sur le front français de quelques divisions : deux, puis quatre qui, après quelques semaines d'instruction, iront en secteurs calmes libérer autant de divisions allemandes. Ce sera la préface à une réédition, vers la mi-juillet, des attaques du 21 mars et du 27 mai.

Troisième ruée allemande sur le front français (*Juillet*) — Car Ludendorff s'obstine à attaquer encore.

Ses armées, déçues de ne voir rien finir malgré leurs victoires, n'aspirent cependant qu'à la fin de leurs épreuves. Les effectifs baissent: la grippe exerce des ravages, les séditions font leur apparition, les Bavarois marquent un inquiétant esprit de particularisme en manifestant ouvertement leur impatience de se battre pour le roi de Prusse; Ludendorff attaquera quand même, sous la même forme que précédemment, dans l'espoir, dit-il, d'arriver à un résultat analogue. Malgré les deux expériences passées, malgré les solennels avis donnés par les chefs des gouvernements de l'Entente, il croit que celle-ci, frappée encore, implorera la paix.

Au 15 juin, s'il sait que les réserves anglo-françaises sont extrêmement réduites, il sait aussi que 20 divisions américaines — de très fortes divisions — sont arrivées dans les camps français, que la France, depuis la belle saison, obtient un rendement de plus en plus grand de son recrutement colonial ; il sait encore que l'armée anglaise, grâce à d'énergiques mesures, se recomplète rapidement ; il attaquera quand même, car ses armées sont incapables de supporter une autre attitude, et il ne faut pas qu'elles soient devancées. Pour elles, ce sera l'offensive dernière, l'attaque pour la paix victorieuse ou pour la défaite. Ludendorff joue sa dernière carte.

Où va-t-il la jeter? En Flandre? Les Français en

sont partis, mais les réserves anglaises y abondent. Mauvaise zone pour y préluder par des opérations retentissantes. D'Amiens à Château-Thierry ? Là aussi l'abstention s'impose car le quadrilatère Oise, Seine, Marne est plein de troupes.

Plus à l'Est, au contraire, de la Marne à l'Argonne, la défense est moins bien garnie. C'est là que sera porté le coup, à savoir largement à l'Est et à l'Ouest de Reims, depuis Château-Thierry jusqu'aux falaises de la rive gauche de l'Aisne.

Tactiquement, la solution est bonne puisqu'on prend par ses deux faces le grand saillant de Reims. Stratégiquement, elle n'est pas sans ouvrir de brillantes perspectives que Ludendorff ne nous révèle d'ailleurs pas, mais que les dispositions prises nous disent assez clairement. Si les Allemands parviennent à border la Marne, de Château-Thierry à Châlons, par Epernay, ils pourront exploiter ce succès dans l'axe : Suippes, Bar-le-Duc et faire tomber toute la défense de l'Argonne et de Verdun. Leur front s'alignerait alors de Château-Thierry, en remontant la Marne, jusqu'à Châlons, pour piquer ensuite sur Saint-Mihiel. Incontestablement, la chute de Verdun, la prise de Châlons et d'Epernay auraient sur le moral de la nation française un douloureux retentissement.

Il apparaît bien que Ludendorff ait médité plus encore, et nous en voyons une preuve dans l'obstina-

tout qu'il apporta à vouloir franchir la Marne entre Château-Thierry et Dormans. Ce mouvement, s'il réussissait, pouvait prêter à deux rabattements : l'un, par le sud et l'ouest de Château-Thierry, en vue de faire tomber tout notre front de Villers-Cotterets — il semble qu'on n'y ait pas beaucoup compté au Grand Quartier Général allemand — l'autre, vers le sud d'Epernay et celui-ci a été effectivement tenté. Non seulement il débordait le massif de la Montagne de Reims, mais il tournait le fossé de la Marne où les défenseurs de la montagne auraient pu s'accrocher. En ce cas, la ligne de résistance : Saint-Mihiel, Châlons, Epernay n'était plus permise aux Français. Sur laquelle, plus au sud, arriveraient-ils à se rétablir ?

Ce mouvement par le sud d'Epernay, en dehors de cet objet général, pouvait aussi prêter à un succès local mais déjà considérable, en mettant en fort mauvaise posture les défenseurs de Reims. La distance Reims-Epernay n'est, en effet, pas moindre que la distance Dormans-Epernay, en sorte que les troupes de Reims et environs pouvaient avoir leur retraite directe coupée à Epernay. Si elles se rejetaient alors vers le sud-est, elles tombaient sous les coups de l'attaque allemande débouchant par l'Est de Reims dans la direction de Châlons ; de toute manière, elles étaient compromises.

Si l'on ne prête à Ludendorff des intentions de ce genre, il est impossible de comprendre pourquoi il fut

si féru du passage de la Marne. Cette décision témoigne, en effet, d'un mépris vraiment trop profond de l'adversaire ou, si l'on préfère, d'un orgueil immense autant que dangereux pour celui qui en est possédé. Comment? Des réserves françaises sont à portée de s'opposer au passage projeté — et on le sait — et l'on prétend passer quand même! Mais elles ne sont pas frappées d'immobilité; elles peuvent riposter; elles peuvent même faire mieux à l'occasion et tomber sur le front de Villers-Cotterets qu'on laisse à peu près dégarni. On les considère cependant comme quantité négligeable! La prudence voulait qu'au lieu de disséminer les forces en visant trop grand, on prît des précautions pour garer de tout malheur l'attaque principale qui n'intéressait que les deux faces du saillant de Reims. Les unités employées au passage de la Marne auraient mieux été sur le front de Villers-Cotterets, soit en flanc-garde, soit pour y effectuer une attaque de diversion.

En laissant son flanc droit sans protection sérieuse, alors qu'il se lançait dans une attaque face au sud-est, aggravée par une autre face au sud par-dessus le fossé de la Marne, Ludendorff fut certainement moins bien inspiré encore que Moltke laissant défiler von Kluck, sans précautions suffisantes, devant l'immense écran de Paris. Encore Moltke, mal renseigné, pouvait-il croire Paris dépourvu de troupes, tandis que Luden-

dorff connaissait approximativement l'importance des réserves françaises réunies sous le couvert des grandes forêts de Compiègne et de Villers-Cotterets. C'est vraiment beaucoup de présomption que de croire son adversaire assez démuni de sens guerrier pour ne pas profiter de l'occasion qui lui est offerte depuis quelque temps déjà et que la nouvelle attaque va rendre encore plus favorable à ses desseins[1].

Comme action ultérieure, Ludendorff a encore prévu une attaque en Flandre. Il a les forces d'infanterie nécessaires, mais les moyens, en artillerie et en aviation notamment, lui font défaut malgré qu'il ait affaibli les secteurs tranquilles. Il les lui faudra prendre sur ceux déjà employés à Reims et environs. L'attaque de Flandre ne pourra donc théoriquement déboucher qu'une quinzaine de jours après celle de Marne-Champagne.

La 3e ruée allemande sur le front français se produit

1. Ludendorff prétend qu'il s'attendait à une contre-attaque débouchant de la forêt de Villers-Cotterets. Dès le 11 ou le 12, des déserteurs l'en auraient même informé. A cette date, les déserteurs en question ne purent certainement pas parler d'une grande action qu'ils ignoraient forcément ; tout au plus pouvait-il s'agir des attaques partielles auxquelles nous nous livrions, sur ce front, pour améliorer notre situation de départ. En tout cas, Ludendorff n'en est que plus coupable de n'avoir pas pris les précautions nécessaires.

le 15 juillet de très bon matin[1]. A droite, la Marne est franchie et les Allemands s'efforcent de gagner à la fois du terrain vers le sud et vers le sud-est. Arrivés à 4 ou 5 kilomètres au sud de la rivière, ils se heurtent à une résistance qu'ils ne peuvent plus vaincre sans faire passer sur la rive gauche une grande quantité d'artillerie. Ils n'y parviendront jamais.

Au centre, entre Marne et Vesle, les positions françaises et italiennes[2] sont entamées, mais, sur les pentes difficiles et boisées de la Montagne de Reims, les combats prennent un acharnement qui rend les progrès allemands — quand il y en a — d'une lenteur extrême.

A l'Est de Reims enfin, depuis les monts de Moronvillers jusqu'à la vallée de l'Aisne, l'échec est total. Les Français se sont systématiquement retirés sur leur deuxième position devant laquelle l'attaque est venue expirer.

Dès le 16 à midi, Ludendorff suspend les opérations au sud de la Marne et à l'Est de Reims ; ici, on s'établira défensivement et l'on remettra en réserve les

1. Trois armées participaient à l'affaire : une dans l'Est de la Champagne (3e), une à cheval sur le saillant de Reims (1re), une face à la Marne, sa droite à l'Ourcq (7e). Entre Ourcq et Oise, face à la forêt de Villers-Cotterets, se trouvait une autre armée (9e), récemment intercalée entre 7e au sud et 12e au nord.

2. Un corps d'armée italien, venu sur le front français, occupait, sur les pentes occidentales de la Montagne de Reims, les deux rives de l'Ardre.

unités de deuxième ligne : là, on préparera la traversée en sens inverse de la rivière pour la nuit du 20 au 21 juillet. L'attaque ne sera plus continuée — on se demande dans quel but ! — qu'entre la Marne et Reims, sur les bords de la vallée de l'Ardre.

La 3e ruée allemande sur le front français, l'offensive pour la paix, aboutissait donc à ce résultat : retraite partout sauf sur un front insignifiant ! On s'explique que Ludendorff n'en ait pas dévoilé les vues lointaines.

Partout où les Français possédaient des deuxièmes positions organisées, ils avaient répondu à la méthode offensive allemande, percée à jour depuis les expériences précédentes, par une méthode défensive nouvelle. Tant il vrai, qu'à la guerre, les formules qui ont la prétention de résumer un procédé infaillible sont sans valeur durable. Et la guerre nous l'avait déjà bien montré. Nos attaques à fond, sans limitation de portée, s'étaient bientôt heurtées à la tactique allemande des divisions d'intervention. Celle-ci s'était montrée impuissante devant nos offensives à objectif limité. Aux attaques allemandes caractérisées par une véritable submersion de la première position préalablement détruite ou anesthésiée par les explosifs et les gaz, nous venions de répliquer par le recul systématique sur la deuxième position. Il est infiniment probable que si la guerre s'était prolongée, il eût fallu bientôt imaginer autre

chose pour contrecarrer avec succès une forme d'attaque également nouvelle.

A la vérité, la défensive — comme l'offensive d'ailleurs — repose sur une certaine quantité de moyens particuliers bien connus, qui la renforcent incontestablement et que les troupes doivent être exercées à bien employer. Au commandement revient la tâche de combiner ces moyens pour le mieux, suivant les circonstances. Telle combinaison, valable sur un terrain et dans un temps, ne le sera plus sur un autre terrain et dans un autre temps. La valeur du commandement se mesure précisément à la manière dont il adapte plus ou moins heureusement ses combinaisons de moyens aux circonstances de lieu et de moment. Là gît la difficulté mais aussi le mérite. Rien n'est plus dangereux que de prêter foi à la pérennité d'un procédé.

La contre-offensive française du 18 juillet 1918. — Ludendorff pense à prendre en Flandre la revanche de l'échec qu'il vient de subir et se rend au quartier général du prince Ruprecht de Bavière, commandant le groupe des armées du nord ; il veut connaître l'état d'avancement des préparatifs de l'attaque. Il s'y trouve encore le 18 quand il est subitement rappelé à Avesnes[1].

1. Depuis le printemps, le Grand Quartier Général s'était transporté à Spa pour être plus près des opérations. Hindenburg

Les Français ont attaqué entre la Marne et Soissons et enfoncé la ligne allemande. Le coup est extrêmement dur comme on peut en juger par ses conséquences dans le camp allemand. La retraite est ordonnée non seulement hors de la rive sud de la Marne, mais jusqu'à la ligne Aisne-Vesle ; il ne peut plus s'agir d'attaque en Flandre car les réserves destinées à cet objet suffiront à peine à étayer les armées voisines de la trouée et à relever les divisions épuisées qui combattent dans la boucle de Château-Thierry ; les effectifs sont tombés si bas dans certaines divisions qu'il faut dissoudre dix de ces unités pour compléter médiocrement les autres.

Le 2 août, les Allemands ont réussi à s'établir en arrière de la ligne Aisne-Vesle. Leurs pertes ont été grandes car il a fallu défendre opiniâtrément les deux montants de la porte par où s'écoulaient les troupes en retraite vers le nord. Ils aspirent au repos. Ingénûment, Ludendorff suppose qu'à part le front actuel de combat et son voisinage immédiat qui demeureront toujours plus ou moins embrasés, tout le reste du front va jouir d'un répit prolongé. « Il y avait eu arrêt à la suite de ses propres attaques du 21 mars et du 27 mai ». C'est précisément la faute que les Alliés ne vont pas commettre !

et Ludendorff, accompagnés d'un certain nombre d'officiers de leur bureau des opérations, s'étaient organisé, plus en avant, à Avesnes, un poste de commandement.

Tout son espoir consiste maintenant à résister et, s'il y parvient, à prendre, en vue de la paix, des résolutions décisives qui — il le pressent — lui feront renoncer à bien des espérances. En d'autres termes, il considère la partie comme perdue.

Il en est là de ses réflexions quand se lève « le jour sombre de l'armée allemande, le plus sombre de toute la guerre, exception faite du 15 septembre qui vit la défection bulgare et scella les destinées de la Quadruple Alliance ».

Ce jour néfaste arrive le 8 août 1918.

La contre-offensive franco-anglaise du 8 août 1918. — Le front Albert-Amiens-Montdidier est tenu, du côté allemand, par deux armées : au nord, la 2e ; au sud, la 18e[1]. La 2e confine à la 17e qui fait face à Arras ; la 18e est jointive avec la 9e qui est à Noyon, à cheval sur l'Oise. Ce front où l'on doit désormais garder la défensive, Ludendorff le croit très fort. Il a fait évacuer dans la nuit du 3 au 4 août, les têtes de pont de l'Ancre et de l'Avre qui ne riment plus à rien

1. Ces deux armées appartiennent au groupe d'armées de Boehm récemment créé et qui d'ailleurs disparaîtra bientôt. Au nord, se trouve le groupe d'armées du kronprinz de Bavière ; du sud au nord : 17e, 6e et 4e armées. Au sud, est le groupe d'armées du kronprinz allemand ; de l'ouest à l'est : 9e, 7e, 1re et 3e armées, cette dernière à cheval sur la Meuse en aval de Verdun.

depuis qu'on ne doit plus attaquer, et il a fait inspecter les organisations défensives entre Albert et Moreuil par un général en qui il a toute confiance. Deux divisions fatiguées ont été relevées, à la suite de cette inspection, par deux divisions fraîches; les zones d'action des grandes unités sont normales et même étroites pour leur situation, donc favorables à la résistance; l'articulation de l'infanterie et de l'artillerie en profondeur est bien observée; celle-ci est puissante et bien approvisionnée en munitions.

Cependant, le 8 août, par un matin brumeux, tout cela est balayé, de l'Ancre à Montdidier — ce point exclu —, par les Anglo-Français. D'un seul élan, ceux-ci pénètrent profondément dans la position allemande, ramassant des milliers de prisonniers et des centaines de canons. Six à sept bonnes divisions sont presque entièrement détruites; plusieurs autres se sont laissées passer sur le corps; tout ce qui était en réserve, là ou dans les armées voisines, est accouru à la brèche, laissant en même temps ses propres premières lignes sans réserves sérieuses. Or, voici que le 9 et le 10 août, les Français étendent leurs attaques vers le sud, de Montdidier aux abords de l'Oise, et s'enfoncent aussi dans les positions allemandes; il faut reculer jusqu'aux anciennes lignes de 1916, avant la Somme[1].

1. Abords Est d'Albert, Ouest de Chaulnes et de Roye, Lassigny, Noyon.

La situation est singulièrement compliquée. Les divisions fondent avec une extraordinaire rapidité ; pour en recompléter quelques-unes, il faut en dissoudre d'autres car les renforts font défaut. Ce n'est plus le moment d'attaquer en Flandre comme on l'avait projeté, mais bien de raccourcir le front de ce côté en s'établissant sur la corde du grand arc de cercle de la Bassée, Merville, Bailleul, dont on tient maintenant le périmètre. On se créera ainsi quelques disponibilités et elles seront les bienvenues, car les attaques ennemies continuent sans répit et rien ne fait prévoir qu'elles s'arrêteront ; heureux même si elles ne prennent pas une plus grande extension.

Pour se renforcer, Ludendorff demande des divisions à l'Autriche, mais l'Autriche, sous le coup de l'émotion produite par la lecture du communiqué du 8 août au soir, allègue, pour ne rien donner, la possibilité d'attaques en Italie et assure, en tout cas, qu'elle ne pourra tenir jusqu'à l'hiver. La Bulgarie fait mieux : elle change son ministère et le remplace par un autre dont la majorité est ententophile.

Des symptômes plus graves encore se sont manifestés dans les armées ; certaines divisions allemandes n'ont pas rempli leur devoir comme dans les précédentes batailles ; avec une facilité qui porte à réfléchir, de petites unités se sont rendues à quelques cavaliers ou à de simples équipages de chars ; d'autres, revenant

de la bataille, ont été entendues traitant les troupes qui montaient en ligne de « briseurs de grèves » et « prolongeurs de la guerre ». Décidément, la guerre est bien perdue ; il faut la terminer.

Ludendorff, déconcerté, propose d'abord de quitter le vaisseau qui fait eau en offrant sa démission que l'Empereur refuse, mais, dans des conférences qui ont lieu les 13 et 14 août, gouvernement et commandement tombent d'accord sur la nécessité de recourir aux moyens diplomatiques. La forme dont on fera usage pour les employer reste seule à trouver ; s'il se peut, on choisira un moment où quelque succès partiel allemand, où quelque échec local des Alliés, rendra l'acceptation des pourparlers plus certaine.

L'armée allemande rejetée sur la ligne Hindenburg (*15-31 août 1918*). — A la manière dont les événements se sont déroulés depuis la mi-juillet, Ludendorff s'attend désormais à l'extension des attaques alliées d'Albert à Arras d'une part, de Noyon à Soissons d'autre part. Ainsi l'immense brasier s'étendra de la Scarpe à l'Aisne. Qui sait même si le feu ne gagnera pas vers le nord, du côté de Lens et de la Bassée ! La confiance de Ludendorff en la résistance de son front n'est cependant pas ébranlée ; il croit « avoir tout prévu ».

En fait, le 21 août, les Anglais débouchent au centre

du terrain entre Albert et Arras, rejettent sur sa deuxième position la 17e Armée ; celle-ci contre-attaque heureusement le 22, mais se trouve débordée sur sa gauche par une avance anglaise qui, sur la Somme, a bousculé la 2e Armée jusqu'aux abords de Péronne ; force lui est de reculer ; Bapaume est perdu.

Le 26, les Britanniques prolongent leurs attaques jusqu'à la Scarpe. Les Français aussi ont pris l'offensive entre l'Oise et l'Aisne ; là, les divisions d'intervention ne sont pas venues à temps à la contre-attaque ; un immense rentrant s'est creusé dans la ligne de la 9e Armée dont les défenseurs ont maintenant l'Oise à dos à courte distance ; on se replie sur l'Ailette d'où l'on se lie, par Laffaux, à la région de Soissons et aux positions de l'Aisne-Vesle.

Le 31 août, l'armée allemande est donc revenue sur la position Hindenburg dont elle était partie si fièrement, le 21 mars, à la conquête de la paix. Mais dans quel état s'y présente-t-elle ? Les pertes ont été immenses ; prisonniers et canons, matériel de toute sorte, ont été laissés en grand nombre ou en grande quantité entre les mains de l'ennemi ; tous les parcs et tous les établissements de la région évacuée ont été abandonnés ; le nombre des divisions, par suite des dissolutions, a déjà considérablement diminué ; les effectifs baissent cependant d'une manière inquiétante ; les bataillons, réduits à trois compagnies, ne comptent pas toujours 500 hommes !

Toutes ces déplorables conditions obligent à laisser en ligne beaucoup plus de divisions qu'il ne devrait être nécessaire, mais alors les troupes n'ont plus de repos suffisants ; leur lassitude de la guerre incline vers le découragement ; le moral va chaque jour en baissant.

Ce ne sont pas les quelques économies procurées par l'évacuation du saillant de Bailleul[1] qui augmenteront de la quantité désirable le nombre des réserves lequel diminue rapidement et compromet la défense.

Aussi, Ludendorff prévoit-il qu'il sera bientôt contraint de se retirer sur une ligne plus courte. Là, en effet, pourrait être le salut, un salut momentané tout au moins. En la circonstance, Ludendorff ne prend qu'une demi-mesure. Il fait établir une position de repli — dite « Hermann » — qui, partant d'Ecloo près de la frontière hollandaise, suit la Lys entre Deinze et Courtrai, se dirige par Tournai et Valenciennes vers l'ouest de Guise, et rejoint, à l'est de la Fère, une position déjà construite en 1917. Celle-ci, dite « Hunding-Brunhild », longe la Serre, puis l'Aisne jusqu'au sud de Vouziers et aboutit sur la Meuse à Consenvoye où elle rejoint les positions qui font face à Verdun.

Plus en arrière encore, des reconnaissances et des travaux sont entrepris pour la création d'une ligne : Anvers, Bruxelles, Charleroi, Meuse, Consenvoye.

1. Ce repli sera terminé le 7 septembre.

Ludendorff est bien trop orgueilleux et trop enclin à ne pas considérer la situation sous son vrai jour pour adopter la seule solution convenable, à savoir le recul immédiat sur le front le plus court qui soit à sa disposition, celui le plus facile à défendre par le minimum d'unités, celui qui lui donnerait les plus grosses réserves, c'est-à-dire : pointe sud du Limbourg hollandais, Luxembourg, Metz, se raccordant, au sud de cette ville à l'actuel front de Lorraine. Lorsqu'il y songera, il sera trop tard ; ses armées auront capitulé avant de l'avoir pu atteindre.

Il se perd en ne voulant rien perdre des approvisionnements entassés dans les pays occupés sur lesquels et pendant si longtemps il a en partie vécu. Avant d'abandonner la position Hindenburg, il prétend évacuer tout le matériel accumulé entre elle et la position Hermann. Les Alliés ne lui en laisseront pas le temps. Enfin, comme Avesnes devient un poste un peu trop rapproché de la bataille, il rallie Spa et le Grand Quartier Général.

L'armée allemande rejetée sur la ligne Hermann-Hunding Brunhild (*1er septembre-19 octobre 1918*). — Événements de Bulgarie (*15-30 septembre*). — Septembre n'interrompt pas l'ardeur des tentatives des Alliés pour rejeter les Allemands hors de leur nouveau front entre la Scarpe et l'Aisne. Ludendorff se voit obligé

d'alimenter sans trève une ligne de combat où les divisions s'épuisent avec rapidité, les réserves fondent de la même manière. Pour retrouver quelques unités, il voudrait faire procéder à l'évacuation du saillant de Saint-Mihiel et reporter la défense sur la ligne droite qui va de Fresnes-en-Woëvre à Pagny-sur-Moselle. Une position « Michel » y est organisée de longue date. Cependant il hésite car les Franco-Américains se rapprocheront ainsi dangereusement du bassin minier de Briey-Lorraine-Sarre ; d'autre part, le commandement local se montre confiant dans la force de résistance de ses troupes et de ses organisations. A la fin, poussé par la nécessité, Ludendorff se décide, le 8 septembre, à donner l'ordre de repli.

L'exécution de l'opération n'est même pas entamée lorsque, le 12 septembre, les Américains, appuyés par des divisions françaises, se lancent à l'assaut des deux faces du saillant. Sur celle du sud, une division allemande lâche pied ; sur celle de l'ouest, une division austro-hongroise se fait presque tout entière capturer. En deux jours, tout le terrain est déblayé jusqu'à la position Michel. Les pertes sont très grandes ; néanmoins, Ludendorff espère tenir sur sa nouvelle ligne contre une attaque qui lui semble imminente, mais il ne peut se dégarnir dans cette région comme il le voudrait. Il ne le pourra faire qu'à partir du 22, date à laquelle toute vraisemblance d'attaque aura disparu.

Le 14 septembre, ce sont les Français qui tentent le franchissement de la Vesle à l'ouest de Reims et celui de l'Ailette au nord de Soissons. En même temps, entre Cambrai et Saint-Quentin, les Anglais forcent la ligne Hindenburg et contraignent les 2e et 18e Armées à chercher un refuge derrière le canal de l'Oise.

Sur ces entrefaites, Ludendorff, dont les troupes presque toujours à la bataille manifestent une lassitude croissante, apprend les graves événements survenus en Macédoine. Il perd courage. Il comprend que l'heure a sonné de finir la guerre et que la responsabilité de prendre ce grand parti « pèse sur lui ». Le 26 septembre il prie le ministre des Affaires étrangères d'accourir à Spa.

Ce même jour, tout le front s'allume entre Reims et la Meuse. A l'ouest de l'Argonne, ce sont les Français qui se portent à l'attaque ; à l'Est, ce sont les Américains dont le nombre et l'organisation frappent Ludendorff d'une douloureuse surprise. Les Anglais reprennent aussi leurs attaques sur Cambrai avec une nouvelle ardeur. Tout le front flambe, à partir du 28, depuis la Mer du Nord jusqu'à la Meuse. Partout les Alliés remportent de grands succès.

Toutes ces circonstances confirment Ludendorff dans l'idée qu'il ne peut plus y avoir de salut que dans l'arrêt des hostilités. Attendre que la chute de la Turquie et de l'Autriche, après celle de la Bulgarie, soit con-

sommée ne servirait qu'à rendre plus dures les conditions de l'ennemi. Clemenceau et Lloyd George seraient sans doute dès maintenant implacables, mais il reste Wilson qui s'est en quelque sorte engagé à traiter sur la base de ses quatorze articles ; c'est à lui qu'il faut recourir, car on ne peut pas capituler. Ludendorff convainc Hindenburg et, tous deux, le 28 septembre, tombent d'accord pour demander qu'une démarche soit faite auprès du Président des États-Unis d'Amérique.

Pendant quatre jours — tout le temps que demande le remplacement d'Hertling démissionnaire par un Gouvernement d'allure parlementaire présidé par le prince Max de Bade — Ludendorff insiste de façon pressante pour que la proposition d'armistice soit au plus tôt expédiée à Wilson. « Personne ne pouvait douter, écrit-il, de notre sincère désir de paix. » Personne n'en doutait, en effet ; on serait à moins désireux de la paix. Voici la situation à la fin de septembre et jusqu'aux environs du 20 octobre.

La droite allemande (4e Armée) a été enfoncée sur l'Yser par les Anglo-Franco-Belges qui ont débouché d'Ypres (28 septembre) et viennent encore de battre cette armée à Roulers (14 octobre). Elle reflue non sans désordre et non sans pertes en prisonniers et matériel, vers la position Ecloo-Lys. Toute la côte, avec les bases sous-marines d'Ostende et de Zeebrugge, tombe entre

les mains des Alliés. Les Britanniques débarquent à Ostende le 17 octobre.

La 6e Armée doit consentir, tant elle est vivement pressée par les Anglais et dépassée par le nord, au douloureux sacrifice de Lille (17 octobre). Douai a de même été évacué par la 17e Armée qui s'est longtemps défendue autour de Cambrai (27 septembre-9 octobre) mais qui, devant le recul simultané de la 6e Armée au nord et de la 2e au sud, s'est elle-même mise en retraite pour gagner la position Hermann et s'y établir à hauteur de Valenciennes.

La 2e Armée, en effet, a perdu la position Hindenburg dès les premiers jours d'octobre et, vigoureusement poussée sur le Câtelet et Bohain, est venue se réfugier sur la nouvelle ligne, de part et d'autre du Câteau. Elle y trouve d'ailleurs des organisations encore inachevées.

La 18e Armée dont la droite se trouve impliquée dans l'attaque subie par la 2e, a d'abord pivoté autour de sa gauche postée à la Fère, mais, un peu plus tard, l'armée à sa gauche (7e)[1] ayant été elle-même débordée par l'Est, elle va s'établir plus en arrière, à hauteur de Guise.

1. La 9e Armée, intercalée entre la 18e et la 7e, lors des attaques de juillet a été, entre temps, supprimée. De même le groupe d'armées Boehm a disparu. Sa 2e Armée est passée au groupe du kronprinz de Bavière, sa 18e, au groupe du kronprinz allemand.

Sous prétexte d'économies de divisions, la 7e Armée, abandonnant le saillant de Laffaux, s'est d'abord repliée sur le canal de l'Oise à l'Aisne où elle se soudait au front de la Vesle (1re Armée). A la vérité, elle y avait été amenée de force, une attaque franco-américaine dirigée contre les collines au nord-est de Fismes ayant bousculé l'une de ses divisions. Elle ne devait d'ailleurs pas demeurer longtemps sur cette position de l'Aisne-Vesle d'où elle était partie, le 27 mai, avec de si grandes espérances. Les 1re et 3e Armées, saisies, en effet, par les Français et les Américains, de part et d'autre de l'Argonne, avaient dû se mettre en retraite et, après un premier repli sur la ligne Aisne-Suippe (10-11 octobre), toujours poussées par l'ennemi, se retirer sur la position Hunding-Brunhild. Force avait bien été à la 7e Armée, à leur droite, de se conformer au mouvement. Laon avait été occupé par les Français le 13 octobre.

Un peu avant le 20 octobre, la situation est donc extrêmement tendue. Ludendorff constate avec désespoir que les troupes allemandes n'ont pas tenu la position Hindenburg, cependant très forte, aussi longtemps qu'il l'avait espéré. Et comment feraient-elles pour résister avec plus de ténacité ? Depuis des mois, elles n'ont plus que des repos insignifiants ; beaucoup d'entre elles sont démoralisées et celles qui conservent encore une bonne attitude sont toujours sur la brèche parce qu'on les sacrifie dans la crainte que les unités

moins sûres ne provoquent, par une défaillance locale, la débâcle générale. Mais elles ne comprennent pas que leur tour de combat se représente à d'aussi courts intervalles ; elles aussi se démoralisent peu à peu. D'ailleurs, leurs pertes sont immenses ; beaucoup de bataillons ne comptent plus que deux petites compagnies ; le temps lui-même fait défaut pour procéder à des dissolutions de nouvelles divisions ; d'autre part, l'intérieur ne fait que de rares envois de renforts et les permissionnaires, peu soucieux de rentrer dans la bagarre, ne rejoignent que peu ou pas ; les hommes qui viennent du front oriental sont animés d'un déplorable esprit ; quant aux divisions constituées de même provenance, elles ne sont pas mieux inspirées et leur capacité défensive est presque nulle ; c'est à peine si l'on ose les employer sur les points sensibles, or tous deviennent sensibles. Les officiers eux-mêmes en sont arrivés à un degré de tension nerveuse qui ne peut guère se prolonger.

Ludendorff comprend qu'il lui faudra bientôt reculer encore. Il fait travailler fièvreusement à la position Anvers-Meuse et en entreprend une nouvelle, plus éloignée, qui partira de la pointe sud du Limbourg hollandais et, par le Luxemboug et Metz, viendra se raccorder à Pagny-sur-Moselle au front de Lorraine où jusqu'ici le calme a régné. Il fait aussi évacuer tout ce qu'il peut de l'immense matériel rassemblé en territoi-

res français et belge, mais quelque hâte qu'il y apporte, c'est un travail qui exige des semaines et même des mois dont il est bien certain de ne pouvoir disposer; l'attitude antérieure des Alliés lui est un sûr garant de leur conduite prochaine.

Durant les vingt premiers jours d'octobre, il n'est pas seulement préoccupé de la situation militaire et de la direction si difficile et si absorbante d'opérations exclusivement défensives, il est aussi harcelé par les demandes ou les convocations du Gouvernement qui le consulte sans cesse sur les réponses à faire au Président Wilson, le questionne sur les possibilités militaires de résistance en cas de refus des négociations, et tente, sans succès, de lui faire comprendre le caractère tragique de la situation intérieure. La force de résistance du Premier Quartier-Maître Général est mise à rude épreuve!

Pendant ce temps, des événements qui pèsent d'un grand poids dans la balance se sont passés en Orient. Le 15 septembre, les Alliés ont attaqué entre le Vardar et la Cerna, enfoncé l'armée bulgare et réalisé la percée stratégique que permet seul un pays dépourvu de voies de communication. Le général allemand Scholtz, avec les trois divisions à sa disposition, n'a pas été assez fort pour endiguer le torrent descendant vers le Danube ou se déversant sur Sofia.

Les conséquences de cette défaite peuvent être considérables pour la Quadruple Alliance. La Turquie est sans défense et la route de Constantinople est ouverte depuis que les Bulgares ont capitulé (30 septembre). L'Autriche, directement menacée, opposera d'autant moins de résistance qu'elle est elle-même sous le coup d'une attaque en Italie. En Roumanie la situation est obscure ; Ludendorff, qui ne recule devant rien, offre bien d'exécuter militairement les Roumains avant même qu'ils aient fait acte d'hostilité, mais l'Autriche, peu désireuse de s'attirer un adversaire de plus, et un adversaire qui est à ses portes, refuse.

Pour retarder la défection autrichienne qui s'affirme de plus en plus comme certaine après celle de la Bulgarie, Ludendorff s'efforce de former un nouveau front qui, au besoin, s'appuiera sur le large fossé du Danube. Il tire des troupes d'Ukraine et du Caucase ; il dérive vers les Balkans les divisions en cours de transport vers la France ; il actionne énergiquement l'Autriche ; il embarque le corps alpin, du front ouest pour la Serbie ; finalement, il réussit à ajouter aux trois divisions de Scholtz six à sept divisions (dont trois autrichiennes) qu'il comptait tout d'abord réunir à Sofia et à Nisch.

Mais le front balkanique n'est pas arrivé à se constituer. Après l'armistice bulgare, toutes les troupes austro-allemandes ont été obligées de refluer vers le Danube. Rien ne prouve qu'elles arriveront à s'y éta-

blir. Il faut s'attendre à l'effondrement prochain de la Turquie et peut-être à celui de l'Autriche qui, en cette prévision, tente déjà de lier avec l'ennemi des négociations séparées.

L'ARMÉE ALLEMANDE ACCULÉE A LA CAPITULATION (*11 novembre 1918*). — A partir du 20 octobre, sur le front français et en partant du nord, la situation se présente de la manière suivante. La 4e Armée s'est retirée sur la ligne Ecloo-Lys, mais elle y est à peine parvenue que, le 20, l'ennemi a déjà forcé le passage à Deinze et poussé vigoureusement vers l'Escaut. Le 25, il est à Gand et Oudenarde ; la deuxième ligne de résistance est donc débordée.

Après l'évacuation de Lille et de Douai, les 6e et 17e Armées se sont efforcées de faire halte sur le front Avlogen-Tournai-Valenciennes. Dès le 20, elles y étaient déjà attaquées et, bientôt après, tournées par le nord ; elles ont dû reculer dans la direction de la nouvelle ligne Anvers-Meuse. A cette occasion, Ludendorff n'hésite pas à avancer que les habitants du pays « recommençaient » à prendre part « aux actions des troupes régulières ». Comme si de rares fusils — en admettant qu'il y en ait eu — pouvaient ajouter quelque puissance à la vague déferlant, à ce moment, contre les lignes allemandes !

Au sud de Valenciennes, les 2e et 18e Armées,

battues par le flot anglais, sont aussi submergées et rejetées, le 20, au delà de Solesmes et du Câteau, dans la direction de Landrecies.

Sur tout le front depuis Guise jusqu'à la Meuse, la lutte bat son plein ; elle s'étend même sur la rive droite de cette rivière ; les troupes allemandes ne tiennent plus.

C'est dans cette situation que, le 24 à 10 heures du soir, Ludendorff — à la suite d'un malentendu dont il donne une explication trop longue pour qu'elle ne soit pas suspecte — adresse aux troupes un ordre du jour qu'il impute à Hindenburg mais qui porte clairement sa marque et qui le met en opposition formelle avec le Gouvernement. « Voici ce que veut Wilson, écrit-il après avoir assuré que la Direction de la guerre n'avait pas, la première, réclamé la paix : l'Allemagne doit se soumettre sans conditions, capituler militairement. Nous ne pouvons accepter. L'ennemi qui a déchaîné la guerre en 1914 veut nous anéantir. Le mot de paix de conciliation qu'il a à la bouche n'est fait que pour nous abuser et briser notre résistance. Nous n'avons plus qu'un moyen de salut : poursuivre cette résistance jusqu'à la dernière limite de nos forces. Quand notre adversaire verra que, malgré tous ses sacrifices, il ne peut rompre notre front, il se résoudra à la paix, et cette paix assurera l'avenir de l'Allemagne comme celui de toutes les classes de la nation ».

Le 25, atterré de tant d'aveuglement, le Reichstag pèse sur le Gouvernement qui exige le départ de Ludendorff. Il est remplacé, le 26, par le général Grœner.

Le lendemain, « dans toute sa force », il quitte le Grand Quartier Général, assurant « qu'il n'y a jamais été animé que d'une seule pensée : l'amour de la patrie, de l'armée et de la maison régnante. Son seul travail y a consisté à briser la volonté d'anéantissement de l'ennemi vis-à-vis de l'Allemagne[1] et à préserver son pays, dans l'avenir, contre de nouvelles attaques ».

Son départ n'améliore pas la situation militaire. Au 10 novembre, la retraite est générale ; une grande partie de la Belgique est évacuée ; les Français et les Américains bordent la Meuse sur tout son cours de Givet à Consenvoye ; l'Autriche est battue à plates coutures en Italie. C'est dans ces conditions que, le 14 novembre, doit déboucher à l'Est de Metz, entre Nomeny et Marsal — débordant par conséquent la dernière ligne de résistance allemande — une attaque de 30 divisions franco-américaines qui peuvent être suivies par autant d'autres. Pour y parer, la Direction de la guerre n'a que deux divisions fraîches. Aussi ne songe-t-elle même pas à le tenter ; elle ordonne l'évacuation de Metz et de Thionville ainsi que la retraite

1. Cette phrase qui se retrouve dans l'ordre du 24 octobre, constitue un des leit-motiv des « Souvenirs » de Ludendorff.

vers le Rhin. En fait, le temps lui aurait manqué pour effectuer ces opérations. La majorité de l'armée allemande devait fatalement s'empêtrer dans le goulot compris entre Aix-la-Chapelle et la Moselle, et y périr. Elle ne put s'y résigner et capitula, le 11 novembre.

IV

CONCLUSION

Dès le premier contact, Ludendorff apparaît comme un homme dont l'assurance orgueilleuse stupéfie. Son livre où le moi domine d'insolente manière, est un monument élevé à la fois à sa défense et à sa propre grandeur. C'est à peine si, en quelques endroits et en quelques mots, il prend soin de rappeler l'existence d'Hindenburg. Il voit cependant ce maréchal chaque matin, mais il ne lui expose, en termes brefs, que des plans déjà faits, que des décisions déjà prises, et cela suffit toujours. Il ne consacre que çà et là quelques lignes à l'Empereur qui ne l'a pas, d'ailleurs, en spéciale estime.

Ces précautions oratoires prises à peu de frais, il se montre seul sur la scène et il y déploie son personnage avec une véritable aisance de professionnel, bien qu'il prétende n'avoir ni le goût, ni l'habitude de se donner en spectacle. Il a tout conçu, tout préparé, tout dirigé. Il a maintes fois sauvé la patrie et, si elle a été finalement perdue, c'est que ses conseils n'ont pas été suiv. S'il a des aides, ce ne sont que

des aides, et il le fait trop sentir, même quand il rend justice à leur travail et à leurs mérites. Il parle sans cesse de l'effroyable responsabilité qui pèse sur lui vis-à-vis de l'armée et du pays !

Qu'un chef d'état-major, obligé par fonctions à confier à son général toute sa pensée et quelquefois même à soutenir auprès de lui ses points de vue lorsqu'ils sont contestés, assume une responsabilité redoutable vis-à-vis de sa propre conscience, la chose n'est pas douteuse, mais que, dans le domaine de la décision, il se substitue à son chef au point de l'annihiler et que cette insupportable prétention ne soulève aucun étonnement, c'est ce qu'on ne peut voir sans doute que dans l'armée allemande.

Et ce ne sont pas seulement ses contemporains que Ludendorff piétine avec une parfaite inconscience, c'est encore la postérité qu'il veut violenter en ses jugements. Écoutez-le parler de ses manœuvres ! Tannenberg est une des plus brillantes actions de l'histoire du monde ; la retraite après la première expédition de Pologne restera, dans la suite des temps, comme un exemple de conciliation des nécessités militaires avec les règles de l'humanité ; on trouvera, dans l'histoire militaire, peu d'exemples comparables à l'exploit de la deuxième campagne de Pologne ; les opérations en Russie de 1914-15-16 sont des événements d'une prodigieuse grandeur ; lorsqu'il quitte le front

oriental, en août 1916, il laisse derrière lui deux années de labeur incessant et de succès inouïs; à peine arrivé, en compagnie d'Hindenburg, à la Direction de la guerre, il fait faire à l'armée un formidable pas en avant; les louanges qu'il distribue à l'occasion de la campagne de Roumanie ne sont pas moins hyperboliques et il n'a garde de s'oublier lui-même; il affirme que, dans les pays voisins de la Baltique, sa pensée anima tous les rouages de l'administration; en entamant, en 1918, ses offensives sur le front français, il assure que le monde va connaître les plus grands événements de son histoire. Sa pensée est partout souverainement créatrice; son activité est sans seconde, son travail quotidien surhumain. Jamais homme n'a connu d'angoisses comparables aux siennes, de triomphes supérieurs aux siens, de chute plus imméritée que la sienne. A de rares exceptions près, ses fonctions ont été plus lourdes que toutes celles que jamais personne ait assumées.

S'il est orgueilleux pour lui-même, Ludendorff l'est plus encore pour son pays. Son patriotisme — d'ailleurs fort respectable en soi — est poussé jusqu'à un degré d'aveuglement qui le perdra. Et, quand il parle de l'Allemagne, il n'envisage pas seulement l'empire de formation récente que nous connaissons, mais toutes les terres qui furent jadis visitées par des Allemands.

C'est « un coin de terre de la patrie » qu'il reconnaît, à Mittau, lorsqu'en mai 1916, il accompagne Guillaume II dans cette ville conquise. A Kowno, dans l'hiver 1915-16, il a devant les yeux, sur la rive droite du Niemen, une tour ruinée, reste d'un vieux château-fort autrefois édifié par les chevaliers de l'Ordre Teutonique; il songe alors à la restauration possible de l'hégémonie allemande sur ces territoires baltiques où ses ancêtres ont jadis pénétré. Là où l'Allemagne marqua sa civilisation, elle peut bien l'imposer encore.

Que faut-il pour cela? La victoire. Or, l'Allemagne y est si bien préparée, qu'elle en est normalement invincible; elle le restera donc pour peu que le Gouvernement entretienne dans le peuple le feu sacré du patriotisme avec l'esprit de sacrifice qu'il implique. En ce qui le concerne, il n'omet rien pour qu'il en soit ainsi aux armées. Son émotion ne fut jamais si forte qu'un certain dimanche où il entendit résonner dans le temple un vieux chant qui disait : « Plein de cœur et plein de vie, je t'ai donné mon cœur et ma vie, ô toi, ô mon pays allemand ! ». Et il ordonna que ce verset fût chanté à chaque office afin que tout soldat en connût les paroles. Plus tard, il recrute des conférenciers et organise un service spécial d'action morale qui procède par tournées dans les armées.

De cet axiome — l'Allemagne ne peut être vaincue — il tire toutes les déductions, à la manire de

théorèmes. Exemple : si l'Allemagne, un jour, est menacée de défaite, c'est donc que quelqu'un de ceux chargés de la conduire à la victoire n'a pas fait son devoir. L'armée ne pouvant évidemment être soupçonnée, c'est le pays qui est coupable, et le Gouvernement, son guide, par conséquent.

Allez lui soutenir la cause de ce Gouvernement, dites-lui que le peuple allemand a pu être soumis à trop rude épreuve et qu'il a chancelé sans que rien ni personne ne s'y puisse opposer, et il vous répondra sincèrement que cela est faux, que son peuple est, par définition, l'enfant chéri de la victoire, qu'il possède toutes les qualités naturelles pour la séduire et, au besoin, la violenter, et que, s'il n'y est parvenu, c'est qu'on n'a pas su mettre en œuvre tous les dons qu'il tient de la divinité. Et c'est bien ce qu'il fallait démontrer. Aussi vous soutient-il — et cela revient au même — à vous qui êtes du camp opposé, que vous n'êtes pour rien dans l'abaissement de son pays et que l'Allemagne des armées n'a été vaincue que par l'Allemagne elle-même, celle de l'intérieur. « Le Seigneur Dieu dans le ciel a abandonné le peuple allemand parce que le peuple allemand s'est abandonné lui-même ». Mais comme un peuple ne s'abandonne jamais que dans les limites permises par ses dirigeants, c'est donc bien le Gouvernement qu'il faut accuser.

Son patriotisme prend des allures mystiques, comme

on voit. Le Dieu qu'il sert, c'est l'Allemagne. Il professe une foi profonde en la toute-puissance de ses représentants sur la terre — chefs de l'armée et hommes d'État. — D'où cette thèse qui fait le fond de toutes ses explications, à savoir que si, dans leur sphère, les hommes de Gouvernement n'ont pas su conserver au peuple sa santé morale, condition de la victoire, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu. Ce sont des schismatiques de la religion commune abusés par les néfastes idées du jour, en quelque sorte de coupables modernistes du patriotisme.

Ludendorff a donc la foi du charbonnier. L'affaire a mal tourné ? Pour lui, cela ne signifie pas qu'elle ait été mauvaise, immorale ou mal conçue. L'exécution en fut défectueuse, et voilà tout. Or, l'exécution en était confiée à l'armée d'une part, et au pays d'autre part. L'armée a fait tout son devoir ; le pays, non. A eux deux, ils ne devaient faire qu'un seul corps — et ce fut ainsi car le contraire est impossible — mais n'avoir aussi qu'une seule âme. C'est dans ce dernier domaine que le pays n'a pas marché de pair avec l'armée. Abreuvé à des sources spirituelles impures qu'un Gouvernement faible n'a pas su tarir, ni même endiguer, il s'est empoisonné ; il a empoisonné l'armée ; c'est la révolution qui a provoqué la débâcle militaire.

C'est en vérité bientôt dit et l'explication est com-

monde. Depuis quand les révolutions sont-elles de génération spontanée? Ludendorff a fait beaucoup d'histoire et il sait bien qu'un grand peuple ne se livre aux extrémités révolutionnaires que pour échapper à un régime intolérable ou par réaction contre trop et de trop grandes déceptions. Or, pendant presque toute la guerre, le peuple allemand n'a jamais mis en cause le régime impérial. Il a été d'autre part unanime à vouloir la guerre à son début. A la fin, cependant, il s'est révolté. Il faut donc que, dans l'intervalle, la guerre lui ait apporté d'insupportables déboires.

Et, en effet, la guerre qu'il acclamait en 1914 était, non pas celle qui lui fut donnée, mais celle que ses dirigeants et notamment le parti militaire lui avaient promise : courte et grandement profitable. Dès qu'il vit qu'elle serait longue — et Ludendorff, après la Marne, en eut un des premiers la notion, sans d'ailleurs en tirer les conclusions nécessaires — son enthousiasme tomba. Dès qu'il entrevit qu'elle pourrait n'être pas profitable, il fut déçu. Sa déception s'accrut encore de ce que la Direction de la guerre s'obstina longtemps à le leurrer. Ne pouvant plus parler de la première partie du programme puisque le temps passait, elle affirma que la guerre serait victorieuse. La victoire qu'elle n'avait pas donnée hier, elle la donnerait demain, avec toutes ses conséquences dont l'énumération demeura, pendant des années, séduisante.

Le peuple cependant ne pouvait être indéfiniment abusé par des promesses toujours vaines. Il vit bien que chaque jour lui créait un nouveau dommage et lui apportait un adversaire nouveau; il comprit, qu'à ce train, le monde entier serait bientôt contre lui; or, on ne vainc pas le monde coalisé! Il finit par se convaincre que non seulement la guerre ne lui donnerait aucun profit, mais que, déjà désastreuse en ses effets perçus, elle menaçait de tourner à la catastrophe. C'en était trop; il y fallait mettre un terme, et la révolution gronda. On peut dire qu'elle a été dirigée uniquement contre le parti militaire dont Ludendorff est le plus remarquable représentant.

*
* *

Ce dont il faut le plus s'étonner, c'est qu'elle n'ait pas éclaté plus tôt, car enfin nous ne la vîmes poindre qu'à l'heure où l'armée allemande, au bord de l'abîme, allait subir une catastrophe militaire comme l'histoire n'en aurait peut-être jamais fourni d'exemple.

Car c'est une légende à détruire que celle de l'armée allemande invaincue. Lorsque l'armistice lui fut accordé, cette armée formidable qui, au 15 juillet 1918, comptait plus de 80 divisions réservées, avait fondu, sous les coups répétés des Alliés, au point de ne plus disposer que d'une quinzaine de divisions en arrière de

son front de bataille, et encore deux d'entre elles seulement étaient-elles capables d'entrer immédiatement dans la lutte. A la même heure, les Alliés en possédaient plus de 100. Une attaque franco-américaine de 30 divisions qui pouvaient être suivies par une force égale, allait déboucher, le 14 novembre, dans l'Est de Metz, et marcher droit à la Sarre et au Rhin. Rien ne la pouvait arrêter.

L'état-major allemand en était si convaincu qu'il avait ordonné l'évacuation de Metz et de Thionville, ces deux boulevards des Pays Rhénans. Plus de 160 divisions allemandes — bien réduites, il est vrai — allaient avoir à retraiter, l'épée aux reins et le flanc sud débordé, entre la Moselle en aval de Thionville et le Limbourg hollandais! Après l'armistice, en toute liberté, disposant de toutes les routes entre la Suisse et la Hollande, suivies par un adversaire désarmé par sa parole même, ces 160 divisions ne réussirent leur mouvement rétrograde qu'au prix du sacrifice de la majeure partie de leur matériel. Qu'aurait-ce été en d'autres circonstances? A la vérité, c'est par centaines de mille hommes, par milliers et milliers de canons, qu'il eût fallu compter nos trophées, si les dirigeants allemands ne s'étaient décidés à signer le protocole déshonorant du 11 novembre.

Or, depuis juillet déjà, la situation militaire s'acheminait à grands pas vers ce terme, et les symptômes

de découragement, puis de colère, ne firent que peu à peu leur apparition dans l'armée comme dans le pays. Selon l'expérience de toutes les guerres, nos premières victoires constituèrent un des facteurs principaux du mécontentement général ; bien loin d'être la conséquence de la crise, elles la provoquèrent.

Non, ce n'est pas la révolution qui donna la victoire aux Alliés. Bien avant la dernière campagne, un Allemand célèbre, Bernhardi, nous avait dit les conditions à réaliser pour vaincre. « La décision surgit soudain de deux causes. Ou bien un grand général jette le poids de son génie dans la balance, ou bien c'est d'une circonstance particulière ou d'un heureux concours de circonstances que naît la victoire : supériorité numérique ou tactique ; particularité de l'armement ; supériorité morale due au caractère des troupes ; supériorité du principe d'action. Et, naturellement, le succès est d'autant plus grand que la circonstance particulière ou l'heureux concours de circonstances sont exploités par un meilleur général[1]. »

N'est-ce pas une vérité éblouissante que, précisément vers la moitié de l'année 1918, les Alliés réalisèrent le maximum des circonstances favorables énumérées par Bernhardi, à savoir : une supériorité numérique en voie d'obtention grâce à l'apport américain ; l'entrée en

1. Général F. von Bernhardi, *La Guerre d'aujourd'hui.*

ligne d'une masse de chars blindés (dont les Allemands étaient à peu près dépourvus) et d'une artillerie lourde particulièrement nombreuse et bien dressée, si bien dressée, qu'en un seul mois, les Allemands, de leur propre aveu, voyaient sauter sous ses coups 13 pour 100 de leurs canons; la supériorité morale des troupes alliées, notamment après le 15 juillet; la supériorité enfin du principe d'action dont le commandant en chef de l'Entente n'est qu'une vivante incarnation. Voilà les causes véritables de notre immense victoire!

Ludendorff n'a jamais compris, et il ne pouvait pas comprendre, qu'il était à la tête de gens d'affaires, engagés dans une mauvaise affaire, et qui, pour éviter la banqueroute, préférèrent, le moment venu, solliciter un concordat et faire faillite.

Car Ludendorff, abusé par sa foi, n'est pas psychologue. Pas plus qu'il ne saisit l'âme de son peuple, il ne pénètre celle de ses adversaires? Il prétend que si l'Allemagne a déchaîné le sanglant conflit, c'était pour se prémunir contre une attaque prochaine de voisins envieux. Bernhardi à qui nous avons déjà fait allusion et qui est bien de la même école, a plus de franchise ou plus de perspicacité. Il dit : « L'Allemagne nourrit, sur un sol qui a l'étendue de la France, une population de 65 millions d'habitants; la France n'en a que 40. La population allemande s'accroît chaque année

de un million environ. Il n'est pas possible que l'agriculture et l'industrie de la mère-patrie puissent à la longue procurer à une masse d'hommes qui croît dans de telles proportions, un travail assez rémunérateur. *Nous avons donc besoin d'accroître notre empire colonial.* Une telle acquisition ne nous est possible, avec les partages politiques d'aujourd'hui, qu'au détriment d'autres États ou en nous associant à eux, *et ces solutions ne sont praticables que si nous réussissons d'abord à mieux assurer notre puissance dans l'Europe centrale.* Maintenant, à chaque démarche de notre politique extérieure, nous sommes placés en face d'une guerre européenne contre des adversaires supérieurs, et le poids de cette situation nous est presque insupportable.... Cela comporte les plus grands dangers pour la paix de l'Europe — *qui, après tout, peut tenir le second rang dans nos préoccupations vitales* — mais encore pour nous-mêmes.... *Si nous voulons obtenir pour notre nation la place qui lui revient dans le monde, il faut nous confier à notre glaive,* renoncer à toute utopie pacifiste efféminée, regarder avec fermeté les dangers qui nous entourent[1]. » Et comme si ce n'était pas assez clair, dans un livre plus récent[2], il s'exprime avec mépris sur la politique d'équilibre que

1. *La guerre d'aujourd'hui.*

2. Général F. von Bernhardi, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, 1 vol. grand in-8, 7 fr. 50, Payot, Paris.

pratiquent les nations de l'Entente par effroi des résolutions viriles et pour faire échec à un pays plein de jeunesse et de force dont l'expansion est cependant nécessaire. La lutte est donc certaine; elle est proche. Que l'Allemagne s'arme, qu'elle et ses chefs regardent fermement la tâche à entreprendre. Et, quand elle sera prête, qu'elle marche. Au besoin, sa diplomatie « biseautera les cartes », car il peut y avoir quelque avantage à obliger l'ennemi à attaquer. Des prétextes? Ils abondent aussi bien en Afrique qu'en Europe.

Celui-là au moins parle net et l'on sait à quoi s'en tenir. Il parle si net que les Allemands eux-mêmes ne lui en surent aucun gré, et se montrèrent froissés, non de l'idée, cela va sans dire, mais de la stupidité dangereuse de ce prestidigitateur malhonnête qui s'en allait de par le monde, dévoilant le « truc ».

Ludendorff, lui, prête à ses adversaires les mobiles qui l'animent et, qu'au moins publiquement, il dissimule. De même que l'Entente a voulu la guerre, de même elle refuse de traiter, quand on le lui propose, parce que son seul but est de jeter bas la Grande Allemagne. Il ne veut pas voir que celle-ci fait la guerre pour en tirer profit à notre détriment et que la France se bat pour ne pas périr avec sa liberté. Il se plaint que son pays n'ait pas produit un Clemenceau. C'est peut-être que Bethmann-Hollweg ne luttait pas pour le même motif; c'est peut-être que ces deux

hommes n'étaient pas suivis de foules animées du même esprit. Une telle hypothèse ne peut venir à l'esprit de Ludendorff.

Sa foi dans la mission quasi-divine de l'Allemagne nous donne l'explication de son obstination et de sa force de « tranquille décision ». Qui détient la vérité s'y maintient quand même, envers et contre tous. Celui-là n'éprouve aucun doute qui possède la sûre doctrine, et s'y conforme.

Nous y trouvons aussi la clef d'une autre particularité du caractère de cet homme extraordinaire. Il a la haine innée de tout ce qui, dans l'histoire, vint contrarier la politique des Hohenzollern, comme les vrais croyants ont horreur des hérétiques.

Il est donc aussi vindicatif qu'orgueilleux. Il l'est, à certains moments, au point d'en être enfantin. C'est ainsi qu'il donne à sa première victoire le nom de Tannenberg, sous prétexte de venger un affront subi par des Allemands plus jeunes de cinq siècles. C'est, en effet, le 15 juillet 1410 qu'à Tannenberg, Lithuaniens et Polonais réunis infligèrent une défaite aux chevaliers de l'Ordre Teutonique et enrayèrent de ce fait — crime impardonnable ! — la colonisation allemande en terre slave.

A Kowno, lorsqu'il regarde la stèle qui, sur la rive gauche, marque le point où Napoléon, en juin 1812,

assista au passage du Niemen par la Grande Armée, il ne se sent pas seulement agité par des réminiscences historiques, mais secoué d'une sainte haine pour l'insolente nation qui, à cette époque, avait attaché la Prusse à son char et prétendait étendre sa domination sur l'Europe.

En revanche, il manifeste une indignation, quelque peu comique après le baptême de Tannenberg, à constater, qu'au début de la guerre, les Japonais employèrent, pour sommer l'Allemagne d'évacuer Kiao-Tchéou, les termes mêmes dont Guillaume II avait fait usage, en 1895, pour exiger le départ des Nippons de Port-Arthur. Vingt années sont tout de même moins longues que cinq siècles pour se venger, spirituellement d'ailleurs, d'une humiliation.

Que Ludendorff ne soit pas toujours sincère, ou que, l'étant, il se contredise, cela est évident. Dans sa hâte à se défendre, il n'a pas pris le temps de confronter soigneusement les différentes parties de son livre. Aussi, les contradictions y abondent. Quand elles résultent de rapprochements entre opinions émises à des pages et des pages de distance, elles surprennent; si elles sont trop rapprochées, elles mettent en garde contre la bonne foi de l'auteur. Quelques exemples seulement.

Quand, en novembre 1917, Ludendorff conclut un

armistice avec les Russes, il leur fait des conditions d'autant moins rigoureuses qu'il est plus pressé d'arriver à un accord ; sa seule crainte est de ne pas voir aboutir les pourparlers ; il va même jusqu'à consentir des échanges de visites entre soldats allemands et bolchevistes, quoi qu'il sache tout le danger de telles rencontres. Or, ne s'avise-t-il pas, ayant à peu près dit tout cela, de comparer sa magnanimité en faveur des Russes à la « volonté de destruction manifestée par l'Entente, en 1918, vis-à-vis des quatre puissances de l'Europe centrale » !

Il trouve parfait, qu'avant de prendre parti, la Roumanie ait laissé passer la contrebande de guerre à destination des Turcs, mais la Suède, qui s'oppose au transit du matériel destiné à la Russie, est une nation « qui possède la notion juste des devoirs d'un État neutre ».

En ravitaillant les Alliés, en construisant pour eux des engins de guerre, l'Amérique — qui est prête d'ailleurs à rendre le même service aux Allemands s'ils lui font des commandes — l'Amérique accomplit un acte de quasi-hostilité, mais la Suède dont le minerai est si nécessaire aux fabrications allemandes qu'elles ne pourraient, sans lui, continuer, est exempte de tout reproche.

Ces contradictions, dont on pourrait allonger la liste, découlent toutes d'un esprit que nous connaissons bien

et qui suffit, pensons-nous, à toutes les explications : tout ce qui favorisa, favorise ou favorisera l'Allemagne est licite, tout ce qui la desservit, la dessert ou sera de nature à la desservir ne mérite que réprobation.

Ludendorff n'est pas toujours sincère mais il lui arrive aussi, disant la vérité, de ne pas la dire entière. En ces cas, c'est qu'une réputation allemande est à préserver : celle du Grand État-Major, par exemple. C'est ainsi qu'il passe sous silence, ou s'efforce de ramener à des objets secondaires les visées lointaines certainement attachées à plusieurs de ses grandes attaques. Que prétendait faire son prédécesseur à Verdun, une fois la ville conquise ? Quelle exploitation avait-il prévu lui-même pour chacune de ses offensives de mars, mai, juillet 1918, et qu'en attendait-il. Répondre : rien, et le prouver en protestant que la stratégie est sans importance, que la tactique compte seule, est un enfantillage, surtout de la part d'un homme qui a passé deux ans sur le front oriental à faire ou vouloir faire de la bonne stratégie. Mais il faut ménager la chapelle et ses desservants !

Cette vue sur la mentalité de Ludendorff nous révèle aussi pourquoi, aux mauvais jours, nous l'avons vu perdre en partie ses caractéristiques habituelles. Alors son Dieu est menacé au point que les plus fidèles désespèrent de sa puissance. Il est un de ces fidèles

qui, tantôt regardent leur idole renversée, tantôt se refusent à croire à pareil sacrilège. De là ses contradictions de la fin, ses appels au Gouvernement un jour pour le presser de conclure une paix rapide, le lendemain pour déclarer la lutte encore possible.

S'il est tenace dans ses rancunes — et il nous le montre bien par la manière dont il traite, aujourd'hui encore, les personnages civils ou militaires qui n'ont pas eu ou l'heur de lui plaire, ou l'esprit d'adopter ses opinions — Ludendorff est fidèle dans ses amitiés. Quand il a mis un subordonné à l'épreuve, il lie sa fortune à la sienne. Tous ceux qu'il a remarqués sur le front oriental, il les pourvoit, une fois parvenu à la Direction suprême, de poste importants, soit à l'État-Major Général, soit auprès des détenteurs des hauts commandements. Il se crée ainsi une clientèle, ce qui est peut-être un assez bon moyen d'être fidèlement servi. En tout cas, il facilite ainsi sa tâche en ayant partout des agents avisés, des concours utiles et des collaborations doctrinales.

Ludendorff, cela est évident et c'est une justice à lui rendre, est inhabile à masquer sa pensée, mais il devrait savoir, qu'à une certaine hauteur, la vérité crue n'est pas toujours bonne à dire. Trop de gens l'entendent et la commentent à leur gré. C'est une maladresse

de traiter des alliés susceptibles avec trop de dédaigneuse condescendance. Il ne s'en prive pas. Ayant un jour à prononcer une allocution à propos du cinquantenaire de l'entrée dans l'armée d'Hindenburg, il fait allusion à la part prise par le maréchal à la bataille de Sadowa, et fait publier son discours. Il s'étonne ensuite ingénument que Vienne se soit émue, que Berlin lui adresse des observations avec ordre de reprendre sa publication. Il n'en fait rien d'ailleurs, sous prétexte qu'il est trop tard. Le motif est peut-être différent : cet imprimé peut augmenter la confiance des troupes allemandes en leurs chefs. Que pèse à côté de cela la mauvaise humeur de l'Autriche? Son armée n'en sera ni meilleure, ni pire, et son opinion, à tout prendre, est sans importance puisque le lien qui la tient unie à l'Allemagne ne se peut desserrer.

Ludendorff est un audacieux qui aime naturellement le risque. Convaincu de la bonté de sa cause, il n'est pas de ceux qui voient toujours tout en noir et se livrent sans cesse aux pronostics les plus sombres, de ces gens qui sont heureux quoi qu'il arrive puisque, si leurs prophéties se réalisent, ils se glorifient de leur sagesse, et partagent encore la joie commune si les événements sont plus favorables qu'ils ne l'avaient prédit. Il est, lui, un homme d'action, placé entre deux alternatives : être acclamé s'il réussit, lapidé s'il échoue sans que

personne se demande les efforts qu'il a faits pour détourner le malheur.

A son sens, les hommes d'État de l'Allemagne et de l'Autriche sont de la première sorte ; ils n'ont jamais réellement cru à la victoire et n'ont pas davantage su trouver le chemin de la paix. Que n'ont-ils abandonné leurs fonctions ! Ludendorff qui croit au triomphe de l'Allemagne est prêt à jeter bas ces impuissants et à prendre leurs pouvoirs, car il croit connaître les secrets à mettre en pratique pour obliger le peuple allemand à vaincre. Il a bien l'âme d'un dictateur et ce sont les gouvernementaux qui, sur ce point, ont raison.

En cet homme, tout se tient ; il est d'une pièce ; c'est un monolithe. Le succès de l'Allemagne étant son unique objet, tout s'y subordonne. Il ne prend cure des moyens.

Lorsqu'il s'agit de violer la neutralité belge, il n'a aucune hésitation. Pour lui, comme pour d'autres de ses compatriotes, nécessité n'a pas de loi. Il cherche cependant quelques justifications. La Belgique était décidée à se jeter dans les bras de la France ; d'où il appert que l'assaut de Liège n'est qu'une mesure préventive, tout comme la guerre elle-même. D'ailleurs, si la Belgique s'était tenue tranquille, comment la Grande Allemagne se serait-elle accommodée de la présence, sur le flanc de ses armées, de cette puissance,

petite mais dangereuse de par sa position? Il eût fallu la ménager, traiter d'égal à égal avec elle. Trop de soucis vraiment à l'heure où l'esprit des dirigeants sera attiré vers des sujets de bien autre importance.

Des explications! Ludendorff en donne quelquefois trop pour une âme tranquille. N'imagine-t-il pas de trouver une preuve de la connivence des Belges avec la France dans ce fait que les routes venant de l'Est étaient barrées tandis que rien de pareil n'existait à la frontière occidentale. Mais ne se souvient-il pas que le roi Albert avait demandé aux puissances garantes de respecter son territoire, que la France et l'Angleterre s'y étaient engagées et que l'Allemagne seule avait refusé?

Voulant contourner Liège, il trouve les ponts de Visé détruits, et il en conclut que la Belgique est décidée à la guerre. Qui se garde, chez soi, contre un voisin dangereux, ne prend cependant pas pour cela figure d'assaillant. Où Ludendorff dépasse vraiment la mesure, c'est quand, parlant de la « félonie italienne », il fait appel « aux lois morales qu'une nation ne doit pas violer ». Ce privilège est évidemment réservé au seul peuple élu.

Devant la violation flagrante des engagements les plus solennels, la Belgique et son roi, n'écoutant que la voix de l'honneur, prirent les armes. Les gardes civiques qui possédaient en tout temps équipement et

armement, furent convoqués et firent le coup de feu contre l'envahisseur comme c'était leur devoir et aussi leur droit. Ludendorff en fait des francs-tireurs et ainsi explique, sinon excuse, les actes barbares commis par les troupes allemandes. D'ailleurs, à ses yeux, ce sont pour la plupart des légendes. Légende, l'incendie de Louvain! Légendes, les fusillades en masses et les incendies concertés un peu partout chez nos voisins!

Ludendorff sait bien que les gardes civiques agissaient dans la plénitude de leur droit, car l'Allemagne avait signé, comme la Belgique, la France et l'Angleterre, la Convention IV annexée au protocole de la Haye, dont l'art. 2 du chapitre 1 traite précisément de la question. Mais la signature de l'Allemagne au bas de l'Acte de la Haye n'engage pas plus que celle de la Prusse sur le Traité de 1839. Nécessité fait loi! Encore, dans le cas particulier, pourrait-on contester le bien-fondé de la nécessité.

Les premières émissions de gaz asphyxiants sur le front russe — contravention nouvelle aux engagements internationaux — n'évoquent, en l'esprit de Ludendorff, aucun besoin de justification. Le moyen est bon pour surprendre l'adversaire désarmé et le terrasser à peu de frais. N'est-ce pas suffisant? Il regrette seulement que les coups du début aient manqué et que les gaz se soient quelquefois retournés contre ceux qui les avaient lancés, parce que des insuccès de ce genre sont

de nature à jeter la défaveur sur un incontestable moyen de nuire.

La guerre sous-marine sans restrictions devait évidemment causer la mort de milliers d'innocents. Cette idée n'effleure pas son esprit. Il présente cette guerre comme une nécessité pour l'Allemagne d'abord, puis comme une réponse, directe et moins coupable, au « blocus de la faim » exercé par l'Angleterre, mais il omet de dire que si les vaisseaux anglais ont coulé des navires et confisqué des cargaisons, ils n'ont pas noyé un seul voyageur inoffensif. Toute la différence est là. Ludendorff ne comprend pas ces différences.

Et cependant, si l'on admet que les deux procédés aient été également contraires au droit des gens, l'un est tout de même supérieur à l'autre au point de vue humanitaire qui est précisément celui du droit des gens. Ludendorff se moque du point de vue humanitaire ; il ne s'y place jamais à priori. A ce sujet, ses principes sont nettement et à plusieurs reprises exposés dans son livre : « C'est folie que de sacrifier la Patrie à de fallacieux principes d'humanité ».

Si, en 1917, au moment du repli sur la ligne Hindenburg, il concentre en quelques points qui vont être bientôt occupés par les Français les malheureux habitants dont il vient de raser les villages, brûler ou emporter les récoltes, piller les biens, ce n'est pas qu'il pense à leur donner la joie de la patrie retrouvée après

tant de souffrances, non, il veut simplement imposer à la France « plus de bouches à nourrir ».

S'il renonce, en 1918, à lancer sur Paris des bombes incendiaires qu'il sait devoir faire merveille, ce n'est pas qu'il recule devant un nouveau crime de lèse-civilisation, mais parce que les résultats moraux à attendre ne lui paraissent pas suffisamment établis en comparaison des risques à courir, et ces risques, ses compatriotes les lui indiquent : ils ont peur des représailles des Alliés déjà victorieux et le supplient, s'ils ne le somment, de renoncer à ses intentions.

Tout comme Bernhardi, il est de ceux qui pensent que « la nature même de la guerre est de tout pousser à l'extrême » ; elle ignore la pitié. Cela est si vrai que lorsqu'il lui arrive de faire l'aveu de forfaits commis par ses armées — rares aveux et combien discrètement consentis ! — il ne trouve pas d'autre mot que celui-ci : C'est la guerre ! Sa guerre peut-être, la guerre allemande, mais pas la Guerre.

Au moral, notre homme est donc très cohérent. Nous pensons avoir maintenant dégagé l'idée motrice dont il s'inspire et qui se résume en un seul mot : Allemagne, Allemagne avant tout. Ludendorff nous apparaît comme un prêtre atteint de mysticisme qui, ayant toujours vu ses fidèles accourir à son appel et accomplir minutieusement les gestes rituels de leur

religion, ne s'est jamais aperçu que la forme avait tué l'esprit, et demeure convaincu qu'il est encore entouré de croyants sincères. Il n'entre pas dans sa compréhension que la foi ait disparu du peuple allemand ; il la croit seulement en sommeil, prête à se réveiller magnifiquement quand résonnera la voix divine. Hélas ! A ses yeux, ceux qui ont charge de la faire entendre se montrent sourds à ses accents et traîtres à leur plus saint devoir ! Lui, continue à agir comme s'ils ne l'étaient point, dans l'illusoire espérance d'être entendu quand même. Le peuple, qui ne le comprend plus, lui obéit d'abord puisqu'il est le maître, jusqu'au jour où sentant que ses prêtres le trompent et que sa perte est prochaine, il se révolte.

*
* *

En tant que chef d'armées, Ludendorff est à coup sûr énergique et clairvoyant, observateur sagace, instructeur et manœuvrier de talent.

Là où il excelle, c'est dans la guerre de mouvements qui, seule ou à peu près, avait été minutieusement étudiée, en Allemagne comme ailleurs, avant 1914. Ses manœuvres ou projets de manœuvre contre la Russie sont marqués au meilleur coin de la meilleure doctrine guerrière : attaque importante et frontale destinée à attirer les réserves de l'adversaire, puis attaque

à intention débordante sur un point faible et qui, en Russie, restera forcément faible parce que la Russie ne possède pas les moyens ferrés et routiers nécessaires à l'embarquement, au transport et au débarquement de grandes masses de troupes.

Encore pour admirer sans réserves serait-on curieux de savoir jusqu'à quel point les Allemands ont été servis par la puissante faction qu'ils ont toujours eue à leurs gages dans les cercles dirigeants de Russie, et de connaître les embarras inouïs dans lesquels se sont débattus nos alliés — par imprévoyance antérieure et insouciance du moment, il faut le dire — notamment au point de vue de l'armement de l'infanterie et du matériel d'artillerie. Quand on sait, comme nous le savons, que certaines compagnies sont allées au feu avec un fusil pour deux et quelquefois trois hommes, que certaines batteries ont été réduites à appuyer ou arrêter des attaques avec un approvisionnement d'obus de quelques coups par jour, on trouve que les vainqueurs ont peut-être eu moins de mérite qu'il ne paraît.

Là où Ludendorff excelle encore, c'est dans la manœuvre dite « en lignes intérieures ». La situation de l'Allemagne entourée d'ennemis, au centre de l'Europe, se prêtait d'ailleurs admirablement à ce genre d'opérations. Elle y était comme une place, immense mais assiégée, d'où elle effectuait des tentatives pour rompre

le cercle qui l'entourait. Sorties finalement infructueuses que les attaques en Russie, en Roumanie, en Macédoine, en Italie et en France. Sortie manquée que l'unique essai de la flotte de haute mer pour abandonner ses bases. Tentative de sortie encore que la guerre sous-marine.

Ainsi, sur tout le périmètre investi, tantôt ici, tantôt là, Ludendorff attaque ou résiste. Il passe ses veilles à rassembler des forces sur un point, soit qu'il prenne l'initiative, soit qu'il doive répondre à celle de ses adversaires. Durant quatre ans, l'Allemagne est sillonnée d'une quantité considérable de trains de troupes qui vont, viennent, déplacent le centre de gravité du système, donc le point d'application principale de l'effort ou de la résistance, au gré de la Direction suprême.

Ces mouvements dont aucune guerre n'avait encore fourni pareil exemple et dont, en temps de paix, on n'envisageait pas sans appréhension la possibilité, mériteraient une étude particulière. Leur connaissance nous a été aussi précieuse, alors que nous étions sur la défensive, qu'aux heures de nos attaques, car elle nous éclairait à la fois sur les intentions de l'ennemi dans un proche avenir et sur les craintes que lui inspiraient nos offensives. Il est arrivé, par exemple, qu'une division allemande, embarquée pour le front russe, ait été subitement rappelée, en plein transport, vers le

front occidental. Une circonstance aussi anormale est bien de nature à marquer le degré d'inquiétude dont le commandement allemand était, à ce moment, saisi.

Dans la défensive, Ludendorff a nettement vu que les combats pour des bouts de tranchée étaient aussi improductifs pour le résultat final que coûteux en hommes et en munitions. Il a saisi toute l'importance de l'échelonnement de l'infanterie et de l'artillerie dans le sens de la profondeur. Il a compris qu'une première position, attaquée par surprise après bouleversement par une artillerie puissante, a les plus grandes chances d'être enlevée par un adversaire valeureux. Il a même vu que la surprise n'était pas nécessaire, dès le moment où le bombardement dépassait une certaine intensité. Alors, il s'est ingénié à trouver un moyen de reprendre au plus tôt le terrain perdu qu'il ne pouvait pas ne pas perdre, et il a imaginé son système des « divisions d'intervention ». Ce sont des divisions placées à une certaine distance en arrière de la zone présumée des attaques ennemies, protégées par leur distance même contre la majorité des canons, et qui tombent par surprise sur l'assaillant lancé à corps perdu et affaibli, tout au moins désorganisé, par son succès même.

Mais le système n'est bon que si cet assaillant pousse à fond, toujours plus loin à l'intérieur des positions allemandes. S'il s'arrête dans son élan, s'il

reste sous la protection de ses canons, s'il se contente, en d'autres termes, de limiter son gain à la portée de son artillerie, les divisions d'intervention ou n'interviennent pas, ou n'interviennent que pour venir mourir sous l'avalanche d'obus déchaînée contre elles, en avant de la nouvelle position occupée par l'ennemi.

Ludendorff en fait l'aveu : « L'ennemi s'était adapté à notre tactique des divisions d'intervention. Les attaques à objectifs éloignés comme celle entreprise par le général Nivelle lors de la bataille d'Aisne-Champagne, n'étaient plus de mise chez lui. Il savait le secret de notre contre-attaque et agissait en conséquence en fixant une certaine limite à l'exploitation de son succès ».

Le procédé étant défaillant, Ludendorff songea à créer une zone avancée, très faiblement tenue, et à reporter plus en arrière la véritable défense. Nous verrons que, de l'autre côté des fils de fer, on était arrivé à la même conclusion.

Dans l'offensive contre une position fortifiée, tout son art a consisté à amener par surprise une puissante masse d'attaque en face du front à emporter, en une préparation d'artillerie aussi puissante que brève, puis en un assaut poussé à la course, jusqu'à bout de souffle. En arrière des divisions de première ligne, d'autres suivaient, pour les remplacements.

La méthode a obtenu les succès que l'on connaît,

mais la parade n'a pas tardé à venir. Puisque les défenseurs de la première position pouvaient difficilement résister, même s'ils étaient prévenus de l'imminence de l'assaut, on les supprima ou à peu près. Il ne resta, dans les premières lignes, que quelques groupes au cœur solide, armés de mitrailleuses et chargés de prévenir du moment de l'attaque, après quoi ils devaient se retirer en faisant le coup de feu. La défense effective fut reportée sur la deuxième position, laquelle demeurait à peu près intacte parce que située en dehors de la zone d'action de la majorité des canons de campagne de l'assaillant. Dès lors, l'attaque donna dans le vide ; sa préparation d'artillerie devint inutile ; pendant des kilomètres, elle resta sous le feu de l'artillerie de la défense, tandis que les fractions essaimées qui l'avaient démasquée et retraitaient, lui infligeaient pertes et retards. Quand elle parvenait à courte portée de la deuxième position, elle était déjà ébranlée, disloquée, abandonnée par le feu protecteur de son canon qui suivait l'horaire établi à priori, soumise au feu destructeur de la défense, tamponnée par les divisions de deuxième ligne qui la suivaient à la trace. Autant dire qu'elle volait déjà en éclats. Finalement elle échouait piteusement quand elle n'était pas aussitôt contre-attaquée et rejetée sur ses points de départ.

La méthode était bonne ; elle ne le serait probable-

ment pas restée longtemps. A la guerre, tout est en perpétuelle transformation. Il n'y a pas de système qui vaille indéfiniment ; il n'y en a même pas qui convienne à deux points différents du champ de bataille. La guerre vit, il est vrai, de grands principes, mais, dans l'exécution, elle réclame sans cesse de nouveaux expédients.

Si Ludendorff a tenté sur le front français de grandes attaques, il ne les a jamais lancées que successivement, à intervalles de temps si éloignés que la répercussion de l'une ne se faisait plus sentir sur la suivante, c'est-à-dire que les divisions françaises engagées contre la première restaient capables, après recomplètement et repos, de faire encore face à la seconde.

Et c'est la grande faiblesse de sa méthode. « Nous n'avons pu, dit Ludendorff, ni à l'Est, ni à l'Ouest, pendant tout le cours de la guerre, mener aucune grande percée stratégique jusqu'à ses dernières conséquences. »

Nous avons eu occasion déjà de le dire, au cours de cet ouvrage, mais nous ne saurions trop le répéter car cette notion domine toute la guerre, en explique les tentatives vaines comme les événements de la fin : *une attaque, si puissante fût-elle, ne pouvait conduire à rien de décisif sur notre front.* Il existe en France trop de chemins de fer et trop de routes pour que les

réserves accumulées en arrière des lignes ne puissent opportunément arriver à l'endiguer, où qu'elle ait pénétré.

La difficulté de vaincre, en France, ne résidait pas dans la percée du front organisé — ce qui est chose toujours possible — mais dans le pouvoir d'exploiter cette percée ; ayant franchi la porte par effraction, il fallait entrer profondément dans la maison. C'est pourquoi, quand on cherchait la décision, le véritable adversaire, et le plus redoutable, n'était pas l'occupant des tranchées à conquérir, mais celui qui devait venir tout à l'heure arrêter l'attaque à plus ou moins grande distance des tranchées franchies. En d'autres termes, les réserves devaient être annihilées ou dispersées d'abord, la trouée ne devant venir qu'ensuite.

Pour annihiler, disperser, fixer, user en un mot les réserves, un seul moyen : des attaques partielles, sur plusieurs points, à courts intervalles de temps et finissant d'ailleurs par se superposer, afin d'obliger l'ennemi à des remplacements d'unités et à des renforcements continuels, afin d'aspirer pour ainsi dire toutes les disponibilités.

Ces attaques d'usure, ou mieux d'absorption des réserves ne se peuvent conduire, on le conçoit, à coup d'hommes. Sans parler d'autres considérations, l'homme est une denrée précieuse et l'un des adversaires n'en est généralement pas plus prodigue que

l'autre. C'est surtout à coups de matériel qu'il faut agir. Économie d'infanterie, prodigalité sans limites de canons et d'autres engins de guerre, telle doit être la caractéristique de ces opérations préliminaires.

Une conséquence s'en suit : avec peu d'infanterie, on ne peut pousser loin. Donc, sans fixer à l'avance de limites infranchissables à ces attaques, car il n'est jamais permis de négliger une providentielle circonstance, on doit procéder de bond en bond, sous la protection de l'artillerie, afin de maintenir l'ennemi sous une constante menace.

Quand, à la suite d'un certain nombre d'actions de ce genre, les réserves de l'adversaire ont fondu sur le front, l'heure de la trouée a sonné. Une attaque dernière, plus vaste que les autres pour produire une plus large brèche, toujours pourvue du maximum de matériel mais encore mieux garnie en profondeur de divisions d'infanterie, peut partir en toute sûreté. Rien ne l'arrêtera dans l'exploitation de sa percée puisqu'il n'existe plus rien ou à peu près rien, dans le camp opposé, qui la puisse endiguer. Toute ambition lui est permise.

En d'autres termes, et selon une vieille formule, c'est mettre la charrue avant les bœufs que de tenter la percée avant d'avoir usé, ou mieux, absorbé les réserves de l'ennemi.

Nous avons connu des heures où Ludendorff nous

accula à une situation analogue à celle qui vient d'être décrite. C'était au début de juin 1918, le seul moment d'ailleurs où deux des grandes attaques allemandes se conjuguèrent suffisamment dans le temps pour que, à force d'y répondre, nous ayons pu craindre de n'avoir plus de divisions réservées. A cette époque, si les Allemands avaient pu faire une troisième attaque en forces sur n'importe quel autre point de notre front, nul ne peut dire ce qui serait advenu.

A notre tour, au début de novembre de la même année, nous étions parvenus, ayant entièrement absorbé les réserves ennemies, à mettre notre adversaire au bord de l'abîme où notre attaque du 14 novembre devait le faire infailliblement sombrer.

Que Ludendorff n'ait pas su appliquer cette méthode de guerre, ou même qu'il ne l'ait pas pu, car elle exige de formidables disponibilités en artillerie, en chars, en avions, en munitions, qu'il ne possédait peut-être pas, on le comprend encore, mais qu'il nous ait cru incapables d'en faire usage pour notre compte, cela est moins explicable. Et ce l'est d'autant moins que la marée allemande s'était figée, à l'intérieur de nos lignes, sous la forme dangereuse d'immenses saillants, lesquels sollicitent l'attaque aussi sûrement que le paratonnerre attire la foudre.

Après ses succès aussi considérables qu'éphémères

du printemps de 1918, devant l'afflux incessant des divisions américaines en France, après constatation de la fougue, un peu inexpérimentée mais terrible, des jeunes recrues du Nouveau-Monde, plus certain qu'il ne l'avait jamais été de notre supériorité de production en matériel de toute nature, la sagesse lui conseillait, puisqu'il entendait continuer la guerre, de se créer toujours plus de divisions disponibles. Ce seul moyen lui restait d'endiguer nos attaques, si elles se produisaient sur plusieurs points à la fois.

Et comme une position de longueur donnée ne peut moins faire que d'exiger, pour sa seule garde de tous les jours, un nombre connu de divisions, il n'avait qu'une manière d'augmenter ces disponibilités — celui qu'il avait déjà employé au commencement de 1917 — le raccourcissement de son front. Certes, le repli est toujours pénible à décider; c'est en quelque sorte un aveu de faiblesse; il est dur d'abandonner un terrain qui a coûté à conquérir tant d'efforts et tant de sang, mais ce qui nous était interdit, à nous, au moins sur de vastes profondeurs, parce que nous combattions sur notre sol, l'était moins pour lui qui, au demeurant, ne cédait que du territoire ennemi. Et c'est bien le cas de rappeler ici que la fin seule importait. Si l'on veut vivre, il ne faut repousser aucun moyen licite de salut.

Ce repli, Ludendorff l'eût dû consentir avant le

15 juillet 1918. Aveuglé, il préféra recommencer les expériences finalement malheureuses du 21 mars et du 27 mai. Ce sont tentatives qu'on ne reprend pas impunément contre un adversaire quelque peu observateur, donc averti. Ce fut à la fois la faillite du procédé de l'attaque à corps perdu et celle du moral des armées allemandes. « L'offensive pour la paix » sombra misérablement dans nos plaines de Champagne.

A ce moment encore, une claire vision de l'avenir devait inciter Ludendorff à prendre, sans plus tarder, la décision énergique de reculer sur une ligne plus courte. Elle le pouvait sauver, au moins pour quelque temps. Dans son obstination orgueilleuse, il ne la voulut pas prendre. Ce fut sa perte. Saisi sur tout son front par nos attaques, il vit peu à peu ses réserves fondre comme neige au soleil. Désormais, il était bien à nous.

Le livre de Ludendorff est d'un passionnant intérêt. Il retiendra sûrement l'attention. On y trouve, en pleine lumière, le caractère des hommes qui, jusqu'à ces derniers jours, ont été les véritables maîtres de l'Allemagne, les artisans de sa grandeur dans le passé comme de sa chute récente. Il met au premier plan, peint par lui-même, sans qu'il ait eu grand temps, sinon pour reviser les faits du moins pour farder ses propres traits, un des produits de l'éducation militaire alle-

mande qui prend l'enfant à peine au sortir du berceau et le conduit, par la voie de l'Académie de guerre et du Grand État-Major, jusqu'au sommet de la hiérarchie.

Ludendorff en est le type accompli. Combien d'autres, comme Schlieffen, Bernhardi, Falkenhausen, sans parler de Moltke et de Falkenhayn, eussent, à sa place, déployé les mêmes qualités et commis les mêmes erreurs. C'est que l'État-Major allemand imprime à tous ses membres une marque indélébile : l'orgueil, l'orgueil de la patrie allemande, l'orgueil personnel. La supériorité de l'Allemagne dans tous les domaines, et plus particulièrement dans celui des armes, est un dogme indiscutable et d'ailleurs indiscuté. Force est bien d'employer des termes religieux pour expliquer la sorte de culte rendu à leur pays par des hommes comme Ludendorff.

Divinisée, l'Allemagne a tous les droits et doit avoir tous les pouvoirs sur la terre. Par une pente naturelle, les exécuteurs de ses volontés — nous allions dire ses prêtres — c'est-à-dire les chefs de l'armée, croient sincèrement participer de son infaillibilité. Le Grand État-Major allemand, cette institution puissante dont le premier Moltke disait orgueilleusement : « La France peut nous l'envier, elle ne le possède pas », a fait de ses disciples un ordre de véritables et dangereux mystiques. Cela n'est point si enviable !

Sans conteste, Ludendorff plaide sa propre cause et cela s'excuse, mais il ne fait pas pour rien partie du Grand État-Major; c'est pour le justifier qu'il écrit, c'est le parti militaire qu'il soutient, c'est l'apologie des idées qui ont eu cours et qui continuent à avoir cours dans les milieux pangermanistes impénitents qu'il entreprend. Il lutte pour la vraie foi. Il en est un des martyrs.

Mais il ne se contente pas de la défendre pour le passé, il prétend bien préparer sa résurrection dans l'avenir. A ses yeux, si bas qu'elle soit tombée, l'Allemagne peut et doit se ressaisir, redevenir la grande nation. Sa confiance en elle est illimitée; il ne désespérera jamais et, au fond, cela est très respectable.

Il s'insurge contre la réalité et, ne la pouvant pétrir selon ses désirs, il compte sur le temps pour lui faire violence. Les Allemands vont-ils permettre que des Lithuaniens et des Polonais tirent partie de leur provisoire impuissance pour faire reculer la civilisation allemande? Que va devenir cette armée qui, depuis quatre années, a tenu si vaillamment tête au monde entier? Le peuple allemand, en l'abandonnant, veut-il donc se suicider? « Jamais, au grand jamais, il ne pourra l'admettre ».

Il prône l'unification de l'Empire car la patrie allemande en tirera profit, mais il demande qu'on tienne

compte aux États qui, dans la suite des siècles, ont fait la grandeur de l'Allemagne — lisez : la Prusse — des bienfaits dont la communauté leur est redevable.

Depuis qu'il n'est plus rien, il ne manque aucune occasion de répandre ses idées et, hier encore, dans une lettre rendue publique où il accuse Noske de vouloir faire des officiers un corps de « mendiants », il affirme très haut que ses anciens compagnons d'armes demeurent fidèles à leur idéal, qu'ils sont et resteront toujours les représentants de l'avenir car l'Allemagne ne peut pas ne pas se souvenir de ce que vaut une bonne et solide armée.

Il faut méditer son épilogue. En ce qui concerne les événements, il reste frappé de cécité absolue ; la cause de la réaction contre le militarisme lui échappe toujours ; il continue à penser que son peuple est fou parce qu'il est mal conduit ; il se lamente sur le sort de ce « fier et puissant empire allemand, naguère encore l'effroi de ses ennemis » ; il noircit, par comparaison outrée avec le passé, le tableau de la situation présente ; son cœur déborde de honte et de dégoût. Non, certes, il n'accepte pas, il n'acceptera jamais !

Aussi prépare-t-il l'avenir. Il se fait prophète et, nouveau Moïse, il adresse à son peuple des « commandements ». S'ils sont suivis, ce sera « la résurrection, une ascension nouvelle, la grandeur et la liberté de la patrie recouvrées, sa puissance restaurée ».

S'il le faut, l'Allemand doit aller une fois de plus à la mort, donc à la bataille, pour récupérer tous les biens qu'il a maintenant perdus. Ce peut être long; il a souvenir qu'à Kreuznach, une magnifique roseraie a été submergée et souillée en un jour par une violente inondation; il a fallu des mois pour la purifier, mais on y est parvenu. Il en sera ainsi de l'Allemagne. Mais, pour atteindre à ce grand résultat, il faut que le peuple rejette loin de lui ses dirigeants actuels — son écume — et qu'il choisisse, pour les mettre à sa tête, les hommes capables de le mener dans les voies d'autrefois avec une volonté inébranlable, avec un sentiment profond de leurs responsabilités, des hommes enfin tels que les chefs qu'il eut en campagne, car ceci est écrit.

Prenons garde que la voix de l'ancien Premier Quartier-Maître Général ne trouve bientôt un trop fidèle écho! Au surplus, à des symptômes manifestes, on reconnaît déjà que sa popularité renaît. Qu'on lise le récit de sa réception, le 11 novembre dernier, par la population de Berlin, et l'on sera édifié sur l'influence que cet homme est encore capable d'exercer. Le temps n'est pas loin où, comme à Kreuznach, le peuple se pressera sur son chemin pour lui offrir les fleurs de ses parterres et l'encens de ses acclamations. Qu'on médite sur l'incident du 13 novembre au cours duquel Hindenburg, appelé à comparaître devant la Commis-

sion d'enquête du Reichstag, ne put accéder au palais parlementaire, empêché qu'il en fut par une foule enthousiaste et décidée, tant est grand son attachement pour le régime déchu, à substituer sa volonté à celle du Gouvernement établi.

Ces manifestations, Ludendorff en prend sûrement acte; elles le confirment dans sa foi. Ce « hasardeur » — comme on l'a dénommé — sait fort bien que, pour un quart de siècle au moins, l'Europe sera secouée par les frissons de la « fièvre danubienne ». Il ne se pressera pas; il guettera l'occasion et, au besoin, il la fera naître, car il est bon organisateur. Qui sait si, dans les agitations que nous réserve l'avenir, il n'y aura pas place pour un dictateur allemand et peut-être même européen! Qui sait si les libérateurs de la Russie encore bolcheviste ne seront pas les premiers serviteurs de ce grand ambitieux!

Ludendorff est homme à jouer le rôle. Il a, malgré lui, quitté la scène — qu'il aime quoiqu'il en dise — mais il est resté dans la coulisse, attendant l'heure de sa rentrée. Nous entendrons un jour parler de lui.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos. 7

I

L'HOMME. 11

II

SON ROLE

Rôle militaire. 41
Politique intérieure. 58
Politique extérieure. 65
La guerre sous-marine. 80
La paix avec l'Entente. 85
Administration. 98

III

SES MANŒUVRES

1914

Tannenberg (24-29 août 1914). 115
1re Bataille de Mazurie (8-20 septembre 1914). . 116
Expédition en Pologne du sud (28 septembre-1er novembre 1914). 118

Expédition en Pologne du nord (10 novembre-20 décembre 1914). 122

1915

2e Bataille de Mazurie (février-mars 1915). . . 128
Campagne d'été contre la Russie en 1915.. . . 135

1916

La défensive sur le front oriental (janvier-août 1916). 152
Ludendorff à la Direction de la guerre (29 août 1916). 167
Campagne de Roumanie (septembre-décembre 1916). 171

1917

1917 — Recul volontaire sur le front français. . 180
Attaques franco-anglaises d'avril et mai 1917. . 184
Attaques russo-roumaines de juillet et août 1917. 187
Les attaques Alliées de la fin de l'année 1917 — Riga — Le Piave. 189
Riga (septembre-octobre 1917). 193
Le Piave (octobre-novembre 1917). 195

1918

Première ruée allemande sur le front français (mars-avril). 197
Deuxième ruée allemande sur le front français (mai-juin). 207
Troisième ruée allemande sur le front français (juillet).. 212

La contre-offensive française du 18 juillet 1918. . 220
La contre-offensive franco-anglaise du 8 août 1918. 222
L'armée allemande rejetée sur la ligne Hindenburg (15-31 août 1918). 225
L'armée allemande rejetée sur la ligne Hermann-Hunding-Brunhild (1er septembre-19 octobre 1918) — Evénements de Bulgarie (15-30 septembre). 228
L'armée allemande acculée à la capitulation (11 novembre 1918). 237

IV

CONCLUSION. 241
TABLE DES MATIÈRES. 283

E. GREVIN — IMPRIMERIE DE LAGNY

HG.B
169585
Ludendorff, Erich
Author Buat, Édmond Alphonse Léon L9445
.Yb
Title Ludendorff

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU